



## Élections européennes **PASSER À L'OFFENSIVE**

### DANS CE NUMÉRO

**p. 6** Campagne et élections avec *Michel Barnier, José Bové, Alain Lamassoure, Marielle de Sarnez, Catherine Trautmann, Alejo Vidal-Quadras*

**p. 12** L'UE face aux défis de l'emploi dans les territoires, par *Marcel Grignard* et *Anne Macey*

**p. 18** Des Assises européennes du long terme par *Philippe Herzog*

**p. 24** Vers une Union politique, débat entre *Franco Bassanini, Claude Fischer, Sylvie Goulard, Ulrike Guérot, Philippe Maystadt* et *Daniela Schwarzner*

**p. 30** L'Europe saura-t-elle habiter le monde ? par *Dominique Moïsi*

**p. 36** Europe, décomposition ou métamorphose ? Le livre d'*Edgar Morin* et de *Mauro Ceruti*

**p. 42** 180 personnalités signent notre Appel

# MOI, JE SUIS DANS UNE BANQUE CITOYENNE



**BANQUE ET CITOYENNE**

36 39 <sup>(1)</sup> ■ [LABANQUEPOSTALE.FR](http://LABANQUEPOSTALE.FR) <sup>(2)</sup> ■ BUREAUX DE POSTE <sup>(3)</sup>

<sup>(1)</sup> 0,15 € TTC/min + surcoût éventuel selon opérateur. <sup>(2)</sup> Coût de connexion selon le fournisseur d'accès. <sup>(3)</sup> En fonction des jours et des horaires d'ouverture. La Banque Postale - Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 413 734 750 €. Siège social : 115 rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06 - RCS Paris 421 100 645 - Code APE 6419Z. Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424.

# PASSER À L'OFFENSIVE



**L**a campagne des élections européennes est lancée. Mais qui est prêt à défendre l'Union ? Les plus convaincus sont sur la défensive face à des populistes qui ne rechignent devant aucune démagogie, voire contre-vérité. Pourtant l'Europe a besoin d'offensive et il n'est rien de pire que la confusion.

Les municipales sont venues le confirmer, qui ont sanctionné une gestion gouvernementale pour le moins confuse, et salué le parti d'extrême droite et une Marine Le Pen sûre d'elle-même, qui a surfé sur la xénophobie de l'électorat, sa peur de la mondialisation,

son incompréhension de l'Europe et de l'euro.

La dirigeante du Front national s'est présentée comme la « défenseuse des travailleurs » et ses leitmotivs ont fidélisé un électorat populaire humilié par le chômage et la désertification de leur bassin de vie. Il faut passer à l'offensive ! Implanté durablement dans les localités, le FN va aux élections européennes avec l'intention de « gagner » : on le donne à 24 % ! Ce glissement de la société française sur la pente dangereuse de l'intolérance et du rejet de l'autre, du refus de solidarité entre les Européens, battrait en brèche les valeurs progressistes dont notre pays et l'Europe restent porteurs.

Surtout, ne pas se mettre dans la pente avec l'espoir de récupérer quelques voix ! La velléité d'« entrer en résistance » à l'Europe, que certains expriment au sein du parti socialiste, est diabolique. Car où sera alors la résistance à ce courant d'extrême droite qui touche d'ailleurs tous les pays d'Europe ? La droite aujourd'hui divisée n'est pas sur une ligne combattive pour l'Europe, le Front de gauche lui est radicalement hostile, le Centre et les Verts se cherchent. Si demain, le Parlement européen compte 200 députés populistes, il faudra pourtant bien faire face. Gauche et droite devront alors se faire violence et travailler ensemble, unir leurs forces pour engager enfin les réformes nécessaires en France et aller plus loin dans l'intégration européenne. On ne sera pas de trop pour remobiliser une société en perte de confiance dans ses élites politiques qui jouent à la guerre d'influence quand le pays va à vau-l'eau et menace l'Europe...

Le nouveau Premier ministre, plus volontaire, ne pourra pas laisser filer les comptes et il devra réussir la réforme de l'État. Face au défi majeur du chômage, il devra travailler avec les entreprises et les banques pour qu'elles trouvent les voies de l'investissement et de son financement, conduire le pacte de responsabilité, destiné à améliorer la compétitivité. Fédérer nos forces est un défi de taille si nous voulons redéfinir le contrat social national, d'autant plus qu'il faudra l'articuler à la formation d'un contrat communautaire en solidarité autour de politiques communes, appelant de gros efforts collectifs et interactifs. La société civile devra être sollicitée et incitée à s'organiser, un autre défi dans un pays qui ne connaît que la représentation. C'est dans cet esprit que 180 acteurs de la société civile, personnalités d'horizons divers et de sensibilités différentes, de plusieurs pays d'Europe, conscients des risques, ont conçu un projet de contrat de reconstruction à l'initiative de Confrontations Europe : c'est un mandat clair qu'ils proposent aux futurs élus du Parlement européen, aux parlementaires nationaux, au futur président et aux membres de la Commission européenne, ainsi qu'aux chefs d'État et de gouvernement. Débattons-en pour que les peurs et la xénophobie battent en retraite et que gagnent la conscience et la démocratie.

**Claude Fischer**

Présidente de Confrontations Europe

\* « Appel aux Européens de bonne volonté pour un contrat de reconstruction » : on trouvera le texte sur le site [www.confrontations.com](http://www.confrontations.com) et la liste des signataires en page 42 de ce numéro de *La Revue*.

## LIBRE PROPOS

p. 4 Campagne mode d'emploi, par Philippe Herzog

## CONJONCTURE ET POLITIQUES EUROPÉENNES

p. 6 Élections européennes - La parole aux candidats, avec José Bové, Alain Lamassoure, Catherine Trautmann et Marielle de Sarnez

p. 10 « Ensemble, donnons-nous les moyens d'être libres », par Michel Barnier

p. 11 Mandature 2009-2014 - Les réalisations du Parlement européen, par Alejo Vidal-Quadras

## EMPLOI, ENTREPRISE, INDUSERVICES

p. 12 L'Europe face aux défis de l'emploi dans les territoires, par Marcel Grignard et Anne Macey

p. 14 « Europatriés », un projet-pilote contre le chômage des jeunes, par Peter Hartz

p. 16 Énergie - La stratégie 2030 achoppe sur le modèle de marché, par André Ferron et Claude Fischer

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

p. 18 Des Assises européennes du long terme, par Philippe Herzog

p. 20 Les PME de la construction veulent participer à la relance de l'UE, par Riccardo Viaggi

p. 22 Financement post-crise - Vers une dynamique de mutualisation, par Marie-France Baud

p. 23 Faciliter l'accès des ETI au marché financier - La voie du placement privé, par Nicolas de Lorgeril

## L'EUROPE EN DEVENIRS

p. 24 Vers une Union politique - Le débat se poursuit, entre Franco Bassanini, Claude Fischer, Sylvie Goulard, Ulrike Guérot, Philippe Maystadt et Daniela Schwarzer

p. 28-29 Crise en Ukraine :  
• Quel rôle de l'UE ? par Ursula Serafin  
• La possibilité d'un dialogue, par Marie-France Baud

## L'EUROPE ET LE MONDE

p. 30 L'Europe saura-t-elle habiter le monde ? par Dominique Moïsi

p. 32 Migrants : un marché du travail européen inexistant, par Hélène Syed

p. 33 Quel ordre monétaire mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle ? par Jacques Mistrail

p. 34 Partenariat UE-Afrique - La société civile « eurafricaine » prend l'initiative, par Christine Holzbauer

## SOCIÉTÉ ET CIVILISATION

p. 36 *Notre Europe - Décomposition ou métamorphose*, un livre d'Edgar Morin et de Mauro Ceruti, par Catherine Véglio

p. 38 « Mon EurAfrique, ce serait... », par Fatou Diome et Besaet Kiflé Sélassié

p. 40 Le Prix Sauvage de la 9<sup>e</sup> édition du Festival *L'Europe autour de l'Europe*, par Alain Martin

## VIE DE L'ASSOCIATION

p. 42 Les 180 signataires de notre « Appel aux Européens de bonne volonté pour un contrat de reconstruction »

p. 42 Carole Ulmer, candidate aux Européennes

# CAMPAGNE MODE D'EMPLOI

Seuls ceux qui mèneront une campagne délibérément pro-européenne, critique mais sans démagogie nationaliste et partisane, constructive et concrète, pourront gagner sur le Front national et rendre service à la France comme à l'Europe.



Philippe Herzog  
Président fondateur  
de Confrontations Europe

Les élections européennes sont dévoyées par ceux qui en font un enjeu étroitement national. Face aux populistes, les citoyens sont fragiles. Beaucoup confondent l'intérêt de la France et celui de l'Europe. Il en sera autrement quand notre éducation et notre information nationales seront ouvertes aux autres Européens, à leurs cultures et leurs intérêts propres. Il en sera autrement quand les élections nationales et européennes seront synchronisées, précédées d'un débat public paneuropéen approfondi, quand les listes de candidats seront mixtes, avec des Européens non français aux côtés des nôtres.

D'ici le 25 mai, seuls ceux qui mèneront une campagne délibérément pro-euro-

péenne, critique mais sans démagogie nationaliste et partisane, constructive et concrète, pourront gagner sur le Front national et rendre service à la France comme à l'Europe. Une très large majorité de nos concitoyens savent ou devinent que nous ne pourrions résoudre nos propres problèmes sans une Europe plus unie et plus forte.

Ne laissons pas monopoliser la campagne par ceux qui font de « Bruxelles » un bouc émissaire.

Ils seront beaucoup à attaquer « Bruxelles », présumée coupable d'imposer des politiques d'austérité. Combien de partis auront le courage de reconnaître que les institutions européennes sont justifiées à nous demander de réduire nos déficits et relever notre compétitivité ?

La France et ses gouvernements depuis trente ans sont responsables du caractère insoutenable de nos dettes : elles n'ont pas servi à rehausser notre potentiel de croissance, au contraire il s'est constamment ralenti, aujourd'hui à 1 % environ, et l'avenir est très mal préparé. Actuellement, comme les autres pays de l'eurozone nous avons la chance de financer nos déficits à des taux d'intérêt historiquement bas, grâce à la Banque centrale européenne qui a calmé provisoirement les marchés en défendant l'intégrité de la zone euro. Si nous

n'étions pas dans l'euro nous serions laminés, la cure d'austérité serait violente.

L'Union a engagé de grandes réformes pour prévenir une nouvelle crise financière. Ainsi le commissaire Barnier en charge du dossier et le Parlement européen ont entrepris la construction d'une Union bancaire, en s'opposant maintes fois aux gouvernements d'Allemagne et de Grande-Bretagne, entre autres. Cela étant, faute d'une reprise de l'investissement, le désendettement peut être dépressif. Trop d'incertitude, trop de fragmentation du grand marché, trop de rivalités

**Ne laissons pas monopoliser la campagne par ceux qui font de « Bruxelles » un bouc émissaire.**

entre États font obstacle à une reprise durable de croissance. Et si la gouvernance de la Troïka (Commission, BCE, FMI) n'est pas sans faute vis-à-vis des pays dits « périphériques », c'est aussi parce que la solidarité des grands États à leur égard s'est réduite à de nouveaux prêts. La BCE a l'intention d'ajuster la politique monétaire pour soutenir l'activité et l'investissement avec des mesures non conventionnelles, mais il ne faut pas tout lui demander. L'Union devra faire beaucoup plus pour la croissance et l'emploi, mais la France n'a pas encore présenté de projet sérieux, et elle doit se rendre plus crédible si elle veut entraîner l'Allemagne.

La politique annoncée du nouveau gouvernement va dans le bon sens mais la réforme de l'État, qui conditionne le changement du modèle économique et social français, reste à engager. Elle devra faire l'objet d'une entente nationale.

La France ne doit pas se contenter d'exhorter l'Union à bâtir la croissance, elle doit présenter une contribution sérieuse.

Pour investir et faire reculer les fléaux du chômage massif et de la précarisation, l'Union a besoin de politiques communes dans les domaines vitaux de la formation, l'innovation, l'industrie, le budget... ce qui exige que nous partagions nos souverainetés nationales. L'Union doit non seulement avoir

un mandat de coordonner les politiques nationales, mais aussi d'harmoniser la fiscalité, de bâtir des réseaux de coopé-

**La France ne doit pas se contenter d'exhorter l'Union à bâtir la croissance, elle doit présenter une contribution sérieuse.**

ration sur le grand marché, de s'attaquer aux immenses carences éducatives et de formation, et anticiper les mutations technologiques et professionnelles. Elle doit mettre en œuvre une stratégie européenne pour l'innovation et la nouvelle révolution industrielle, afin de réussir la décarbonation de l'économie, l'appropriation du numérique, la régénération des espaces urbains et ruraux, le renouvellement des avantages comparatifs de l'Union dans la compétition mondiale. Les masses d'investissements nécessaires peuvent être financés si on bascule l'épargne et les liquidités dans leur direction, en transformant le système d'intermédiation financière et de marché de façon à mutualiser les ressources et partager les risques. Ceci doit s'engager dès maintenant, sans attendre les réformes institutionnelles et des Traités qui seront nécessaires en chemin pour servir ces politiques.

L'euro est vilipendé dans le débat intérieur. Pourtant il nous a protégé, tout en servant de parapluie pour les dérives nationales en Grèce et ailleurs. Mais le Traité de Maastricht était bancal : il a créé une Union monétaire sans Union économique. La crise a révélé cette faille mais les tentations du retour à avant Maastricht sont illusoire et dangereuses. Pour que l'Europe se redresse dans le contexte de la mondialisation, la seule voie possible est de bâtir l'Union économique. Cela exige de grandes réformes de structures : l'Union bancaire, une capacité budgétaire et un gouvernement économique pour la zone euro, un *New deal* pour les investissements d'avenir.

Tous les Européens doivent apprendre les uns et les autres ce que solidarité veut dire pour accomplir ces tâches. Aujourd'hui l'Allemagne pilote l'Union intergouvernementale, elle demande une discipline et défend ses propres intérêts, ses avantages comparatifs. Les Français demandent la protection de leurs « acquis » et croient trop souvent que les élargissements sont la cause de leurs maux, alors que l'Europe n'a de sens qu'unie dans la diversité et nous incite avec raison à conjuguer compétitivité et solidarité, à nous ouvrir à nos voisins et au monde.

Les élections de 2014 devront donner le signal d'une démocratisation des institutions communautaires avec la responsabilisation des dirigeants et la participation des citoyens.

L'Union souffre de vices de construction. En caricaturant un peu, elle a été construite pour les citoyens mais sans eux. Et la gouvernance par les règles ne supplée pas au manque de pilotage.

L'urgence est d'enrayer la prédominance de la méthode intergouvernementale, puisque ce sont les gouvernements nationaux qui font obstacle aux nouvelles politiques communes et ne consentent les réformes que le dos au mur. Le Conseil européen n'est pas vraiment légitime : les chefs de gouvernement sont issus du suffrage national pour servir des mandats nationaux, ils ne sont contrôlés que par des élus nationaux et les États font écran entre les citoyens et l'Europe. Il faut exiger qu'ils soient responsables d'un agenda clair et lisible par tous les Européens et qu'ils rendent régulièrement compte de leurs actes. Sachant que le décrochage des citoyens et l'absentéisme aux élections européennes sont d'abord la conséquence du déficit démocratique national, exigeons du gouvernement français qu'il prenne l'engagement de créer les conditions pour que partout en France la connaissance, l'information et l'accès à l'Europe soient possibles pour chacun de nous.

Le Parlement européen a gagné en pouvoir de codécision, mais il reste éloigné des populations. Il doit créer un lien permanent avec les parlements nationaux, entre les sociétés nationales et les institutions communautaires. Nos élus devront assumer un devoir de présence et d'information auprès des populations, c'est indispensable quand il faut bâtir des réseaux, des coopérations multiples, des politiques communes.

***Les élections de 2014 devront donner le signal d'une démocratisation des institutions communautaires avec la responsabilisation des dirigeants et la participation des citoyens.***

La Commission tend à être ravalée au rôle d'une administration, elle y contribue aussi elle-même quand elle abuse des normes et des procédures technocratiques. Or c'est elle qui a le pouvoir d'initiative et de coordination politique. Il faut lui redonner légitimité et autorité au service de l'intérêt européen, mais cela exige de la débureaucratiser et la rapprocher des citoyens. Un enjeu indirect des élections européennes est le choix du nouveau président de la Commission. Les dirigeants des partis européens ont déjà présenté leurs candidats. Espérons des programmes concrets et un débat pan-européen effectif pour donner du lustre à la campagne et intéresser les citoyens. Ces élections doivent exprimer l'ambition d'un nouveau départ pour l'Europe. 

**23 avril 2014**

Le Parlement européen doit créer un lien permanent avec les parlements nationaux

Elections européennes du 25 mai 2014

# LA PAROLE AUX CANDIDATS

En cette année électorale cruciale, Confrontations Europe a lancé un « *Appel aux Européens de bonne volonté pour un contrat de reconstruction* » signé par de nombreuses personnalités européennes<sup>(1)</sup>.

L'Appel propose que les futurs élus et représentants des institutions soient désignés après une campagne paneuropéenne digne de ce nom sur la base d'un mandat clair. Les réactions de quatre candidats français.

## Dans cette rubrique :

Le 25 mai prochain, les électeurs français seront appelés aux urnes pour élire leurs députés européens et choisir qui sera le futur « Monsieur Europe », c'est-à-dire le futur président de la Commission européenne. Dans un contexte marqué tant par l'euroscepticisme que par le désintérêt croissant des Français pour la politique, nous avons voulu donner la parole à quatre leaders des quatre plus grands partis du Parlement européen pour leur permettre d'exposer leurs vues sur l'Europe. Commissaire français sortant, Michel Barnier expose dans son livre quelle est sa vision pragmatique et porteuse d'espoir de l'avenir de l'Union. Loin de n'avoir rien fait pendant cinq ans, le Parlement européen a été moteur dans un certain nombre de dossiers au cours de cette mandature, nous rappelle Alejo Vidal-Quadras. Autant de raisons qui nous encouragent à nous rendre aux urnes !

Carole Ulmer

© European Union 2011 PE-EP

*Comment hiérarchisez-vous les principaux défis qui se posent à l'Union pour les cinq années à venir ?*

**José Bové** (Europe Écologie – Les Verts) : La mère de toutes les batailles, c'est le contrôle par les Européens des politiques qui sont définies en leur nom et s'appliquent à eux. La Commission et les États membres doivent être forcés d'assumer leurs responsabilités quand ils décrètent l'austérité en Europe, quand ils s'alignent sur les lobbies des grands groupes privés ou qu'ils décident de diluer nos normes sociales et environnementales dans le traité de libre-échange avec les États-Unis. Pas d'Europe sans démocratie.

**Alain Lamassoure** (UMP) : Le défi est simple à énoncer : l'Europe doit enfin épouser son siècle. Les quinze années passées ont été consacrées à l'adoption d'un nouveau traité, à l'élargissement à l'Est et à la maîtrise de l'incendie des marchés financiers. Les deux premiers problèmes sont réglés, l'union bancaire parachève l'union monétaire. Malheureusement, pendant que nous réglions ces problèmes internes, le reste du monde ne nous a pas attendus. Il faut rattraper le temps perdu en termes de croissance, de compétitivité et aussi de méthode d'action en commun. L'esprit communautaire a beaucoup souffert de ces crises.

<sup>1)</sup> Lire en p.42 et sur [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org)



Alain Lamassoure  
conduit la liste  
de l'UMP dans  
la circonscription  
Île-de-France

## Les élections de 2014 font franchir un saut démocratique spectaculaire. L'Union aura un « M. Europe », fort de la légitimité du vote des 500 millions de citoyens

**Marielle de Sarnez** (UDI-Modem, Les Européens) : Dans le monde qui vient, l'union fera la force. Une Europe forte est donc la seule réponse possible si nous voulons sauvegarder notre modèle de société et préserver nos valeurs. Une Europe forte, c'est une Europe recentrée sur l'essentiel, décidée à créer sa propre croissance, et à mettre un terme à ses disparités fiscales et sociales. Une Europe forte, c'est une Europe qui parle d'une seule voix, et se fait respecter dans le monde. Une Europe forte, c'est enfin une Europe démocratique, qui permettra aux citoyens de prendre le contrôle de leur destin.

**Catherine Trautmann** (Parti Socialiste) : L'urgence est avant tout sociale. Il faut retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi en Europe. Cela passe par des politiques et des programmes dédiés (salaire minimum, garantie jeunesse...), mais plus largement par un changement de cap dans ce que nous entreprenons sur les grands dossiers structurants, en matière de réseaux ou de réindustrialisation. Et puis n'oublions pas que nous avons une clause de révision sur le cadre financier pluriannuel, assortie d'un débat en cours sur les ressources propres, pour véritablement nous donner les moyens de ces ambitions. Lesquelles s'appuieront nécessairement sur une TTF, que nous souhaitons mise en place rapidement.

*La période de crise a été dominée par le débat austérité/croissance ; beaucoup de choses ont été accomplies depuis 2008, mais*

*nous ne sommes pas encore sortis de la crise. Quelles politiques communes devons-nous mettre en place ou renforcer au niveau européen pour rénover notre modèle social et de développement ?*

**J. B. :** L'Europe est la première puissance économique de la planète. Elle est parvenue à cette position en garantissant des droits à ses citoyens. Ce n'est donc pas en détruisant son modèle social qu'elle garantira un avenir aux Européens. La concurrence entre États l'a détruit progressivement. Il faut accélérer la convergence des prélèvements sur les entreprises, et en particulier sur les multinationales pour que celles-ci contribuent à la hauteur de leurs profits au maintien des services publics dont elles sont les bénéficiaires.

**A. L. :** Mieux vivre ensemble. Maximiser la croissance de notre économie commune suppose que chacun des 28 pays se dote d'un modèle de croissance soutenable, et que les 28 partitions jouent en harmonie : les organes, les procédures, les fonds créés sous la pression de la crise doivent passer du mode SAMU au mode entraînement de fond d'un champion olympique : vive l'innovation, l'industrie et l'investissement à long terme ! En même temps, les nouvelles entorses à l'égalité des conditions de concurrence et à la justice sociale doivent être éradiquées : cela passe par l'harmonisation des bases fiscales de l'imposition des bénéficiaires, par l'imposition des multinationales proportionnellement à leur activité dans chaque État membre,

par la stricte application des lois sur le détachement des travailleurs.

**M. de S. :** La première urgence, c'est de parvenir, dans les cinq prochaines années, à une harmonisation de nos systèmes fiscaux et sociaux. L'UE, et en particulier la zone euro, ne peut plus accepter d'être un lieu ouvert à tous les dumpings. Il nous faut donc mettre en œuvre une politique commune fiscale et sociale. Ce sera notre première priorité. Nous pourrions aussi mettre en place un certain nombre de politiques communes qui nous permettront de mutualiser nos forces pour soutenir la croissance et l'emploi. Il faudra une politique industrielle, une politique de la recherche et de l'innovation, une politique de l'énergie, ou encore une politique des grandes infrastructures.

devons avoir des objectifs contraignants en termes d'emploi et de cohésion sociale, qui soient de même portée. Enfin, sur l'énergie et le climat nous devons largement repenser la façon de réconcilier une approche européenne qui a souffert de ne s'attacher qu'au « marché intérieur », et des stratégies nationales que l'on pourrait qualifier de « non-coopératives » alors que plus que jamais notre continent doit faire bloc.

*Face au chômage de masse, la préoccupation première de nos concitoyens est l'emploi. Philippe Herzog propose de fixer pour priorité à l'Union « un plein emploi des capacités humaines ». Qu'en pensez-vous ?*

**J. B. :** Avec des industries de pointe dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, sauver le climat, c'est créer des emplois. Les Européens épargnent une partie

## En parallèle des mécanismes de stabilité budgétaire et de convergence, nous devons avoir des objectifs contraignants en termes d'emploi et de cohésion sociale



Catherine Trautmann  
est 2<sup>e</sup> sur la liste  
du Parti Socialiste-  
PRG dans la  
circonscription  
de l'Est

**C. T. :** De grands pas ont été accomplis (par exemple sur l'union bancaire) pour nous prémunir ensemble contre des crises similaires. Il me semble qu'en parallèle des mécanismes de stabilité budgétaire et de convergence, nous

importante de ce qu'ils gagnent. Cet argent doit être mobilisé pour développer les industries du futur et sortir d'une économie carbonée qui n'est plus viable. L'UE peut en outre se doter d'un budget plus important, basé sur des ressources directes, comme la Taxe Tobin, pour mettre sur pieds des programmes de relance. 7 millions d'emplois vont disparaître dans l'agriculture dans les dix prochaines années. Des mesures d'urgence doivent également être prises pour

### La parole aux candidats (suite)

» stopper cette hémorragie. Enfin, l'UE doit inciter les banques pour qu'elles financent l'économie réelle et en particulier les PME au lieu de se lancer dans des stratégies spéculatives hasardeuses.

**A. L. :** Attention ! Il ne faut pas laisser croire que le plein emploi dépend des politiques européennes ! Avec la même réglementation communautaire et la même monnaie, l'Autriche est au plein emploi et l'Espagne a plus de 20 % de chômeurs. Le plein emploi des capacités humaines est l'objectif moralement le plus noble et économiquement le plus efficace. Mais cela dépend d'abord de chaque État. Là où l'Europe peut aider le plus, c'est en montrant ceux des modèles nationaux d'éducation initiale, de seconde chance et de formation et d'emploi tout au long de la vie, qui réussissent le mieux : la comparaison. Curieusement, ni les fédéralistes, ni les souverainistes ne s'y intéressent vraiment.

**M. de S. :** Philippe Herzog est un Européen déterminé qui défend le modèle social européen. Il a raison. L'Europe doit rendre la vie plus simple aux acteurs économiques, leur garantir de la stabilité sur le long terme, et user de tout son poids pour défendre les intérêts des Européens à l'international. L'Europe doit aussi innover. C'est pourquoi nous proposons de créer un contrat de travail européen, ainsi qu'un contrat européen d'apprentissage.

**C. T. :** Une politique qui prenne le chômage « en tenaille », avec d'un côté la dimension « top-down » des grands programmes européens, dont nous devons nous assurer qu'ils soient bien dotés et efficaces ; et de l'autre une approche « bottom-up » qui favo-

rise la relance par les territoires, par exemple la facilitation et la systématisation d'une approche commune sur les bassins d'emploi transfrontaliers.

*Dans cette période troublée par la recherche incessante de boucs-émissaires, les institutions communautaires sont fortement remises en question. Comment les démocratiser ?*

**J. B. :** Nous sommes contre l'accord de libre-échange avec les États-Unis qui offre aux multinationales la possibilité d'attaquer des mesures sociales ou environnementales qui vont à l'encontre de



### ... L'épargne des Européens doit être mobilisée pour développer les industries du futur et sortir d'une économie carbonée

leurs intérêts. D'autres partis sont pour. Au cours de cette mandature, les socialistes, la droite et les libéraux ont accepté une baisse du budget européen. Nous ne sommes pas d'accord avec eux. Les mesures imposées par la troïka sont dangereuses, elles ont été prises sans contrôle démocratique. Cela doit cesser. Ce sont sur des questions de ce type que les Européens doivent se positionner. Le futur président de la Commission, désigné par le Parlement européen, devra respecter leur volonté de changement. Les citoyens verront que leur bulletin de vote à un impact sur les politiques européennes.

**A. L. :** Si les Français sont aujourd'hui si mécontents de l'Europe, la crise n'explique pas tout. Ils ne

comprennent pas comment les décisions se prennent, et ils ont le sentiment de n'y avoir aucune prise. Ils ont raison. Mais justement, les élections de 2014 font franchir un saut démocratique spectaculaire : non seulement les citoyens éliront un Parlement enfin pleinement doté du pouvoir législatif, mais, à travers le Parlement, ce sont eux qui vont aussi choisir le futur président de la Commission. L'Union aura un « M. Europe », fort de la légitimité du vote des 500 millions de citoyens. Finies les accusations contre la « bureaucratie irresponsable et anonyme ».

**M. de S. :** Je plaide pour un sursaut démocratique. L'architecture actuelle est illisible. Elle renforce le soupçon et prive l'Europe d'un débat transparent sur son projet. C'est pourquoi nous proposons

qu'à terme les citoyens de l'UE puissent choisir directement leur Président.

**C. T. :** Nous souhaitons également « démocratiser » le Semestre européen, en y impliquant davantage le Parlement européen et les parlements nationaux. Et j'espère que le lien plus direct qui doit se tisser entre les citoyens européens et le président de la Commission, puisqu'ils le choisiront au travers de l'élection des député(e)s européen(e)s, contribuera à rendre aux citoyens l'assurance qu'ils peuvent véritablement orienter l'Europe.

*Le Royaume-Uni envisage de se prononcer sur son appartenance à l'UE par référendum d'ici 2017. Les citoyens prennent conscience*

*des interdépendances au sein de l'Union ; les enjeux relatifs au partage d'une monnaie unique font émerger des besoins propres pour la zone euro. Comment pensez-vous que nous devrions bâtir l'Union politique dans ce contexte ?*

**J. B. :** L'UE est construite de telle manière qu'un de ses membres peut choisir de la quitter. Le débat est vif au Royaume-Uni. Si le référendum débouche sur un départ d'un État membre, nous devons l'accepter. La porte restera ouverte. De leur côté, d'autres pays comme la Lettonie et l'Estonie ont choisi la carte d'une plus grande intégration en rejoignant la zone euro, car ils ont compris avec la crise financière qu'ils étaient ainsi mieux protégés des attaques spéculatives.

**A. L. :** Nous ne pourrions éviter, non une géométrie, mais une géographie variable. La zone euro a besoin de règles propres. L'Europe de la défense ne se bâtira pas forcément avec les mêmes États pionniers. Mais il est capital de ne pas créer d'institutions nouvelles : l'ensemble serait impossible à maîtriser pour les dirigeants, et impossible à contrôler par les citoyens.

**M. de S. :** Je souhaite que le Royaume-Uni conserve toute sa place au sein de l'UE. Mais, il est évident que les pays qui ont en partage une même monnaie devront aller vers davantage d'intégration en matière économique et sociale. C'est pourquoi, je suis favorable à une gouvernance politique de la zone euro, dans laquelle les Parlements, nationaux et européens, prendront toute leur part. La zone euro deviendra ainsi le noyau dur et central de l'Union européenne.

**C. T. :** Nous devons construire cette Union comme une opportunité plus que comme un boulet. En réalité les citoyens en sont souvent plus conscients que certains politiques « nationaux » qui ont la défausse facile. Une Union politique exclusivement perçue comme un scénario « par défaut » serait mortifère. Le salut passe donc forcément par un réengagement des citoyens pour réveiller l'Europe. C'est cette Europe-là, citoyenne qui peut à la fois exorciser les tentations du retour en arrière, et poser les jalons d'une nouvelle étape.

*La question des frontières – intérieures et extérieures – est un enjeu crucial du scrutin européen. Quelle sont votre point de vue et vos propositions sur la politique de circulation des personnes au sein de l'Union et sur la politique d'immigration ?*

**J. B. :** L'Europe ne peut pas être une forteresse. La libre circulation des personnes au sein de l'UE doit être garantie. Elle a un devoir de solidarité avec les habitants des zones de la planète ravagées par des conflits et ceux des pays du Sud dont les agricultures ont été laminées par les politiques mondiales néolibérales qui sont un échec global.

**A. L. :** Au rebours de la propagande souverainiste, les flux migratoires ne seront maîtrisés que par une politique commune européenne, prenant en compte tous les aspects du problème – négociation avec les pays d'origine et de transit, garde-frontières européens, règles communes sur les conditions d'entrée, de séjour, de travail dans l'Union.

**M. de S. :** Ce sont deux questions distinctes. Concernant le détachement des travailleurs, la réponse de moyen terme réside dans la



Marielle de Sarnez conduit la liste de l'UDI-Modem dans la circonscription Ile-de-France

convergence sociale et fiscale que nous avons choisie comme objectif. À court terme, je propose que le niveau des charges payées soit celui du pays d'accueil, et que le salarié puisse disposer dans son pays d'origine de ces droits supplémentaires acquis dans un autre pays. Si on en décide, on supprime les dumpings.

Deuxième question, celle des flux migratoires. Pour être allée à Lampedusa, je connais la réalité dramatique des situations humaines. L'Europe ne peut se vivre comme une forteresse, mais elle doit être capable de réguler son immigration, par la mise en place par exemple de quotas, et pourquoi pas, comme aux États-Unis, d'une « carte verte ». Le corollaire de cette politique doit être la mise en place d'une vraie police européenne des frontières, terrestres, aériennes et maritimes, avec la création de gardes côtes européens, pour contrôler efficacement les frontières extérieures de l'Union. Enfin, et c'est pour moi un point très important, l'Europe doit construire un nouveau partenariat de croissance et de développement avec l'Afrique.

**C. T. :** L'Europe a besoin d'une politique migratoire cohérente. L'éventail de réglementations est pourtant déjà assez large, il est donc faux de prétendre que l'Union serait trop laxiste en la matière. Mais ces textes et leur application sont trop peu coordonnés. Il faut apaiser le débat sur la zone Schengen : la question de Schengen est celle des frontières extérieures de l'Union et de ce point de vue, Roumanie et Bulgarie ont déployé d'importants efforts de sécurisation. S'agissant enfin de la circulation intra-européenne, la

## *L'Europe ne peut se vivre comme une forteresse mais elle doit être capable de réguler son immigration*

résorption des tensions ne pourra venir que d'une harmonisation sociale par le haut. La libre-circulation implique que l'on puisse enfin réviser la directive détachement des travailleurs, et que l'on garantisse un budget suffisant pour les aides à la mobilité des jeunes.

*Qu'est ce qui vous différencie des autres groupes politiques en lice ?*

**J. B. :** Les Verts inscrivent leurs réflexions dans le long terme. Les idées qu'ils proposent comme le soutien à l'agriculture biologique ou la taxe Tobin passent au début pour des propositions utopiques mais force est de constater que peu à peu elles font leur chemin. Je m'en félicite.

**A. L. :** La combinaison de la foi européenne et du réalisme politique et économique. Les socialistes sont dans le déni des réalités économiques. L'ardeur des fédéralistes leur fait oublier le réalisme politique. Les extrêmes veulent tout simplement détruire l'Europe.

**M. de S. :** Nous sommes le groupe central du Parlement, le plus clair, le plus cohérent, et le plus engagé pour l'Europe. Notre approche, au centre de l'échiquier politique, en France comme en Europe, est novatrice : nous refusons le sectarisme, et l'esprit de parti. Nous sommes avant tout des défenseurs de l'intérêt général, en France, comme en Europe.

**C. T. :** Les Socialistes et Démocrates sont le seul groupe qui puisse réellement allier ambition et crédibilité. Ambition car nous avons un projet alternatif et nous avons soif d'avoir la possibilité de le mettre en

œuvre. Crédibilité aussi, car nous savons faire preuve d'une discipline de groupe supérieure, pour pouvoir véritablement peser sur les textes qui auront force de loi.

*Comment réagir face à la montée des eurosceptiques ?*

**J. B. :** Dans un monde multipolaire aucun des États membres n'est en mesure de peser seul. Certaines multinationales ont une puissance supérieure à des États. Seul le niveau européen peut protéger nos concitoyens, mais cette Europe doit être différente, tourner le dos à l'austérité et être convaincue que l'Union fait la force.

**A. L. :** Les eurosceptiques vont surfer sur le mécontentement général, mais ils ont reconnu leur incapacité à présenter un candidat commun : par définition, les nationalistes ne s'entendent pas entre eux. C'est ainsi que les citoyens vont prendre le pouvoir en Europe. Et que la France et l'Europe pourront reprendre leur place dans le concert mondial.

**M. de S. :** Il y a une seule réponse : que l'Europe cesse d'être une affaire de spécialistes, et qu'elle devienne enfin l'affaire des peuples !

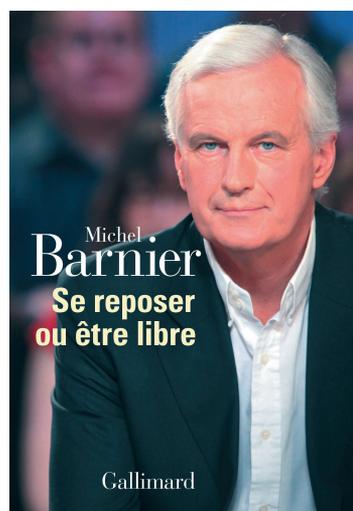
**C. T. :** C'est avant tout l'Europe synonyme d'immobilisme et de bureaucratie qui est brocardée, pas l'Europe de la paix, de la démocratie et du progrès social. C'est lorsque l'Europe réussit dans sa mission de protection et de régulation de la mondialisation qu'elle est un exemple positif et recouvre sa crédibilité. *Propos recueillis par Carole Ulmer, directrice des études, Confrontations Europe*

## Un choix européen

# « ENSEMBLE, DONNONS-NOUS LES MOYENS D'ÊTRE LIBRES »

La période qui nous sépare des élections européennes doit être l'occasion de nous poser une question : quelle Europe voulons-nous, pas seulement pour la prochaine législature mais pour les dix, vingt ou trente prochaines années ? La vision du commissaire européen Michel Barnier, qui publie un livre *Se reposer ou être libre*.

**C**e débat sera difficile pour toutes celles et ceux qui croient en l'Europe. Face aux populistes qui veulent le protectionnisme et le repli national, c'est-à-dire la fin du projet européen. Face aussi à ces nombreux électeurs qui se désintéressent d'une Europe jugée à tort ou à raison trop complexe, trop lointaine et trop peu démocratique. Aux uns et aux autres, je veux dire que nous avons le choix. Nous pouvons nous reposer sur les lauriers d'une promesse tenue pour la paix et la démocratie et se replier chacun chez soi, chacun pour soi, en espérant se protéger des crises et du monde. Ou nous pouvons choisir de regarder le monde tel qu'il est, les yeux ouverts, et accepter, face aux États-continentaux qui domi-



nent déjà – États-Unis, Chine, Inde, Brésil, Russie – de continuer à avancer ensemble, avec les autres pays européens, pour rester demain capables de promouvoir nos valeurs et de défendre nos intérêts.

Ce choix demande du courage et des efforts, des sacrifices parfois, mais c'est le prix de la liberté pour l'Europe, pour les nations qui la composent et pour chaque citoyen.

### Les chantiers de la liberté

Être libres, c'est refuser que les pays européens soient dans la main des marchés financiers. En terminant le travail de régulation financière que j'ai l'honneur de mener à Bruxelles depuis quatre ans. En acceptant aussi de redresser ensemble nos finances publiques pour retrouver les marges de manœuvre nécessaires aux investissements dans l'éducation, l'innovation et les politiques sociales. Être libres, c'est s'opposer à ce que l'Europe devienne une simple terre de consommation des marchandises produites par les autres. C'est renverser la tendance au déclin de notre industrie en lançant une stratégie européenne de compétitivité industrielle et, soixante ans après la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en inves-

**Michel Barnier propose des clés pour changer l'Europe et des idées concrètes pour progresser dans son livre publié chez Gallimard.**

tissant à nouveau en commun dans des domaines clés comme la nanoélectronique ou les énergies renouvelables.

Être libres, c'est refuser que l'Europe soit dépendante de la Russie, de l'Algérie ou des pays du Golfe pour un approvisionnement énergétique dont le coût croissant pèse sur notre pouvoir d'achat et sur la compétitivité de nos entreprises. C'est bâtir une véritable politique européenne de l'énergie, en ajoutant à nos objectifs de baisse des émissions de CO<sub>2</sub>, des objectifs de réduction de notre dépendance. Être libres, c'est faire mentir ceux qui prétendent que nous aurions raté le coche de la révolution numérique. 22 % des nouvelles applications pour smartphones dans le monde sont conçues et développées sur notre continent. Nous devons utiliser l'atout que représentent nos réseaux, nos chercheurs, nos ingénieurs, et les accompagner de nouvelles initiatives communes, comme un marché unique pour le *cloud* européen. Être libres, c'est anticiper le recul démographique de l'Europe, qui sera le seul continent à perdre de la population dans les quarante ans qui viennent. En partageant les bonnes pratiques nationales pour encourager la natalité. En ayant aussi le courage de reconnaître que nous aurons besoin d'immigration pour pourvoir des postes dans des secteurs comme les services à la personne ou l'informatique.

Être libres, c'est être capable de se faire respecter dans le monde. La crise ukrainienne démontre une nouvelle fois que nous devons être en mesure d'agir ensemble, en défendant nos intérêts de première puissance commerciale mondiale, en consolidant notre diplomatie commune, et en relançant le chantier de l'Europe de la défense. Être libres, c'est enfin préserver un modèle social européen qui, pour être divers, n'en est pas moins unique au monde et dont nous avons besoin pour redonner de l'espoir aux jeunes, créer de l'emploi et améliorer le dialogue social. Aucun des chantiers que je décris ici ne sera facile. Tous nécessiteront de comprendre que donner à l'Europe les moyens de son indépendance dans le monde est la meilleure façon de préserver la souveraineté de chacun de nos États. Cette nouvelle étape du projet européen est néanmoins possible, à condition d'y associer les peuples européens, à travers le Parlement européen, les Parlements nationaux, les territoires mais aussi en inventant de nouvelles formes de participation et de démocratie, notamment via internet. Elle est surtout indispensable si nous voulons demain rester maîtres de notre destin, c'est-à-dire être libres. 🇪🇺

**Michel Barnier**  
Commissaire européen chargé  
du Marché intérieur et  
des Services - Ancien ministre

Mandature 2009-2014

# LES RÉALISATIONS DU PARLEMENT EUROPÉEN

Député européen depuis plusieurs mandatures, Alejo Vidal-Quadras met en évidence quelques-unes des réalisations qui ont le plus marqué l'actualité européenne et les dossiers dans lesquels il s'est investi en tant que membre de la commission Industrie, Recherche et Énergie (ITRE).

L'agenda politique du Parlement européen pour la mandature 2009-2014 a très vite été tracé par deux événements. D'abord, l'introduction du Traité de Lisbonne élevait le Parlement européen au rang de co-législateur l'obligeant à revendiquer face au Conseil, lors de chaque négociation, la correcte mise en œuvre de ses nouvelles compétences. Ensuite, il y a cinq ans, la crise financière mondiale frappa fort, provoquant une crise économique et sociale. Face à cet obstacle majeur et ce nouveau défi institutionnel, le Parlement européen a réagi avec force et de nom-

prises européennes, le Parlement a cherché à les soutenir, en utilisant les crédits du budget de l'Union et d'autres mesures pour aider les entreprises européennes à se placer en tête des marchés mondiaux et à doper la création d'emplois, en particulier pour les jeunes. Les députés ont également garanti un fonds d'investissement de 325 milliards d'euros pour les projets de développement régional, stimulant la formation, le soutien des petites entreprises et la recherche internationale. En matière d'emploi, le Parlement a œuvré pour protéger les personnes les plus durement touchées par la crise, en affectant des



© DR

dans l'ensemble de l'Union européenne. Ces règles réduiront notre vulnérabilité et stimuleront le développement des infrastructures énergétiques. Enfin, j'ai également été en charge de la législation sur les biocarburants, dans laquelle le Parlement a soutenu le développement de produits de deuxième génération plus propres, en prenant en compte l'impact des biocarburants sur le changement d'affectation des terres. Je ne peux clôturer cette tribune sans faire mention de la refonte des politiques agricole et de la pêche, des améliorations en matière de droits des consommateurs, de transports et de santé publique ou encore de la création de la diplomatie européenne, à travers le Service européen pour l'action extérieure.

En dépit de toutes ces réalisations qui ont amélioré de manière substantielle le quotidien des citoyens européens, beaucoup reste à faire. Le besoin de stabilisation des systèmes financiers et de renforcement de la coordination des politiques économiques des États membres resteront au centre des priorités pendant encore quelques années, ainsi que la nécessité de stimuler la compétitivité d'une économie faible en carbone pour encourager la création d'emplois. 

**Alejo Vidal-Quadras**  
Vice-Président  
du Parlement européen

## Une gouvernance économique plus responsable voit le jour

breuses mesures ont été mises en place pour les citoyens européens. La crise a porté un coup sévère aux économies de l'Union et révélé le caractère inadapté de nombreuses réglementations dans le secteur financier, rendant indispensable une réforme en profondeur. Ainsi, le plafonnement des bonus des banquiers, la meilleure surveillance du secteur financier et l'interdiction des contrats d'échange sur risque de crédits hautement spéculatifs ont instauré une gouvernance économique plus responsable. La crise ayant aussi ébranlé les entre-

fonds pour l'emploi et la lutte contre l'exclusion sociale jusqu'en 2020 et en contribuant à la mobilité des citoyens, veillant à ce que leurs qualifications professionnelles soient reconnues dans toute l'Union et que les salaires ne soient pas mis à mal lors de détachements à l'étranger.

### La priorité des questions énergétiques

La lutte mondiale contre le changement climatique est restée une priorité pour le Parlement afin d'orienter l'Union vers une économie sobre en carbone et moins

dépendante des coûteuses importations de combustibles fossiles. La nouvelle législation en matière d'efficacité énergétique aidera les consommateurs à réduire leur facture énergétique et l'Union à atteindre son objectif de diminuer de 20 % sa consommation d'énergie d'ici 2020. Les mesures contraignantes d'économie d'énergie qui ont été approuvées, comme la rénovation des bâtiments publics, les programmes d'économie d'énergie pour les services publics et les audits énergétiques pour toute grande entreprise, pourraient permettre d'économiser 50 milliards d'euros par an et de créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois « verts ». De plus, les ménages européens n'ont plus à redouter une coupure de gaz lors de potentielles crises d'approvisionnement, le Parlement ayant approuvé une réglementation dont j'ai été le rapporteur, qui impose une coordination et des interconnexions

Communauté européenne de l'éducation, du travail et de l'entreprise

# L'EUROPE FACE AUX DÉFIS DE L'EMPLOI DANS LES TERRITOIRES

Renouer avec les peuples européens implique pour l'Europe de relever le défi de l'emploi dans les territoires. Selon Confrontations Europe, une des réponses à cette question-clé pourrait s'inscrire dans une perspective de communauté européenne de l'éducation, du travail et de l'entreprise.

## Dans cette rubrique :

Une des questions cardinales dans le cadre des élections européennes du 25 mai est sans conteste celle de l'emploi, sujet de préoccupation majeur des électeurs européens. Au regard des nouvelles dynamiques de compétences, formation, emploi sur les territoires, Marcel Grignard et Anne Macey esquissent quelques pistes sur ce que peut faire l'Union pour l'emploi. Emploi toujours : Peter Hartz dessine les grandes lignes de son projet-pilote « Europatriés » pour lutter contre le chômage des jeunes en Europe. Énergie-climat enfin, sujet-clé pour une croissance durable : André Ferron et Claude Fischer s'interrogent sur l'ambition du compromis que la Commission a cherché à obtenir sur la Stratégie 2030. **Anne Macey**



© Fotolia.com / Guillaume Besnard

Si l'Europe a du mal à avancer, c'est que les Européens peinent à définir leur vision au-delà de leurs intérêts nationaux, avons-nous dit en conclusion de nos Entretiens Économiques Européens (EEE) du 20 mars dernier consacrés à « *La valorisation de l'investissement humain : formation, mobilité, emploi* » tenus au Comité économique et social européen à Bruxelles. Les divergences sont importantes et il est difficile de dégager une vision commune. Pourtant, elle répondrait à une attente forte à l'égard des institutions européennes. La principale responsabilité tient au fait que les États-nations font écran pour les citoyens et que notre horizon reste borné au niveau national. Le diagnostic est partagé : la situation actuelle, incertaine, déstabilise du fait de la crainte du futur créée par ce profond bouleversement que constituent la crise et la mondialisation. Or, nous ne pouvons chercher notre salut dans une « Europe de la protection » et du repli sur soi alors que nous sommes tous interdépendants, imbriqués dans des chaînes de création de valeur mondialisées et fragmentées dans différents pays à la fois. Ni dans le refus démagogique de « l'austérité », ou la dénonciation de boucs-émissaires alors qu'il nous faut réduire nos dettes pour ne pas vivre sur le dos des générations

# EMPLOI

actuelles et futures. L'Europe n'utilise pas son potentiel humain. Dans la crise et la mondialisation, c'est le moment de requalifier travailleurs et chômeurs européens au lieu de licencier ou de laisser les gens dans des emplois qui ne permettent pas de rester demain compétitifs. Il nous faut engager des investissements considérables dans le capital humain pour faire face aux défis de l'innovation, de l'industrie et des services de demain.

De fait, la grande inadéquation des compétences avec deux millions d'emplois vacants en Europe et 26 millions de chômeurs (jeunes notamment) exigent un changement d'approche. Plus que d'une « adéquation » – trop statique – des compétences et des besoins d'emplois, c'est d'une interaction nouvelle entre formation et emploi dont nous avons besoin, à la lumière des mutations. Nous aborderons donc trois questions : le développement des compétences, la territorialisation et ce que peut faire l'Europe face à ces nouvelles dynamiques sur les territoires européens.

## Co-construire les compétences

La Commission européenne n'est pas restée inactive : Lisbonne restait trop orientée vers l'excellence, EU2020 s'est davantage tournée vers la question cardinale du développement des compétences. Mais force est de constater la carence dramatique de nos systèmes d'éducation et de formation (professionnelle et continue) alors que les États (les plus puissants surtout) ne veulent pourtant pas que l'Union ait le pouvoir de provoquer des réformes. Il nous faut renouveler profondément nos systèmes de formation, les tourner

délibérément vers l'Europe et le monde et vers les besoins actuels et futurs de nos sociétés en matière de biens et services. C'est à la base, et non par les voies de l'élitisme, que les pistes de solution doivent être recherchées, avec en particulier le développement de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie pour tous, en lien avec l'appropriation des technologies, et non pas seulement Erasmus + qui bénéficie encore principalement, malgré les efforts, aux plus aisés, aux mieux connectés.

Dans cet esprit, la place croissante du territoire dans l'anticipation et l'accompagnement des mutations professionnelles attire notre attention. Beaucoup reste à faire : les entreprises qui sont venues témoigner lors des EEE démontrent que si les choses avancent, peu de moyens sont mobilisés pour préparer l'avenir dans la périphérie des entreprises. Il y a pourtant besoin de réinventer l'entreprise, sa fonction, sa finalité, la place de ses parties prenantes et leur implication dans des responsabilités d'intérêt public plus importantes. Les difficultés auxquelles elles sont confrontées (désaffection pour les métiers de l'industrie, concurrence pour les talents, défi démographique, restructuration ou reconversion...) peuvent être de puissants moteurs d'incitation à bâtir leur écosystème local, nouer des partenariats et tisser des liens avec les collectivités publiques pour devenir des moteurs de développement de leurs territoires, comme en témoignent entre autres les initiatives de la Banque Postale, d'entreprises de l'énergie et de la construction navale (EDF, GDF-Suez, STX...) ou des PME/ETI comme Eolane.

Cela exige une ouverture plus grande des acteurs institutionnels à l'égard des entreprises. Les exemples de co-construction des

compétences sur les territoires sont à valoriser. Loin d'une approche statique de rapprochement de l'offre et de la demande de travail, c'est une vision dynamique partagée entre entreprises et territoires qui est recherchée comme l'illustrent les expériences de régions comme les Pays de la Loire, la région de Göteborg ou l'Emilie-Romagne. Le fait que cette dernière ait compétence législative en la matière n'est pas anodin dans sa capacité à développer une solide infrastructure éducative à disposition des entreprises de la région pour le développement des compétences dont elles ont besoin. Encore faut-il créer les conditions pour leur permettre de se brancher sur des réseaux non exclusivement nationaux.

## Co-investir

L'Europe en tant qu'espace de vie commune intégré peut constituer un point d'appui pour relever ce défi. Il en va ainsi notamment de l'élaboration d'un marché transitionnel européen du travail s'appuyant sur une infrastructure d'accompagnement des travailleurs. Reste que le refus de donner à l'Europe une vraie compétence en la matière (« une faute » nous dit Philippe Herzog) explique au moins partiellement pourquoi les initiatives de la Commission se tournent vers la seule facilitation de la mobilité géographique et non de parcours permettant de combiner formation et accès à un meilleur emploi. Eures demeure un outil de transparence et non de mobilité construite, dans la mesure où il ne prévoit pas l'infrastructure d'accompagnement des transitions professionnelles. La mobilité<sup>(1)</sup> est un sujet de controverses dans le cadre des élections européennes. Ambivalente, elle est positive quand elle permet d'aller ailleurs s'enrichir de l'expérience de

l'altérité, elle est négative quand elle est vécue comme une contrainte, surtout quand elle est non réciproque entre pays européens. D'où l'importance, pour préserver l'intégrité de la zone euro voire de l'UE, de co-investissements de solidarité active pour la formation et l'emploi, notamment dans les pays qui ont le plus besoin de redresser leur socle industriel et de services.

L'un des problèmes est que l'architecture de l'Union repose encore sur une union concurrentielle. Tout le défi est de faire en sorte que des pays qui ne se font plus la guerre, mais qui se font des concurrences acharnées, sociales, fiscales, acceptent de jouer la coopération. Il appartient à la Commission européenne de mettre en place les incitations nécessaires pour mettre en demeure les acteurs de faire ; et aux États membres de lever les barrières. Cela rendrait l'Europe visible là où l'on vit et ferait évoluer son image d'instigatrice de mobilités que tous ne sont pas en mesure de négocier en facilitatrice de la construction d'écosystèmes favorables à l'emploi.

Dans un contexte de financements publics contraints, ces réalisations appellent une mobilisation des financements privés et publics. Le défi est double : combiner ces fonds, mais aussi utiliser ces co-investissements de formation et d'emploi en cohérence avec la construction d'écosystèmes d'innovation, d'industries et de services et leur connexion dans toute l'Europe. Tous ces efforts sont au cœur de la nouvelle croissance durable dont nous avons tant besoin. 

**Marcel Grignard et Anne Macey**  
Vice-président et secrétaire  
générale de Confrontations Europe

<sup>1)</sup> Sur la mobilité des migrants des pays-tiers et le marché du travail, lire l'article d'H. Syed en page 32.

## « Europatriés »

## UN PROJET-PILOTE CONTRE LE CHÔ

L'ancien conseiller de Gerhard Schröder, Peter Hartz, expose pour la revue les propositions de son projet « Europatriés », publié par le think tank *En Temps Réel*. Ce projet, s'il était mis en œuvre, pourrait constituer une chance pour la jeunesse et pour l'Europe sous réserve, comme le prône Confrontations Europe, que les pays qui bénéficient le plus de cette mobilité des jeunes Européens co-investissent dans les pays qui voient leurs jeunes partir.

**O**n mesurera le succès ou l'échec de l'Europe à notre capacité à offrir un avenir à la jeunesse et à nous définir comme Européens. Aujourd'hui, les scénarios sont

bien sombres. Le chômage des jeunes a pris une ampleur désastreuse en Europe, particulièrement dans les pays du Sud. La tendance s'accroît et l'adhésion des jeunes à l'Europe tend à s'étioler<sup>(1)</sup>. Et ce, alors même que la jeunesse devrait être vécue comme un départ plein d'espoir vers une vie riche d'opportunités. Si nous parvenons à donner une réelle chance aux jeunes d'obtenir un bon travail, de penser et se sentir Européen, alors l'Europe aura de vraies chances de se développer durablement. De cette conviction découle un défi important à relever. Au regard des enjeux, les maigres sommes mises à dis-

position pour des actions concrètes – après de longues hésitations aux niveaux européen et national – sont largement insuffisantes et témoignent de notre irresponsabilité. Il est de notre devoir de mobiliser

vailler et d'y être formé. Potentiellement, ce programme pourrait être étendu aux apprentis, aux personnes débutant leur carrière, en recherche d'emploi, aux ouvriers qualifiés et aux personnes à faible qualification<sup>(2)</sup>.

et la profession cibles pour lesquels une formation ou une occupation doit être recherchée. Cet outil n'est pas focalisé sur les faiblesses et les barrières à l'insertion sur le marché du travail, mais privilégie les atouts, les

## Un instrument de financement de l'apprentissage serait créé, fondé sur un titre financier échangeable, « un titre de temps d'apprentissage »

massivement toutes les ressources disponibles pour « nos » jeunes. Nous nous sommes fixés un objectif : chaque jeune en Europe doit avoir une perspective professionnelle.

C'est pourquoi nous avons développé le projet des « Europatriés », qui pourrait bénéficier à tout jeune chômeur européen, bénéficiaire d'un programme financé et coordonné par la Commission européenne, qui s'installerait temporairement dans un autre État afin d'y tra-

### Diagnostic des talents et financement

Un diagnostic des talents permettrait de clarifier leur perspective de développement professionnel et de définir méthodologiquement leurs compétences et performances, leurs connaissances et capacités, leur savoir-faire et leur savoir, ainsi que leurs centres d'intérêts professionnels. Les résultats serviront de base à un plan de développement personnel et permettront de délimiter l'emploi

potentiels et les chances, c'est-à-dire le potentiel de développement qui se cache en chacun de nous. Les talents (ou « capacités ») dépassant le cadre stric-

1) La part du chômage des jeunes dans les 27 pays de l'Union européenne était de 16,6 % en mars 2007 et six ans plus tard de 23,5 %.

Cette moyenne dissimule la situation dramatique en Grèce (62,5 %), Espagne (56,4 %), Portugal (42,5 %) et Italie (40,5 %).

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php/Unemployment\\_statistics](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Unemployment_statistics).

2) Le concept de Peter Hartz fut présenté pour la première fois à l'occasion d'une conférence organisée par le think tank « En temps réel » le 29 mai 2013 : [www.entempsreel.com](http://www.entempsreel.com).

### MULTICULTURALITÉ, INTERCULTURALITÉ, TRANSCULTURALITÉ...

Évoquant des projets de formation interculturelle et transculturelle, Peter Hartz nous précise les différenciations suivantes entre :

« **Monoculturalité** » : je suis chez moi en tant qu'Allemand, Anglais, Français dans « ma » culture, je ne sais rien des autres cultures ;

« **Multiculturalité** » : je vis en tant qu'Italien, Français, Croate, Autrichien, Suisse à côté des autres, sans une compréhension profonde des autres cultures ;

« **Interculturalité** » : j'échange en tant qu'Hollandais, Slovène, Français, Espagnol avec des individus d'autres cultures, en « Polylog », j'apprends sur les particularités des autres et je reconnais les éléments communs, qui permettent un vivre ensemble et l'intérêt pour les autres ;

« **Transculturalité** » : dans l'échange interculturel et le vivre ensemble, les expériences communes amènent au dépassement, à de nouvelles qualités d'« unité dans la diversité »,

aux « transqualités », pour ceux qui se définissent autant comme Anglais, Irlandais, Portugais, Polonais, Luxembourgeois, ... et se perçoivent comme Européen.

(Cf. « Polyloge » in Europa-auf dem Weg zu einer « transversalen europäischen Kultur ». Die „Europäische Akademie für psychosoziale Gesundheit und Kreativitätsförderung“ - ein Ort der Gespräche und der Konvivialität zwischen Europäern - Düsseldorf/Hückeswagen.)

# L'ÔMAGE DES JEUNES



© DR

tement scolaire ou professionnel sont au cœur de ce processus. Ce diagnostic des talents se déroule donc en plusieurs étapes : un panorama de vie, un test des talents, un coaching de santé et un « polylogue » : travail interactif dans lequel les chômeurs coopèrent pour rechercher des solutions à leurs problèmes.

Mais comment développer les possibilités de formation et d'emploi pour les jeunes chômeurs ? D'excellents services de formation, notamment sur le modèle dual d'apprentissage, n'utilisent pas pleinement leurs capacités. Un modèle financier innovant permettrait de les déployer pleinement. D'où notre proposition d'instrument de financement de l'apprentissage fondé sur un titre financier échangeable : « un titre de temps d'apprentissage »<sup>(3)</sup>. L'objectif est à la fois de financer des capacités de formation supplémentaires et de garantir une place d'apprentissage. Il serait délivré et géré par un fonds national ou européen, placé auprès de la BEI, alimenté par des financements privés et

publics (États, collectivités territoriales, entreprises ayant des besoins de formation). Il se présenterait sous la forme d'un instrument obligatoire assorti de coupons permettant de rémunérer les entreprises qui délivrent l'apprentissage et les apprentis pendant leur formation professionnalisante.

Un radar des activités professionnelles, fondé sur les bases de données géantes (le « big data ») permettrait de détecter, préciser et localiser les potentiels d'activités existantes et émergentes. Les informations rassemblées seraient accessibles aux participants comme aux représentants d'entreprises et d'administrations. Un instrument supplémentaire, le « Job-Flotteur » ou « paquetage financier » bénéficierait aux PME, dès lors qu'elles embauchent en CDI suite à la période d'essai un chômeur, un jeune sans

## Des projets européens de formation interculturelle et transculturelle pour acquérir une culture « polylogue »

formation ou en formation. Ce paquetage financier comprendrait des quasi-fonds propres (sous forme de dette subordonnée souscrite par un organisme du type de la BPI) et du crédit (accordé par une banque commerciale). Le financement du chômage est ainsi remplacé par le financement du travail.

Ces actions à plusieurs niveaux requièrent une infrastructure de réseaux de compétences et de soutien, afin d'accompagner les

Europatriés organise son 1<sup>er</sup> congrès européen « Solutions au chômage des jeunes en Europe » sous les auspices de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, du 23 au 25 juin 2014 à Sarrebruck. Pour en savoir plus : [www.europatriates.eu](http://www.europatriates.eu)

jeunes gens dans le processus d'intégration. Elle pourrait s'inspirer de la franchise commerciale. Cette « franchise » sociale s'appuierait sur des réseaux assurant l'accompagnement au plan local, sous le contrôle d'une direction centralisée, capable de systématiser les pratiques performantes et de piloter ainsi au niveau national puis européen le dispositif de lutte contre le chômage des jeunes.

### Vers l'émergence d'une identité européenne

Quand aujourd'hui les jeunes se définissent comme « la génération de la pauvreté », « la génération stage », « la génération des

de la richesse de sa diversité culturelle, mais qui doit passer d'une multi-culturalité à une véritable inter-culturalité. Cela se fera grâce aux hommes, qui se sentent chez eux dans les foyers de culture européens diversifiés, du fait qu'ils partagent avec d'autres leurs origines culturelles. D'où des possibilités également de développer une trans-culturalité dans le sens d'une « identité européenne » globale.

C'est dans une telle perspective que le scénario menaçant d'un chômage massif des jeunes peut être considéré comme une véritable opportunité à saisir. Avec les « Europatriés », les jeunes et les jeunes adultes européens découvrent hors de leur pays d'origine d'autres pays en Europe sur le plan culturel et professionnel et s'arment d'atouts supplémentaires, à travers la maîtrise d'autres langues et l'acquisition d'une « culture polylogue », via des projets européens de formation interculturelle et transculturelle. Ce projet apporte une contribution pour l'avenir de l'Europe. 

**Peter Hartz**  
Membre du directoire  
de Volkswagen

<sup>3)</sup> Cf. Hartz P. *entre autres* (2002) : *Moderne Dienstleistungen am Arbeitsmarkt. Vorschläge der Kommission zum Abbau der Arbeitslosigkeit und zur Umstrukturierung der Bundesanstalt für Arbeit*. Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung, Berlin, 110 ff.

<sup>4)</sup> Hurrelmann, K. (2012) : *Kindheit, Jugend und Gesellschaft*, in : *Petzold, H. G. (2012) : Identität. Ein Kernthema moderner Psychotherapie- interdisziplinäre Perspektiven*, Wiesbaden: VS Verlag.

## Énergie en Europe

# LA STRATÉGIE 2030 ACHOPPE SUR LE MODÈLE DE MARCHÉ

Les propositions de la Commission pour la stratégie Énergie-Climat 2030 sont en débat. L'avis du futur Parlement européen issu des élections du 25 mai comptera. Il est donc important, soulignent André Ferron et Claude Fischer, de s'interroger maintenant sur l'ambition du compromis que la Commission a cherché à obtenir pour surmonter - à tout prix ? - les divisions des États et d'intervenir pour changer d'orientation.

La stratégie Énergie-Climat 2020, le fameux « paquet Climat », était basée sur le « triple 20 » : - 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre (EGES) par rapport au niveau de 1990 (30 % en cas d'accord international sur le climat) ; 20 % de Renouvelables dans la consommation finale d'énergie ; 20 % d'efficacité énergétique en plus par rapport à la tendance. Ces deux premiers objectifs étaient contraignants, le troisième seulement indicatif. L'objectif de réduction des émissions combinait un objectif européen (correspondant au marché des quotas - SCEQE ou ETS en anglais - concernant en premier lieu l'électricité et l'industrie) et des objectifs nationaux. L'objectif Renouvelables (EnR) était d'une part décliné en objectifs nationaux et d'autre part fixé à 10 % pour les transports. Quant à l'efficacité énergétique, une nouvelle directive a été adoptée en 2012 pour atteindre au moins 17 % en 2020.



## Les effets pervers du 3 x 20

Cette stratégie a-t-elle favorisé la transition vers une économie décarbonée, tout en dynamisant un marché européen plus sûr et plus compétitif, comme elle en affichait l'ambition ? Le constat partagé, c'est que le marché européen de l'énergie connaît une évolution préoccupante de renationalisation des politiques énergétiques<sup>(1)</sup>, interrogeant l'efficacité même du paquet Climat. Une première évaluation démontre que si la réduction des émissions a été réelle, elle provient plus du marasme économique que de l'intégration des renouvelables qui a provoqué beaucoup d'effets pervers : augmentation des prix (deux fois celui des États-Unis), intermittence de la production, investissements coûteux dans les réseaux, réduction des capacités en gaz et nucléaire et dépendance accrue en consommation de char-

bon, déstabilisation des modèles économiques des grands groupes... Face à cette situation, les États cherchent à adapter leur marché par des mécanismes nationaux, différents d'un pays à l'autre. Ainsi au moment même où l'Europe cherche à intégrer son marché intérieur de l'énergie avec des codes de réseau européens et un développement sans précédent des interconnexions<sup>(2)</sup>, on assiste à sa fragmentation et un risque réel de démantèlement.

## Une stratégie 2030 sur le même modèle ?

Et pourtant, l'option 2030 conserve l'architecture du 3 x 20. Certes, avec quelques amendements notables que nous souhaitons examiner ici. Tout d'abord, l'objectif climatique. Il est ambitieux et contraignant, marquant ainsi la volonté de l'Eu-

Confrontations Europe a organisé une conférence sur l'avenir de la politique énergétique européenne le 24/01/2014 à Bruxelles au cours de laquelle Dominique Ristori (en médaillon), directeur général à la DG Énergie de la Commission, a présenté les propositions de celle-ci.

rope d'afficher son leadership pour une économie décarbonée : moins 20 % de 2020 à 2030, autant que les trente années précédentes. Ce choix semble faire l'unanimité à la veille de la Conférence de Paris de 2015. On est toutefois en droit de s'interroger sur un tel objectif sans engagement préalable des autres régions du monde, qui regarderont à deux fois les performances économiques de notre politique climatique. L'objectif efficacité énergétique quant à lui est reporté pour des raisons techniques, et il n'y a plus d'objectif spécifique pour les transports. C'est l'objectif EnR qui soulève de nombreuses questions. Car derrière les chiffres de cet objectif - situé à hauteur de 27 % à l'échelle européenne - c'est la diversification et la compétitivité du mix énergétique qui sont en question, et la cohérence même de la politique de la Commission européenne.

## Un compromis instable

À la recherche d'un compromis entre les partisans d'un objectif contraignant, et les partisans de plus de flexibilité - la Commission

### CONFÉRENCE « LA RÉFORME DU MARCHÉ ÉLECTRIQUE POUR FINANCER LES INVESTISSEMENTS »

Elle sera organisée cet automne par Confrontations Europe et s'inscrit dans les Assises européennes du long terme que l'association a lancées (lire en p. 18), et qui se dérouleront en décembre pour un dialogue entre les acteurs industriels et financiers et avec les nouvelles institutions.

propose de changer son champ et réduire son niveau. Elle supprime pour cela les objectifs par État membre, laissant ainsi plus de possibilité aux États, affirme-t-elle, de choisir leur mix. Certes, mais aussi à

l'Allemagne de poursuivre sa politique sans tenir compte des coûts et des conséquences sur ses voisins. En effet, les EnR – complétées par le charbon pas cher – sont venues remplacer le nucléaire, et ont nécessité des investissements dans les réseaux que toute la communauté paie. Prioritaire sur les réseaux, massivement subventionnée, cette électricité est vendue à perte dans les pays voisins comme la France qui est devenue importateur net d'électricité ! Où est l'intérêt commun dans ces conditions ? L'échec du marché des permis d'émission de CO<sub>2</sub> a aggravé la situation, tandis que le marché spot qui fixe les prix n'est pas représentatif des coûts à long terme. Il est très volatil, fluctuant de - 100 à + 3 000 € le KWH !

Pour réguler le marché, la Commission propose une « nouvelle gouvernance » appuyée sur une nouvelle batterie d'indicateurs encore bien vagues. Inspirée des



Le numéro 34 de *L'Option* sur le nucléaire et la Pologne paru en mars 2014 sera traduit en anglais et en polonais.

« coordinations des politiques nationales » en vigueur dans le « Semestre européen » de l'Union écono-

mique et monétaire, cette nouvelle gouvernance peut donner « du grain à moudre » aux États pour son élaboration, chacun poussant son propre indicateur. Mais outre le fait qu'aucune coordination n'a fait la preuve de son efficacité, cette « souplesse » accordée aux États risque d'être une illusion : car la « coordination » dans l'énergie n'a rien à voir avec celle des politiques économiques.

### Sauver « le soldat Renouvelables » au détriment du nucléaire ?

En effet, ce sont d'abord les règles du marché et de la concurrence qui prévalent et celles-ci sont en cours d'extension et de renforcement : ainsi la révision des règles de concurrence concernant les aides d'État auront un effet dès avant 2020 et la mise en place de la stratégie 2030. Ces règles de marché ne sont pas « neutres » vis-à-vis de telle ou telle technologie, et la liberté

de choix des États en dépend ! Or, pour l'instant la fabrication du nouveau modèle n'a qu'une obsession : adapter les règles pour « sauver le soldat Renouvelables » du désastre que provoquerait une explosion des prix et de l'équilibrage du système électrique !

Par ailleurs – comme on le verra dans l'encadré ci-dessous, la réforme des aides d'État exclut le nucléaire, qui reste pourtant la principale source décarbonée. Si l'objectif de la lutte contre le réchauffement climatique était un objectif unique, prenant appui sur un marché des ETS réhabilité, comme le propose Confrontations Europe, alors le nucléaire serait un allié au même titre que les EnR pour la décarbonation. S'il n'est pas possible de s'entendre à 28 là-dessus – ce qui est le plus probable – il faut au moins que le marché européen de l'électricité permette l'exercice du libre choix national nucléaire actuel, ou des coopérations renforcées.

### Pour un marché de contrats long terme

La Commission elle-même a avancé des idées de réforme de marché allant dans ce sens dans son Plan Acier : un marché de contrats à long terme pour les industries électro-intensives. Mais pour que ce marché puisse être

réellement européen il faut s'entendre sur la libre circulation de l'électricité. Un électro-intensif allemand a-t-il le droit de passer un contrat à long terme avec une centrale nucléaire française ou tchèque ? Les codes de réseau permettent-ils le franchissement de frontières pour ce contrat ? S'il n'est pas possible de s'entendre aussi sur ce sujet alors il faut envisager deux scénarios de marché, l'un seulement pour les EnR, l'autre conçu pour toutes les sources décarbonées. Car le nucléaire n'est pas contradictoire avec les EnR, au contraire, ils ont des caractéristiques communes : coûts du combustible faibles ou nuls (sauf pour les centrales à biomasse et l'incinération des déchets), coûts fixes élevés. Or le modèle actuel est taillé sur mesure pour les centrales thermiques fossiles et les coûts variables. Le débat sur les « marchés de capacité » est révélateur des nécessités de changer de modèle : les EnR seules induisent des coûts prohibitifs (notamment pour l'intermittence) : il est urgent d'en débattre. 

André Ferron, chargé de recherches, Confrontations Europe et Claude Fischer

- 1) Cf. l'article de Pierre Dechamps « Marché intérieur de l'énergie : le risque de démantèlement est réel ». Confrontations Europe, La Revue, avril/juin 2013.
- 2) Le « couplage des marchés nationaux » concernait 8 États Membres fin 2010, il en concerne 14 depuis février. À cela il faut ajouter le « couplage pour l'intra-day » de six Bourses.

## LA RÉFORME DES AIDES D'ÉTAT À L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉNERGIE 2014-2020

Les lignes directrices pour les aides d'État ont de nouveau exclu le nucléaire au motif que la promotion du nucléaire ne relevait pas d'un intérêt commun européen comme les Renouvelables... Mais n'est-ce pas une curieuse interprétation du Traité Euratom ? Elles traitent de trois domaines de l'énergie pour les stratégies 2020 et 2030 : le soutien des Renouvelables, des dispositifs visant à pallier à leur intermittence et le soutien des énergivores. Cependant elles n'innovent et ne s'engagent vraiment que pour le premier : un soutien franc à l'intégration des Renouvelables « matures » dans le marché.

1. La nouvelle règle applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 est la mise en concurrence obligatoire (au moins par appel d'offres) des différents type de Renouvelables, par exemple éolien et solaire, la fin des aides dites « spécifiques »... mais la règle ménage des exemptions diverses et variées qui peuvent la saper.

2. Pour le soutien aux systèmes visant à l'intermittence, les lignes directrices ne prennent pas parti pour un système donné (contrairement à une précédente communication où la Commission avait opté clairement pour le mécanisme de réserves) mais s'ef-

forcent d'encadrer les différents systèmes possibles de façon à éviter la fragmentation nationale et un soutien trop onéreux.

2. Les énergivores confrontés à la concurrence internationale conservent leur plafonnement des charges de soutien aux Renouvelables sous une forme mieux précisée et sur la base d'un principe clair : ce n'est pas un cadeau, car en contrepartie, les entreprises s'engagent à faire elles-mêmes les tâches que les charges dont elles sont exemptées doivent financer, surtout via des économies d'énergie dans les faits.

## Investissement et croissance

# DES ASSISES EUROPÉENNES DU LONG TERME

Confrontations Europe, impliquée dans la rédaction du Livre vert sur le financement de long terme de l'économie européenne et dans la réponse à la consultation publique, se mobilise autour de la préparation d'Assises du long terme dont la première édition aura lieu en décembre prochain.

## Dans cette rubrique :

Nous nous trouvons à un point de bascule dans l'économie européenne où l'investissement fait appel à des valeurs nouvelles de création et de progrès et exige une stratégie européenne d'innovation, d'industrie et de structures d'action pour le long terme. Parmi celles-ci, l'épine dorsale de la finance. Ses métiers ont été recomposés par la crise. Dans une situation apaisée, mais non encore stabilisée, un nouvel écosystème se dessine, articulant les différents acteurs, banques publiques, banques commerciales, assureurs, professionnels de la gestion pour mieux irriguer les canaux du financement des entreprises. La banque reste la pierre angulaire par sa connaissance du risque et sa proximité avec le tissu local. L'accès au marché financier servira de moteur d'appoint à la croissance des entreprises dans un contexte plus régulé qu'avant 2008, comme le décrit cette rubrique.

Marie-France Baud

L'investissement a chuté dans toute l'Europe. Sa reprise est le problème fondamental à résoudre pour combattre le chômage et ouvrir une perspective de croissance durable.

L'analyse macroéconomique met en évidence les risques et les carences structurelles qui inhibent cette reprise : tensions dans l'économie mondiale et menace de déflation dans l'Eurozone, fragmentation profonde du marché européen et de l'Union économique et monétaire.

Sur le terrain les difficultés de conception, de valorisation et de financement des projets sont multiples alors qu'entreprises et collectivités publiques font face à des mutations majeures des sociétés, des technologies, et de l'intégration internationale des chaînes de création de la valeur.

**L'investissement fait appel à des valeurs nouvelles de création et de progrès, à des solidarités humaines et productives par-delà toutes les barrières nationales.** Toutes les sociétés européennes doivent apprendre à se projeter vers l'avenir en ayant pleinement conscience de leurs interdépendances. Les carences de recherche et de formation, les manques de réseaux de coopération nous interpellent tous. Nous devons bâtir

une Communauté européenne de l'éducation, du travail et de l'entreprise.

**L'investissement exige une stratégie européenne d'innovation et d'industrie.** Pour la décarbonation de l'économie, l'appropriation du numérique, ou la régénération des espaces urbains et ruraux, les projets d'investissement se créent dans des écosystèmes où les entreprises marient l'intelligence, la production et les services ; il y a donc besoin de connexions nouvelles entre la recherche, l'éducation et l'entreprise, par-delà les barrières entre public et privé et sur tous les territoires. L'Union doit construire son marché intérieur pour faciliter ces liaisons, connecter les lieux d'innovation et d'industrie et créer des infrastructures transfrontières, bâtir ainsi un camp de base servant de support pour une ouverture dyna-

mique à l'international. Elle doit lancer elle-même des projets d'investissements transfrontières d'intérêt commun avéré dans de nombreux domaines, créer les conditions du développement des PME, susciter la création de fonds d'investissement qui accompagnent les entreprises pour la réalisation des projets dans la durée sans rupture.

**Le rôle et la structure du système financier doivent être repensés pour financer l'investissement.** Une nouvelle crise systémique n'est pas exclue, il faut s'y préparer pour mieux la prévenir, et les populations ne voudront plus payer la casse si elle a lieu. Aussi de grands travaux de stabilisation ont été engagés par l'Union européenne, dont les plus significatifs sont les nouvelles missions confiées à la BCE, la création de l'Union ban-

caire et le contrôle a priori des finances publiques nationales. Mais la prochaine crise pourrait être différente : crise des économies émergentes, guerre des monnaies, enflure des marchés dérivés, crise des marchés obligataires... et la non-reprise de l'investissement engendre elle-même des risques déflationnistes.

Il ne suffit pas de faire appel à la confiance : aujourd'hui le privé fait souvent preuve d'aversion au risque, et le public est déstabilisé tant par la dette que par les divisions entre les États et les dysfonctionnements de la gouvernance politique. Le modèle de financement de l'Europe n'est pas celui des États-Unis. Réduire le rôle des banques et pousser les

## « Nos Assises déboucheront sur des recommandations pour un plan d'action 2014-2020 »

entreprises vers les marchés ne fournit pas une doctrine stratégique valable pour la réforme. On ne saurait négliger la volatilité considérable des mouvements de capitaux internationaux et l'ampleur des défaillances de marché pour les investissements de long terme. Le secteur bancaire doit rester le pivot du financement de l'économie européenne, mais à condition de pouvoir mutualiser les risques avec les investisseurs institutionnels et en prenant appui sur des marchés européens liquides, profonds, et mieux régulés. L'industrie des fonds pourrait repenser ses modèles pour contribuer à ces mutations. De même les politiques publiques d'épargne et de fiscalité, les critères des règles communes devront évoluer. Il s'agit d'aller vers un nouveau système de transformation de l'épargne en investissement.

### RENDEZ-VOUS EN DÉCEMBRE 2014

Les débats des Assises européennes du long terme seront organisés pendant deux jours en quatre temps successifs :

- ▶ Comment les sociétés européennes se projettent vers l'avenir ?
- ▶ Comment les entreprises peuvent-elles valoriser et financer leurs projets d'investissement et quelles sont leurs demandes envers l'Union européenne ?
- ▶ Comment transformer le système financier pour en faire le vecteur de l'investissement ?
- ▶ Comment définir une stratégie européenne pour l'investissement ?

*Les dates et le déroulement seront précisés ultérieurement et nous reviendrons sur les thèmes des Assises dans nos prochaines publications.*

**L'Union doit se doter d'une capacité de prospective et de stratégie ainsi que de structures d'action pour le long terme.** L'Europe doit se resituer dans la mondialisation et préparer son avenir. Avant 2008 la crise n'avait pas été anticipée ; début 2010 la stratégie EU

La Commission a lancé une réflexion collective sur le problème du financement, elle a essayé d'utiliser le budget européen pour faire levier d'investissement. Il faut prendre appui sur ces efforts, les faire connaître, mais étant lucides sur leurs limites, nous voulons ouvrir une perspective stratégique beaucoup plus large.

Une stratégie européenne pour l'investissement exigera une coopération entre les banques publiques et de développement nationales, un renouvellement du rôle de la BEI, le développement d'une industrie des fonds d'investissement ; la BCE pourra venir en soutien.

La gouvernance et les outils de prospective de l'Union ne sont pas à la mesure de ces défis : il faut les rehausser, créer un réseau de structures publiques et privées de prospective et de stratégie existant en Europe, et un espace public de communication.

**Nos Assises sont un jalon sur le chemin d'une véritable stratégie européenne.** Nous réunirons un Forum d'acteurs privés et publics, entreprises et autorités publiques, industriels et financiers, pour un dialogue critique et constructif des analyses et des propositions. Elles contribueront à une pédagogie des enjeux et déboucheront sur des recommandations pour un plan d'action 2014-2020. 

Philippe Herzog

## Secteur de la construction

# LES PME VEULENT PARTICIPER À LA

La crise affecte particulièrement les artisans et les petites et moyennes entreprises de la construction. À l'approche des élections européennes, la voix des artisans et PME de la construction en Europe, a publié un Manifeste<sup>(1)</sup> dans lequel elle définit six priorités pour soutenir ce

**D**es centaines de milliers d'entreprises et d'emplois ont disparu au cours des cinq dernières années et l'existence de nombreuses PME de la construction est encore en jeu. Selon certains experts, le niveau de production de 2008 des entreprises de la construction ne serait de nouveau atteint qu'en... 2023. EBC rappelle que les PME de ce secteur ont besoin de mesures fortes et ciblées car « elles sont essentielles à la relance et à la

10 % du PIB de l'UE. La petite et moyenne entreprise réalise 80 % de la production de l'industrie de la construction, en créant des emplois locaux et en employant 83 % de la force de travail du secteur. Alors que ce secteur propose des emplois de plus en plus qualifiés et souffre précisément d'un manque de main d'œuvre qualifiée, la construction a un énorme potentiel pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. Il faut donc prendre au plus vite les mesures politiques appropriées

équilibre entre la consolidation des finances publiques et un programme d'investissement solide qui stimule la croissance.

► EBC demande aux institutions de faciliter l'accès des PME au financement en améliorant les lignes de crédits traditionnelles et les prêts bancaires. Les États membres devraient également maintenir des taux de TVA réduits pour les « services à forte intensité de main d'œuvre » tels que les travaux de rénovation et

propose notamment de réduire la charge administrative des PME en réalisant le « Test PME » à tous les niveaux du processus législatif. Autre problème auquel doivent activement s'atteler les institutions, celui de la « sur-réglementation » au niveau national. En tant que co-législateur, le prochain Parlement européen devrait être mieux inclus dans la gouvernance du « Small Business Act », notamment par le biais de l'intergroupe PME. EBC déplore le manque d'implication des parlementaires sur ce sujet lors de la mandature actuelle, sauf exceptions notables.

« Le prochain Parlement et la nouvelle Commission devront trouver un équilibre entre la consolidation des finances publiques et un programme d'investissement solide »

prospérité de l'Union européenne : plus que dans les autres secteurs, les PME luttent pour surmonter cette grave crise. Les élections européennes de 2014 doivent être l'occasion de renverser la situation ». Le prochain Parlement devra fournir aux petites et moyennes entreprises un environnement politique et des conditions économiques qui leur permettent de continuer à travailler, à créer des emplois et de la richesse au niveau local. L'importance du secteur de la construction pour l'économie de l'Union européenne se traduit dans ces chiffres : le secteur emploie environ 13 millions de travailleurs et produit presque

pour renforcer l'attractivité de ce secteur vis-à-vis des jeunes et permettre aux artisans et aux PME de maintenir et de développer leur activité.

#### Accès au financement

Dans son manifeste, EBC propose plusieurs mesures concrètes et réalistes pour que le futur Parlement et la future Commission aident les PME à sortir de la crise : « les politiques d'austérité aveugles ayant prouvé leur inefficacité, il est primordial de ramener la confiance dans le système et de financer des investissements productifs ». Il s'agira donc pour le prochain Parlement et la nouvelle Commission de trouver un

d'amélioration des logements, par exemple pour en améliorer l'efficacité énergétique.

#### Think Small First

EBC, qui soutient le Small Business Act (SBA) depuis sa création, demande également que ce dernier et son principe-clé « Pensez petit d'abord » soient véritablement appliqués, notamment par le Parlement et le Conseil Européen. EBC regrette en effet que davantage de déclarations que de véritables actions aient vues le jour jusqu'à présent.

► Afin d'éviter que le SBA demeure une simple démonstration de bonne volonté, EBC

#### Détachement des travailleurs

Si les artisans et PME de la construction reconnaissent que le marché intérieur offre des opportunités de croissance, il n'en demeure pas moins que le secteur reste très sensible aux disparités de coût du travail. « Il est donc nécessaire d'établir des règles communes au niveau européen et d'adopter des instruments afin de réduire la concurrence déloyale émanant du dumping social et du travail non déclaré. »

► Pour ce faire, les législations sociales des États membres devraient être harmonisées, dans le respect des compétences nationales. EBC propose dans son manifeste une coopération et un échange d'informations sur les transferts transfrontaliers des travailleurs non déclarés via l'ac-

# A RELANCE DE L'UE

es élections européennes, European Builders Confederation (EBC),  
 ir ce secteur essentiel à la création d'emplois.

tivation d'une plateforme européenne. EBC et ses membres pensent également qu'il est nécessaire d'établir une base de données publiques en ligne qui permette aux PME de vérifier la conformité de leurs sous-traitants potentiels avec la législation sociale. Ceci permettra aussi de mieux cibler les inspections, dont l'efficacité doit être améliorée.

## Euro Apprenticeship

Pour favoriser l'emploi et notamment l'emploi des jeunes, EBC insiste sur le besoin de développer l'esprit d'entreprise dans l'éducation et la formation professionnelle. En effet « *l'esprit d'entreprise est essentiel pour entreprendre de nouvelles activités ou des activités innovantes, mais il est également fondamental pour le transfert générationnel de milliers d'entreprises à venir* ». Seuls 32 % des Européens estiment faisable de créer leur entreprise dans les cinq prochaines années, alors que ce taux atteint les 44 % aux États-Unis.

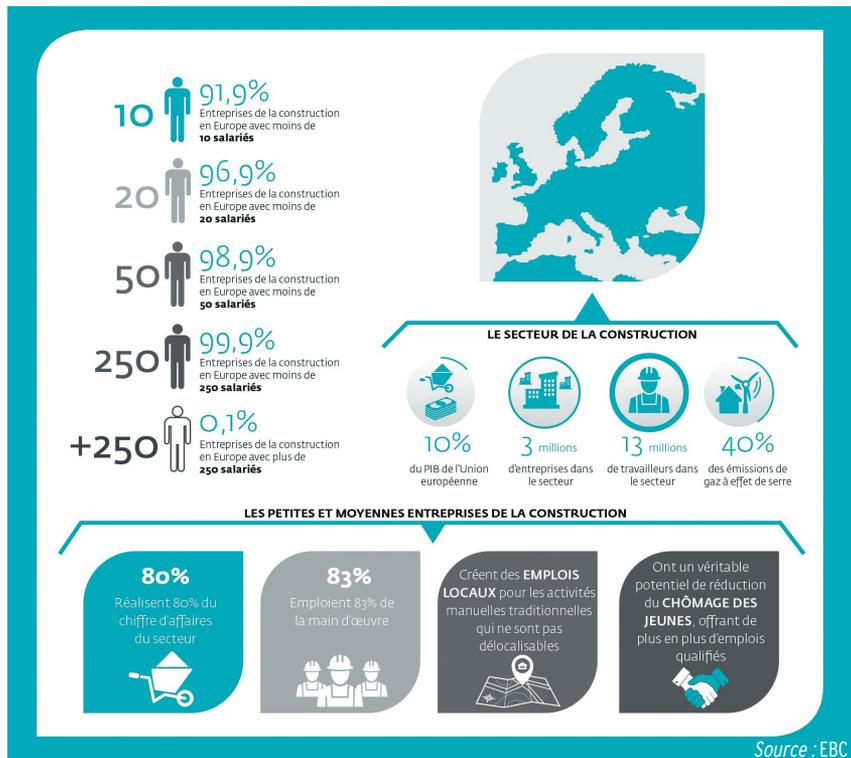
► L'association représentant les artisans et PME de la construction en Europe propose d'intégrer l'entrepreneuriat dans l'enseignement professionnel et les programmes de formation, mais également d'améliorer l'implication des associations de PME et des partenaires sociaux dans les systèmes d'apprentissage. Cela permettrait aussi de faire face à un défi majeur de la société européenne, le vieillisse-

ment de la population active, en préparant une nouvelle génération d'artisans et entrepreneurs de la construction.

## Taux réduits de TVA

Afin d'aider les petites entreprises de la construction à transformer les défis écologiques en opportunités, EBC demande aux institutions européennes de mettre en place des mesures fiscales d'accompagnement pour soutenir les investissements nécessaires pour les entreprises et les ménages. « *Le marché de réhabilitation des logements est en effet de plus en plus précieux pour les petites et moyennes entreprises de la construction. Il peut être à l'origine de la création de nombreux emplois qualifiés et non délocalisables, ce qui permettrait de soutenir la croissance de l'UE. Mais pour cela, il est nécessaire de mettre en œuvre le bon cadre financier et réglementaire.* »

► EBC rappelle dans son manifeste la possibilité d'utiliser des taux de TVA réduits sur les matériaux économes en énergie et sur leur installation La rénovation de logements anciens peut également permettre à l'Union européenne d'atteindre son objectif d'augmenter de 20 % les économies d'énergie d'ici à 2020.



## Les PME et la normalisation

Enfin, le manifeste s'attaque à la normalisation européenne, sujet incontournable et stratégique pour toutes les PME qui veulent accéder au marché intérieur avec le marquage CE. Le processus de normalisation est difficilement accessible aux PME de la construction par manque d'information ainsi que pour des raisons techniques et financières.

► EBC demande au futur Parlement et à la Commission de continuer à soutenir la nouvelle organisation qui représente les PME dans le processus de normalisation, Small Business Standards (SBS). EBC demande également aux futures institu-

tions de prendre en considération les demandes du marché et les besoins des acteurs avant de décider la création de normes. La mise en œuvre de ces mesures de soutien aux PME de la construction devrait être une priorité pour le Parlement européen nouvellement élu et pour la prochaine Commission européenne afin de soutenir la croissance et la création d'emplois qualifiés au niveau local. Nous espérons que tous les candidats s'approprient ces priorités dans leurs campagnes, ainsi que pendant leur mandat.

**Riccardo Viaggi**  
 Secrétaire général, European Builders Confederation (EBC)



1) À lire sur [www.eubuilders.org/manifesto\\_fr.pdf](http://www.eubuilders.org/manifesto_fr.pdf)

## Financement post-crise

# VERS UNE DYNAMIQUE DE MUTUALISATION

Le modèle traditionnel de financement de l'économie réelle est en train de changer, en Europe comme en France, sous l'effet de la crise financière et de la crise de la zone euro.

On s'achemine vers une offre mixte entre crédit et recours au marché où la banque reste le pivot.

Les PME européennes recouvrent un monde divers et très hétérogène, aux besoins de financement très différents qui requièrent des solutions adaptées. Le crédit bancaire<sup>(1)</sup> est – et restera – la principale source de financement de la dette des TPE/PME. Il constitue les deux tiers de celle des ETI/PME qui ont pu trouver des sources alternatives de financement, placement privé ou émissions obligataires publiques, dans le contexte très favorable de taux d'intérêt négligeables. Ainsi, en France, la part des obligations dans le financement des entreprises était de 36 % contre 30 % en 2009<sup>(2)</sup>. Les exemples de financements obligataires publics pour des PME/ETI ont beau rester rares, il s'agit d'une évolution structurelle. Elle va se confirmer dans le contexte des changements réglementaires en cours (Bâle III) qui pèsent sur la capacité de prêteur des banques : celles-ci doivent mobiliser davantage de fonds propres pour un même volume de prêts. Au-delà des grandes entreprises, aujourd'hui principales émettrices de titres de dettes, PME et ETI auront davantage recours aux marchés financiers. Sans pour autant que l'on s'achemine vers le modèle des États-Unis, où 70 % des besoins financiers de l'économie réelle sont assurés par les marchés. Est-

ce d'ailleurs souhaitable quand les tensions nées de l'environnement mondial favorisent la volatilité des marchés ?

## Relance de la titrisation

L'enjeu du financement est important quand se fait jour la reprise – même très modeste – dans un contexte de normalisation du niveau historiquement bas des taux nominaux. La situation est très différenciée, à la fois entre centre et périphérie, où l'accès au crédit reste difficile en Grèce, en Espagne, au Portugal malgré la hausse de la demande, entre catégories d'entreprises et entre montant des besoins de financement.

Pour soutenir la capacité des banques à financer l'activité, la relance de la titrisation est encouragée pour fluidifier la liquidité : elle permet aux établissements de crédit de refinancer une partie de leurs encours transformés en titres négociables de prêts à la clientèle. Dans sa forme la plus complexe et la plus opaque, la titrisation est à l'origine de la crise des prêts immobiliers américains. Mais elle est le carburant indispensable. La Banque centrale européenne, la Banque de France et la Banque d'Angleterre travaillent à développer une titrisation « de qualité » des prêts PME/ETI, fondée sur des standards élevés de transparence dans un univers au demeurant beaucoup plus régulé qu'avant 2008.

## Un nouvel écosystème

De nombreuses initiatives sont prises pour prendre le relais du financement bancaire, fonds de dettes d'entreprises, placements privés, titrisation de créances, financement participatif... Un nouvel écosystème se développe, qui articule les acteurs, banques commerciales et d'investissement, banques publiques, assurances, métiers de la gestion pour irriguer le financement par différents canaux. Simultanément et de façon non contradictoire, il pousse les banques à développer de nouveaux produits sollicitant moins leur bilan et accompagne le processus de désintermédiation du crédit par une nouvelle forme d'intermédiation : les investisseurs à la recherche de rendements financent les entreprises, directement ou par l'intermédiaire de fonds d'investissement, soit par le biais de nouveaux crédits soit par l'acquisition de tranches de crédit déjà accordés.

C'est ainsi qu'en France, une partie des prêts à plus de cinq ans accordés aux PME/ETI par la Société Générale est financée par AXA à 80 %, la banque conservant 20 % en portefeuille dans un « schéma où elle reste exposée au risque de crédit et continue à jouer son rôle dans la relation avec les emprunteurs concernés » souligne Paris Europlace. Le Crédit Agricole, BNP Paribas, Natixis, Commerzbank en font de même avec

Axa, Cardif, Agéas. Cette voie se trouve encouragée par la toute récente adaptation de la réglementation applicable aux compagnies d'assurances, qui leur permet d'acquiescer en direct des dettes d'entreprises non cotées en obtenant une meilleure rentabilité que les obligations d'État. Sachant que les assureurs ne peuvent se substituer à l'expertise des banques, dans leur diversité, en matière d'évaluation du risque et d'ancrage territorial. Cette nouvelle dynamique fait émerger une nouvelle catégorie d'acteurs (*voir article ci-après*), qui accompagne les entreprises dans leur recherche de sources de financements : conseil à l'émission de dettes, notation financière, placement de titres de créances et obligations auprès d'un large public en reproduisant ce qui existe sur le marché actions avec l'introduction en Bourse (plateforme obligataire IBO à Paris, ORB à Londres, Marf en Espagne, BondM en Allemagne...). Elle fait aussi évoluer les métiers de la banque et de la finance, indispensables dans leur diversité au redressement de l'économie. 

**Marie-France Baud**

*Directrice du Bureau de Bruxelles, en charge des questions bancaires et financières, Confrontations Europe*

<sup>1)</sup> En France, en 2013, les entreprises françaises se sont financées par 590 Mds€ de crédit bancaire, 4 Mds€ de capital développement et 2 Mds€ par appel au marché financier.

<sup>2)</sup> Banque de France : endettement des sociétés non financières, 2009-2013.

## Faciliter l'accès des ETI au marché financier

# LA VOIE DU PLACEMENT PRIVÉ

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) constituent en France comme en Europe les gisements les plus prometteurs de croissance, d'emplois et de cohésion sociale. Elles ont besoin de nouveaux types de financements provenant des liquidités de l'épargne ou de l'assurance pour compléter le financement bancaire. Nicolas de Lorgeril propose un autre « pacte de responsabilité ».

L'investissement porte en lui la croissance mais son financement à long terme génère des blocages. Des voies alternatives de financement existent, qui offrent des maturités plus longues que le secteur bancaire. Elles passent par l'organisation fluide des relations entre entreprises et investisseurs. Leur potentiel est important, mais il tarde à émerger en France, faute d'un dispositif simple, clair et d'accès aisé.

Comment les investisseurs et les autres acteurs peuvent-ils offrir ce service aux dirigeants d'ETI, sinon en nouant un « autre » pacte de responsabilité entre tous les partenaires afin de dégager de nouvelles opportunités de croissance ? Les obstacles sont nombreux, comme l'a souligné le rapport du groupe de travail de Paris Europlace<sup>(1)</sup> tout en ouvrant plusieurs pistes d'amélioration pour favoriser des modes alternatifs de financements innovants par rapport aux systèmes actuels de financement des entreprises dans le contexte contraignant des nouvelles règles prudentielles. Aujourd'hui, ce marché alternatif est soit trop élitiste, soit trop complexe. Trop élitiste, lorsque certains instruments sont réservés aux ETI de très grosse taille, possédant déjà une bonne pratique des marchés financiers et dont les besoins se situent au-delà de 100 M€, avec un accès au marché obligataire du *High yield*. Ou trop

complexe, avec les offres au public de l'*Initial Bond Offering (IBO)*, outil spécifique créé à Paris pour accéder directement aux investisseurs particuliers, l'*Order Book for retail bonds (ORB)* à Londres, BondM en Allemagne ou avec la mutualisation d'émissions groupées (GIAC et Micado en France). Le *Schuldschein* allemand et le placement privé en euros – Euro PP –, notamment en France, offrent une solution. Il s'agit d'une technique de levée de fonds pour les entreprises non cotées qui ne souhaitent pas s'introduire en bourse à l'occasion d'une augmentation de capital. Elles font appel à de nouveaux investisseurs (fonds spécialisés, compagnies d'assurance, banques...) dans un cadre qui échappe au périmètre de l'appel public à l'épargne, très contraignant (contrôle des autorités de marché, obligations de diffusion d'information...).

Pour simplifier une opération de placement de titres, l'entreprise peut décider de ne s'adresser qu'à un nombre limité d'investisseurs. Elle réalise alors un placement privé de gré à gré auprès d'investisseurs institutionnels ciblés. Ce marché du placement pourrait, d'ici à trois-quatre ans, représenter près de 60 Mds €/an en Europe – dont 10 à 15 Mds € en France. Une charte des placements privés vient d'être rédigée par la CCI Paris Île-de-France et la Banque de France. Elle précise le rôle des

trois grands types d'acteurs : les émetteurs (les ETI), les investisseurs et les arrangeurs. Elle vise à standardiser leurs pratiques. L'objectif est d'abord d'assurer un juste équilibre entre toutes les parties et surtout de développer les placements privés pour les ETI.

## Développer une organisation logistique simple

Cette nouvelle approche suppose d'organiser l'intermédiation via des arrangeurs indépendants, travaillant au service des ETI. L'arrangeur propose au dirigeant une solution globale de financement de sa croissance, pour lui permettre de conserver le contrôle de son entreprise. Il articule la prescription d'investisseurs en capital patient ou en quasi capital, avec une dette auprès des banquiers historiques et un placement privé, pour lequel il réalise le dossier et propose des projets de qualité aux assureurs.

Grâce à sa bonne connaissance des critères d'investissement de quelques dizaines d'investisseurs, l'arrangeur réalise l'analyse crédit et fait correspondre le besoin de l'ETI avec quelques investisseurs, puis met en place le crédit ou l'obligation en partenariat avec une banque ou des placeurs. Ces placements privés ont l'intérêt pour le dirigeant d'être longs, « non causés » et de s'inscrire dans un cadre juridique simplifié.

Il y a une vraie urgence. Il faut donner des moteurs d'appoint à la

croissance de nos entreprises. Dans sa communication sur le financement à long terme de l'économie européenne<sup>(2)</sup>, la Commission s'engage à répertorier, d'ici à la fin 2014, les marchés de placement privé en Europe, à analyser les clefs de leur succès et les risques potentiels dans la mesure où ces marchés sont par définition moins transparents que les marchés de capitaux publics. La relance d'une titrisation sécurisée permettra aussi de renforcer la liquidité des banques pour leur permettre de rester actives sur ce créneau.

Plusieurs initiatives ont déjà vu le jour en France et doivent être promues et « copiées »... Par exemple, le fonds de dette Novo qui – sous l'impulsion de la Caisse des Dépôts – regroupe vingt et un assureurs, ou bien ETI Finance créé par François Drouin, ancien président d'OSEO, qui arrange ces nouveaux financements pour le compte des dirigeants d'ETI et les propose aux principaux acteurs du placement privé, assureurs, investisseurs et fonds de dettes. 

Nicolas de Lorgeril

Directeur général ETI Finance\*

1) « Financement en dette des PME/ETI : nouvelles recommandations », 11 mars 2014, disponible sur : [www.paris-europlace.net/links/doc064260.htm](http://www.paris-europlace.net/links/doc064260.htm)

2) Confrontations Europe et son président fondateur se sont mobilisés depuis plus de trois ans sur cette question et P. Herzog a contribué activement au Livre vert. Lire son article « Financement du long terme : enfin le débat est ouvert », dans le n° 101 de *Confrontations Europe La Revue* et celui de M.-F. Baud « ILT, un antidote à la crise » paru dans le n° 104.

\* [www.etifinance.eu](http://www.etifinance.eu)

Vers une Union politique

# LE DÉBAT SE POURSUIT

Claude Fischer approfondit le débat sur l'Union politique de l'Europe ouvert dans le précédent numéro de la revue. Ulrike Guérot, Senior associate for Germany, Open Society, Initiative for Europe, Sylvie Goulard, députée européenne et membre du Groupe Eiffel, Daniela Schwarzner, membre du Glienicker Gruppe, Franco Bassanini, ancien ministre en Italie et président d'Astrid, et Philippe Maystadt, ministre d'État en Belgique et président honoraire de la BEI<sup>(1)</sup>, tous deux signataires de notre Appel\* répondent à ses questions.

## Dans cette rubrique :

À quelques semaines des élections européennes, textes et propositions fleurissent dans l'espace public, à la recherche d'une Union politique de l'Europe... Plusieurs « groupes » se sont constitués, comme le groupe « Eiffel » en France ou le « Glienicker Gruppe » en Allemagne... Confrontations Europe de son côté a lancé un Appel rassemblant 180 signataires de plusieurs pays d'Europe pour un contrat de reconstruction. Entre la demande d'une eurozone, avec ses institutions propres, ou notre proposition d'une consolidation de l'Union en deux cercles interdépendants, le débat se poursuit... Un troisième cercle permettrait à des pays voisins, candidats ou associés comme l'Ukraine, de renforcer leurs relations avec l'UE.

Claude Fischer

**Claude Fischer :** *Comment concevoir l'Union politique quand la société européenne n'existe pas encore et que les sociétés nationales n'arrivent pas à redéfinir le contrat qui les lie pour fonder leur avenir commun ? Sachant nos divisions et les inégalités entre les États membres, quel serait un projet européen qui offre plus de cohésion ? Quelles politiques communes devons-nous construire ?*

**Ulrike Guérot :** L'Europe politique pose la question d'une démocratie transnationale et plurilinguiste. Or, la difficulté, c'est que nos sociétés sont culturellement et historiquement très différentes. Et pourtant, la citoyenneté en Europe est en train d'émerger. Beaucoup de citoyens vivent déjà dans un contexte transnational européen même si la législation européenne ne reflète pas encore cette réalité, et des initiatives citoyennes se développent, comme la lutte contre la privatisation de l'eau par exemple. Certes, le contexte de la crise a généré une renationalisation des débats dans nombre de pays européens et un clivage entre le Sud et le Nord de l'Europe. De plus, la question linguistique est posée, non pas pour réduire la diversité des langues, mais pour trouver un moyen de compréhension. La politique c'est de la controverse sur le bien commun. Et comme disait le

\* Lire p. 42

<sup>(1)</sup> Banque européenne d'investissement



philosophe allemand Ludwig Wittgenstein, « *la barrière de ma langue est la barrière de mon monde* ».

**Sylvie Goulard et Daniela Schwarzzer :** Une forme de société européenne existe d'ores et déjà. Les Européens affrontent des défis communs : face au comportement de la Russie, à Lampedusa, à l'égalité homme/ femme, ils ont les mêmes interrogations et partagent les mêmes aspirations. Par ailleurs, une prise de conscience de l'interdépendance économique s'est faite dans la crise, et les citoyens commencent à comprendre que les gouvernements nationaux ne peuvent que partiellement gérer le destin économique, financier et social de leurs pays dans une union monétaire et des marchés financiers intégrés, et que la gouvernance de la zone euro devra se faire à l'échelle européenne. De plus, jamais les médias nationaux n'ont autant tenu compte de ce qui se passe dans d'autres États membres : les « plans » de sauvetage ont fait la une des journaux au Nord et au Sud ; la France de François Hollande est observée de près en Allemagne, tout comme chacun s'interroge sur Mme Merkel en France ou en Italie. Il reste naturellement à passer de cette interdépendance intrusive à une solidarité plus constructive. C'est en abordant ensemble les questions d'intérêt

## « La question se pose de l'émergence d'un parlement pour la zone euro » Ulrike Guérot

commun, en donnant plus de pouvoir aux Européens réunis dans une seule et même communauté politique, que se forgera notre destin commun.

**Philippe Maystadt :** Concernant les politiques communes à construire, j'ai trois priorités : le social, la fiscalité, l'énergie. Si l'Europe n'apporte pas de réponse à la question sociale, le rejet par les citoyens grandira. Chaque fois que je m'adresse non à un séminaire de technocrates mais à une assemblée populaire, je reçois la question en pleine figure. J'ai beau expliquer que, par la volonté des États membres, les compétences de l'Union sont très limitées dans ce domaine, je sens bien que cette réponse n'est pas satisfaisante. Des conventions collectives européennes, des salaires minima dans tous les pays (ce qui ne signifie pas le même partout), l'organisation d'un véritable marché européen du travail avec échanges transfrontières sur les emplois vacants et les formations disponibles, la portabilité des droits et des certifications, voilà qui pourrait rendre confiance dans l'Europe. En outre, dans la zone euro, il est indispensable de compléter l'union monétaire par l'union bancaire et par une « capacité budgétaire » autonome, au minimum un mécanisme assurantiel qui viendrait en aide à un pays qui connaît une hausse brutale du chômage suite à un choc asymétrique.

**Franco Bassanini :** L'Europe manque encore de *demos* commun, mais elle représente une des tentatives les plus avancées et les plus intéressantes d'unification d'un continent entier sans agression et au moyen d'une « Communauté de destin ». La création de l'Union européenne est un

exemple unique de la mise en place de nouvelles institutions. Il est clair que la « convergence » n'est pas chose facile. La structure de base de chaque État membre reste fortement ancrée, et leurs institutions fonctionnent souvent de façon rigide. Tout changement est douloureux et, écrasées par la crise et une concurrence globale croissante, les populations ont tendance à rechercher des boucs émissaires politiques. La solidarité est plus facile à faire accepter en période prospère. La crise globale exerce énormément de pression sur les valeurs qui unissent les pays européens alors que les différences et les fractures deviennent de plus en plus marquées. Heureusement, les groupes anti-européens restent minoritaires. Mais nous avons besoin de plus de démocratie et plus de fédéralisme. Enfin, nous devons accepter que la pression économique exercée sur les budgets nationaux affaiblit la vie politique : « *pas de politique sans argent* » dit-on... et pas de consensus !

*coopérations renforcées, entrer sur le marché intérieur, et devenir un jour membres à part entière de l'Union.*

**Ph. M. :** Je soutiens la formule des « trois cercles » proposée par Confrontations Europe, pour autant qu'on ne prétende pas déterminer a priori la liste des participants à chacun des cercles. Il n'est pas certain que le premier cercle comprendra tous les pays de la zone euro actuelle ; il est vraisemblable que



## « Nous proposons une consolidation de l'UE dans ses deux cercles : une Union à 18 et une Union à 28 » Claude Fischer

**C.F. :** *Le débat se développe autour de la consolidation de l'eurozone, avec un parlement, un budget, un gouvernement économique, un « fédéralisme » à 18 en quelque sorte... N'y a-t-il pas un risque de fractures entre les pays ? Nous proposons plutôt une consolidation de l'UE dans ses « deux cercles », l'Union à 18 et l'Union à 28, pour renforcer l'Union économique et monétaire au bénéfice de toute l'Europe et de son marché unique ; voire trois cercles, en associant les pays qui, comme l'Ukraine ou la Turquie, souhaitent nouer des*

d'autres pays comme la Pologne pourront s'y joindre. La démarche doit être pleinement ouverte : le premier cercle doit inclure tous ceux qui, conscients qu'ils partagent des valeurs et des intérêts communs, se prononcent par une procédure démocratique pour un renforcement de l'intégration européenne parce qu'ils sont convaincus que c'est la meilleure voie pour préparer l'avenir. Mais ils ne pourraient prendre aucune mesure qui mettrait en péril le bon fonctionnement du marché unique. Enfin, il serait

## Vers une Union politique - Le débat se poursuit (suite)



« **Concernant les politiques communes à construire, j'ai trois priorités : le social, la fiscalité, l'énergie** » Philippe Maystadt

bility » des dirigeants de la zone euro, réunis dans l'Eurogroupe, comme pour la Troïka, des institutions ad hoc sont également indispensables. Elles pourraient être conçues à l'intérieur des institutions à 28 pour montrer notre volonté inclusive d'associer tous les pays qui en acceptent les droits et les devoirs. Naturellement, le marché unique et les politiques communes à 28 conservent toute leur raison d'être. Il n'y a aucune discrimination envers les pays qui choisissent souverainement de ne pas faire partie de la monnaie unique, mais ils doivent assumer les conséquences de leur choix, sans prétendre arrêter les autres.

**S. G. et D. S. :** *Le statu quo* n'est plus tenable. Des mesures ont été prises, au plus fort de la crise, qui ont permis de redonner confiance dans la monnaie unique et de calmer les marchés. Mais de plus amples réformes de la gouvernance de la

**U. G. :** Le système européen ne produit pas les solutions pour un fonctionnement de l'euro plus démocratique et social. Mais l'intégration plus poussée de la zone euro sur le plan budgétaire, fiscal voire politique se heurte à la question du

changement (impossible) des traités, des barrières juridico-constitutionnelles (« Karlsruhe ») ou alors aux citoyens, dont on craint un vote négatif lors d'un referendum sur l'Europe. Le cœur du problème, c'est la souveraineté nationale, juridiquement mise en cause par des mécanismes établis dans la zone euro (« semestre européen », « fonds unique de sauvetage de banques » dans le cadre de l'union bancaire). Ces mécanismes établissent de fait un contrôle des institutions européennes sur les budgets nationaux avec une légitimité problématique, en rupture avec le principe de « no taxation without representation ». Les membres de l'euro qui ont abandonné leurs mécanismes de taux de change ont le devoir de pousser vers une intégration politique, mais celle-ci ne s'appliquerait pas aux non-membres de l'euro, comme la Grande-Bretagne. De telles conceptions aboutissent à une Europe à

une contribution de 2 % du PND des États membres. De même, je soutiens la proposition de la création d'un « Fonds d'amortissement de la dette » destiné à apurer les dettes de cette zone. Si une UE démocratique plus forte doit être créée à partir de l'Eurozone avant de s'étendre à tous les autres États membres, je n'y vois pas d'inconvénient, à condition que nous continuions à partager nos valeurs communes dans tous les autres domaines. Quant à l'élargissement de l'Union à l'Ukraine et la Turquie, elle ne dépend pas uniquement de l'Europe. La porte de l'Union européenne doit s'ouvrir en temps utile à tous les pays dont les populations considèrent que leurs racines font partie d'un *gestalt* européen com-

« **De plus amples réformes de la gouvernance de la zone euro sont nécessaires et urgentes** » Sylvie Goulard et Daniela Schwarzzer

zone euro sont nécessaires et urgentes, car le chômage de masse des jeunes dans le Sud de l'Europe, porte en germe une radicalisation politique dont les élections européennes risquent hélas de donner la mesure. Nous proposons de lancer des politiques communes, adossées à un budget de la zone euro et de légitimer les décisions de la zone euro : ainsi, le contrôle des fonds abondés par des contributions des pays de la zone euro (ESM, EFSF) n'a aucune raison d'être confié à des représentants d'États qui n'y ont pas mis un centime. Pour « l'accounta-



deux vitesses et des mécanismes institutionnalisés devront être créés pour rallier les pays hors-euro à ce noyau et attirer de façon souple les pays du troisième cercle, comme la Turquie ou l'Ukraine.

**F. B. :** J'ai toujours pensé que l'Europe devait avoir un gouvernement à plusieurs niveaux, éventuellement avec des niveaux temporaires sous-régionaux. Je suis entièrement d'accord, par exemple, avec la proposition faite récemment par la France pour la mise en place d'un budget de l'eurozone financé par

mun. Cette décision doit néanmoins résulter de l'auto-détermination d'un peuple. À l'heure actuelle, cependant, il existerait des raisons géopolitiques stratégiques qui vont au-delà de la compétence de l'Europe.

**C. F. :** *La tendance actuelle est à l'intergouvernemental, alors que la méthode communautaire est en difficulté. Quel est le bon choix pour des réformes institutionnelles sachant les clivages qui transpercent notre Union ? Clivages partisans, nationaux, Nord/Sud, UE et hors UE, et ceux de nos modèles*



*sociaux et économiques ? Nous proposons de réformer le couple Conseil/ Commission afin de rendre ces organes plus responsables et légitimes. Comment le Parlement européen peut-il coopérer avec les parlements nationaux ? Et comment ces trois institutions vont-elles s'ouvrir à la société civile ?*

**S. G. et D. S. :** Les institutions de la zone euro – le groupe Eiffel parle d'une « Communauté politique de l'euro » – devront être dessinées avec soin en privilégiant d'une part la crédibilité, en réaction à un intergouvernemental prétentieux mais peu efficace, et d'autre part la légitimité. Plusieurs solutions sont envisageables. L'idée est de ne plus confier à des personnes issues du scrutin national des responsabilités européennes, mais de doter la zone euro d'un exécutif propre, agissant avec son budget, contrôlé à Bruxelles. Le groupe Glienicker<sup>(2)</sup> laisse la porte ouverte aux parlements nationaux plus que ne le fait le groupe Eiffel. Les deux options sont concevables mais les solutions consistant à rapprocher parlementaires européens et nationaux sans définir les responsabilités de chacun, ne nous semblent pas à la hauteur de l'enjeu. Si nous sommes sérieux avec « l'accountability », la légitimation exige des décisions telles que la censure du pouvoir exécutif.

**U. G. :** La zone euro peut-elle évoluer vers une démocratie véritable avec une séparation des pouvoirs, et un législatif fort qui contrôle l'exécutif ? Vu la densité de la réglementation européenne qui impacte considérablement le tissu économique et social des pays membres de l'euro, la structure triangulaire institutionnelle de l'UE ne paraît plus adaptée. La question est donc moins fédéralisme versus intergouvernementalisme, mais plutôt l'émergence d'un parlement pour la zone euro

avec un pouvoir législatif et un budget « croisé » avec les parlements nationaux. Ces propositions sont d'ailleurs déjà sur la table, avec par exemple un président permanent du groupe euro. Une fois le cœur démocratique et parlementaire de la zone euro renforcé, il faudrait revisiter le rôle et l'architecture de la Commission, qui pourrait évoluer vers des « ministères » européens. Enfin, en ce qui concerne le Conseil, qui joue un rôle assez opaque aujourd'hui, il faudrait le redessiner dans une structure bicamérale.

**F. B. :** Nous subissons un clivage entre une dimension « interne » (décrite par Angela Merkel comme la « méthode de l'Union ») et une dimension « externe » (les institutions des États membres). Au fond, il y a un manque de démocratie, dû en partie à l'état d'urgence résultant de la crise : les institutions européennes prescrivent des remèdes sans trop demander leur avis aux populations. Nous vivons dans un « État d'exception », et le Conseil européen

est devenu un gouvernement permanent en quelque sorte. La Commission s'est vue diminuer ses initiatives politiques mais, en même temps, elle exerce plus de contrôle technico-politique grâce à l'introduction de la majorité inversée. Le Parlement européen a en grande partie perdu son influence politique et se borne à contrôler la dialectique entre les relations institutionnelles internes et externes. La BCE détient désormais le pouvoir gouvernemental. Afin de mieux articuler les institutions européennes aux institutions nationales, nous devons donner davantage de pouvoirs au Parlement européen, une voix aux grands groupes politiques pan-européens et harmoniser la législation électorale.

**C. F. :** Comment chaque pays et l'Union européenne entendent-ils respecter la diversité ? Chacun ne doit-il pas s'interroger sur les effets de sa politique nationale sur les autres ? En particulier l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France ? Et l'Union européenne ne doit-elle pas construire sa solidarité avec les pays en difficulté ?

**Ph. M. :** Bien entendu, il faut respecter la diversité. Face à la montée des populismes identitaires, nous devons faire percevoir les différences culturelles, ethniques ou religieuses comme un enrichissement qui justifie le « vouloir vivre ensemble ». Mais le respect de la diversité ne doit pas être invoqué pour défendre des intérêts particuliers et affaiblir l'ensemble. Pour prendre trois exemples récents : lorsque des autorités françaises s'opposent à l'expression d'une « voix européenne » en matière de normes comptables internationales,



© DR

dans l'UE à 28, pour que le détachement des travailleurs puisse être fécond, il faut que les divergences restent gérables. Dans la zone euro où nous avons cru trop longtemps, naïvement, qu'il serait un facteur de convergence, l'euro crée des spécialisations qui appellent mobilité du travail et transferts. Bien les organiser est l'un des défis pour sa pérennisation.

**« La notion de solidarité n'est pas négociable (...) nous sommes tous dans le même bateau, sans billet de retour » Franco Bassanini**

veulent éviter l'application de la taxe sur les transactions financières aux produits dérivés, ou veulent réduire la contribution des banques au fonds unique de résolution, chaque fois au nom de la soi-disant « spécificité » des banques françaises, elles défendent des intérêts privés au détriment de l'entreprise commune.

**S. G. et D. S. :** Le respect de la diversité est l'une des valeurs fondamentales de l'UE, et sa seule chance de succès. Mais encore faut-il l'organiser. Les dérives intergouvernementales récentes entretiennent une illusion d'égalité entre les pays, masquant en réalité une « créditocratie » au bénéfice des plus puissants. De même, la question de l'hétérogénéité doit être posée franchement :

**F. B. :** La notion de solidarité n'est pas négociable, même par des temps difficiles. C'est apparemment ce qui pose problème actuellement. Il est plus difficile de justifier au niveau national la solidarité entre les États membres forts qu'avec ceux qui ne le sont pas. J'ai cependant l'impression que nous sommes tous dans le même bateau, sans billet de retour. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'une union et d'une démocratie plus fortes si nous devons rester ensemble, quand même le voyage devient houleux comme il l'est en ce moment. 🇪🇺

*Propos recueillis par  
Claude Fischer, présidente  
de Confrontations Europe*

<sup>2)</sup> Lire en p. 10 du n° 104 de *Confrontations Europe La Revue*.

## Crise en Ukraine

# QUEL RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Lors de la conférence « *Quelle sortie de la crise ukrainienne ?* » organisée par la Maison de l'Europe de Paris (MEP) le 24 mars 2014, les questions du rôle de l'UE et de la stratégie de la Russie ont fait débat<sup>(1)</sup>. La synthèse d'Ursula Serafin.

**A**ntoine Arjakovsky, co-directeur du département, « Société, liberté, paix » du pôle de recherche du Collège des Bernardins, remarque d'emblée qu'il est difficile de rester objectif sur ce sujet<sup>(2)</sup> quand on a, comme lui, des origines ukrainiennes et qu'on a exercé plusieurs fonctions en Europe Orientale pendant dix-sept ans. Il revient d'abord sur la chronologie des événements.

Depuis la fin de l'année 2013 l'Ukraine a vécu plusieurs événements importants. Son refus de signer le Traité d'association proposé en novembre par l'Union européenne a provoqué les premières manifestations à Kiev sur la place Maïdan. Président de la Russie, Vladimir Poutine, a tenté de reprendre la main en proposant à l'Ukraine d'adhérer à l'Union économique eurasiatique (UEA). Pour l'inciter à prendre la « bonne décision » il a offert de l'aider à sortir de sa crise économique en lui faisant cadeau de 15 milliards de dollars et des tarifs avantageux pour son approvisionnement en gaz. Suite à cette

proposition, les pro-européens se sont rebellés et la situation s'est aggravée Place Maïdan. Pour trouver une sortie de crise, l'UE a envoyé trois médiateurs à Kiev. En l'occurrence les ministres des Affaires étrangères des trois États membres du Triangle de Weimar : la France, l'Allemagne et la Pologne. Après la fuite du président ukrainien Ianoukovitch, Poutine a organisé le 16 mars un référendum pour demander le rattachement de la Crimée à la Russie. Les Ukrainiens et les Tatars de Crimée l'ont boycotté. Les Russophones ont massivement voté « oui ».

Pour Antoine Arjakovsky, deux peuples slaves frères – les Ukrainiens et les Russes – font face à deux mythologies politiques opposées. Poutine affirme que l'Ukraine n'est pas une nation mais seulement une entité géopolitique. Les Ukrainiens soutiennent le contraire, estimant que leur pays est un État-nation en cours de construction.

**Des propositions antagonistes**  
**Andrei Gratchev**, journaliste et historien, ancien conseiller de

Mikhaïl Gorbatchev, constate qu'une partie importante de la population russe soutient la politique de Poutine. L'Ukraine avait deux propositions antagonistes de sortie de crise : celle de l'UE et celle de la Russie. Il estime que cet antagonisme a généré trois échecs : celui de la classe politique ukrainienne, qui n'a pas su gérer la transition post-soviétique, celui du régime Ianoukovitch, légitimement placé à la tête du pays par des élections démocratiques mais responsable de sa déroute économique, enfin celui de la diplomatie européenne qui a refusé la suggestion de Poutine de chercher à trois une sortie de crise. Pour cette raison, la diplomatie russe a eu recours à la surenchère dans le but d'attirer l'Ukraine vers l'artifice de Poutine d'Union économique eurasiatique.

Gratchev place l'espoir de sortie de crise dans les forces européennes avec une triple mission : protéger l'Ukraine pour ne pas étendre le conflit militaire, rassurer la Russie en refusant notamment l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et faciliter le rapprochement entre la Russie et l'Ukraine. **Éric Fournier**, directeur Europe continentale au ministère français des Affaires étrangères, rappelle que la France avait suggéré dès 2009 de rapprocher l'Ukraine de l'UE. Le ministre des Affaires étrangères de la France a participé à la mission de négociation pour la sortie de crise du

21 février 2014. C'est également à Paris que fut organisé le 5 mars 2014 le 20<sup>e</sup> anniversaire du Mémorandum de Budapest<sup>(3)</sup> sur la dénucléarisation de l'Ukraine. Le représentant de la Russie, présent à Paris, n'a pas souhaité participer à cette commémoration. Non seulement, c'est un signe de non respect de l'accord mais qu'en est-il du désarmement nucléaire en Crimée ? Par ailleurs, la Russie entretient le flou quand à l'intangibilité de ses frontières : avec la Finlande, avec la Corée du Nord, le Japon, la Géorgie, l'Abkhazie, le Nouveau Karabakh... la liste de non respect des frontières est trop longue. Tous les pays qui ont un problème avec leurs frontières possèdent l'arme nucléaire (Pakistan, Inde, Israël...), remarque le diplomate en mettant en garde contre l'évocation de la militarisation du conflit. Entre une annexion du territoire par une puissance étrangère et une déclaration de guerre, il y a une grande différence. L'idée serait plutôt de créer un espace où l'Ukraine pourrait exister sans avoir à faire le choix entre l'Est et l'Ouest. 

**Ursula Serafin**

*Directrice du développement  
et de l'administration  
Maison de l'Europe de Paris*

## LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Travaillant pour une citoyenneté européenne active et inclusive, la Maison de l'Europe de Paris est ouverte à tous. Elle offre un service d'information personnalisé et propose des débats qui explorent plus particulièrement la dimension culturelle du projet européen, la représentation des frontières, les enjeux démocratiques et participatifs, éducatifs, économiques et sociaux de l'Europe. Pour en savoir plus : [www.paris-europe.eu](http://www.paris-europe.eu).

<sup>1)</sup> Le débat était animé par Alla Lazareva, rédactrice en chef, *Ukrainski Tyzhden*, l'équivalent de *L'Express*.

<sup>2)</sup> Lire son article sur l'Ukraine dans le n° 104 de la revue.

<sup>3)</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Budapest\\_Memorandum\\_on\\_Security\\_Assurances](http://en.wikipedia.org/wiki/Budapest_Memorandum_on_Security_Assurances).

## Crise ukrainienne

# LA POSSIBILITÉ D'UN DIALOGUE

Faut-il et comment relancer le dialogue avec la Russie quand les perspectives d'apaisement avec l'accord signé à Genève s'éloignent un peu plus et que les tensions s'accroissent ? Confrontations Europe a provoqué le dialogue politique en dépit des antagonismes et ouvert des pistes de réflexion utiles pour que l'Union européenne contribue à la paix et aux choix démocratiques de l'Ukraine.

La trêve de Pâques était belle et bien terminée quand, à l'invitation de Confrontations Europe, se sont retrouvés à Bruxelles le 24 avril Serghiy Kvit, ministre de l'Éducation en Ukraine avec Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins, Oleg Kobtzeff, professeur à l'Université américaine de Paris, Vincent Degert, chef de division Russie du Service européen d'action extérieure et Sergey Kopyrkin, représentant permanent adjoint de la mission russe à Bruxelles.

Le dialogue aurait pu déraiser. Il s'était en effet très mal engagé avec un discours dénué de toute possibilité d'ouverture du ministre Kvit, pour qui « *on ne dialogue pas avec le diable* », soulignant que les opérations militaires empêchent l'Ukraine d'instaurer un dialogue avec Moscou. Pourtant, « *la gravité de la situation et les risques d'escalade sont tels qu'il ne faut pas cliver encore plus et attiser le feu mais parler un langage de vérité et de responsabilité* » intervenait alors Claude Fischer, présidente de Confrontations Europe. Et Oleg Kobtzeff, russo-ukrainien, s'insurgeait : « *refuser le dialogue, c'est aller à la mobilisation générale* ». Cependant pour Sergey Kopyrkin, « *la guerre n'est pas le choix de la Russie, l'objectif n'est pas d'annexer l'Ukraine et les Ukrainiens devraient mesurer leurs propres responsabilités* ». Chacun se renvoie les responsabilités et Sergey Kopyrkin, évoquant un « patronage » de

l'Union européenne, l'a jugée « *mauvaise conseillère* » dans la relation UE-Russie et le partenariat oriental. Les principes de conditionnalité et de différenciation devraient être davantage adaptés aux spécificités des pays et la présence de l'OTAN est vécue comme une menace par la Russie.

## Divergences sur les responsabilités

Les Ukrainiens veulent se rapprocher de l'UE dans le cadre de l'accord DCFTA<sup>1)</sup>, ils ont renversé le régime de Viktor Yanukovitch, qui a fui. Né d'une « révolution de la dignité », le gouvernement de transition a mis en place une série de mesures destinées à combattre la corruption, à favoriser la démocratie et à créer des conditions favorables aux investissements étrangers<sup>2)</sup>. Mais la Russie, au nom de la protection des ressortissants russes ou pro-russes, conteste sa légitimité.

La situation en Ukraine illustre-t-elle la « prophétie » du choc des civilisations de Samuel Huntington où les conflits naîtraient des divisions culturelles et religieuses ?, a interrogé Antoine Arjakovsky pour qui « *cette analyse est fallacieuse* ». Pour lui, la Russie, en envoyant les troupes militaires en Ukraine et en signant l'accord du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, a porté atteinte aux principes fondamentaux du droit international. « *Il est urgent de ne pas tourner la page de la Crimée* », insiste-t-il, et d'ailleurs

Moscou s'était porté garant de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Il demande une conférence internationale sur la Crimée qui constaterait le droit du plus fort.

Face à l'annexion de la Crimée et à ce qui est perçu comme une sorte d'invasion dans l'Est de l'Ukraine, l'Union européenne a réagi par des sanctions graduées. Et les tensions s'exacerbant sur le plan économique avec le développement parallèle de deux projets concurrents : le DCFTA proposé par l'UE et l'union douanière eurasiatique proposée par la Russie. Cette concurrence ne doit pas être opposée, a regretté Emmanuel Forest, représentant le groupe Bouygues à Bruxelles, car le commerce extérieur de l'Ukraine est autant dirigé vers la Russie que vers l'Ouest. Et la discussion s'est poursuivie sur la qualité ou non du partenariat stratégique souscrit par l'UE avec la Russie.

## Recherche de principes de solutions

« *Le double choix des Ukrainiens de construire la démocratie et de se tourner vers l'UE doit être respecté* » souligne Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, mais « *en même temps, ne perdons pas la perspective d'une maison commune avec la Russie que proposait Mikhaïl Gorbatchev, même si cela semble hors de vue aujourd'hui* ». Aussi, si la pression et l'intrusion des Russes en Ukraine doivent être endiguées, il ne faut pas fermer la porte à la diplomatie.

La Russie et l'UE ne partagent vraisemblablement pas les mêmes objectifs concernant le développement des partenariats orientaux, pourtant Moscou n'avait pas fait état de divergence profonde jusqu'au sommet de Vilnius en novembre 2013, objecte Vincent Degert.

Pour Sergey Kopyrkin, le « *partenariat avec l'Union européenne est stratégique, sur la base d'égalité et de respect communs* »... Mais déclaration et réalité ne coïncident pas. Nous n'avons pas peur d'un référendum sur l'autodétermination du pays, déclare Serghiy Kvit, mais comment assurer la participation de la population russophone ? Il faut veiller à l'application de la déclaration de Genève du 17 avril 2014, qui prévoit le désarmement des groupes illégaux et l'évacuation de tous les bâtiments et lieux publics occupés illégalement. Les mouvements extrémistes doivent être exclus du dialogue.

Oleg Kobtzeff et Antoine Arjakovsky encouragent les rencontres entre intellectuels, historiens et théologiens pour dissiper les clivages de part et d'autre. Le ministre Kvit en convient. Il reconnaît avoir appris de notre réunion. Pour Confrontations Europe, cette réunion réussie – une confrontation qui n'exacerbe pas les conflits et cherche à rendre viables les différences – mérite une suite. 

Marie-France Baud

1) Accord de libre-échange

2) Ces réformes devront attendre les élections présidentielles prévues le 25 mai pour être confirmées.

## Entre risques et défis

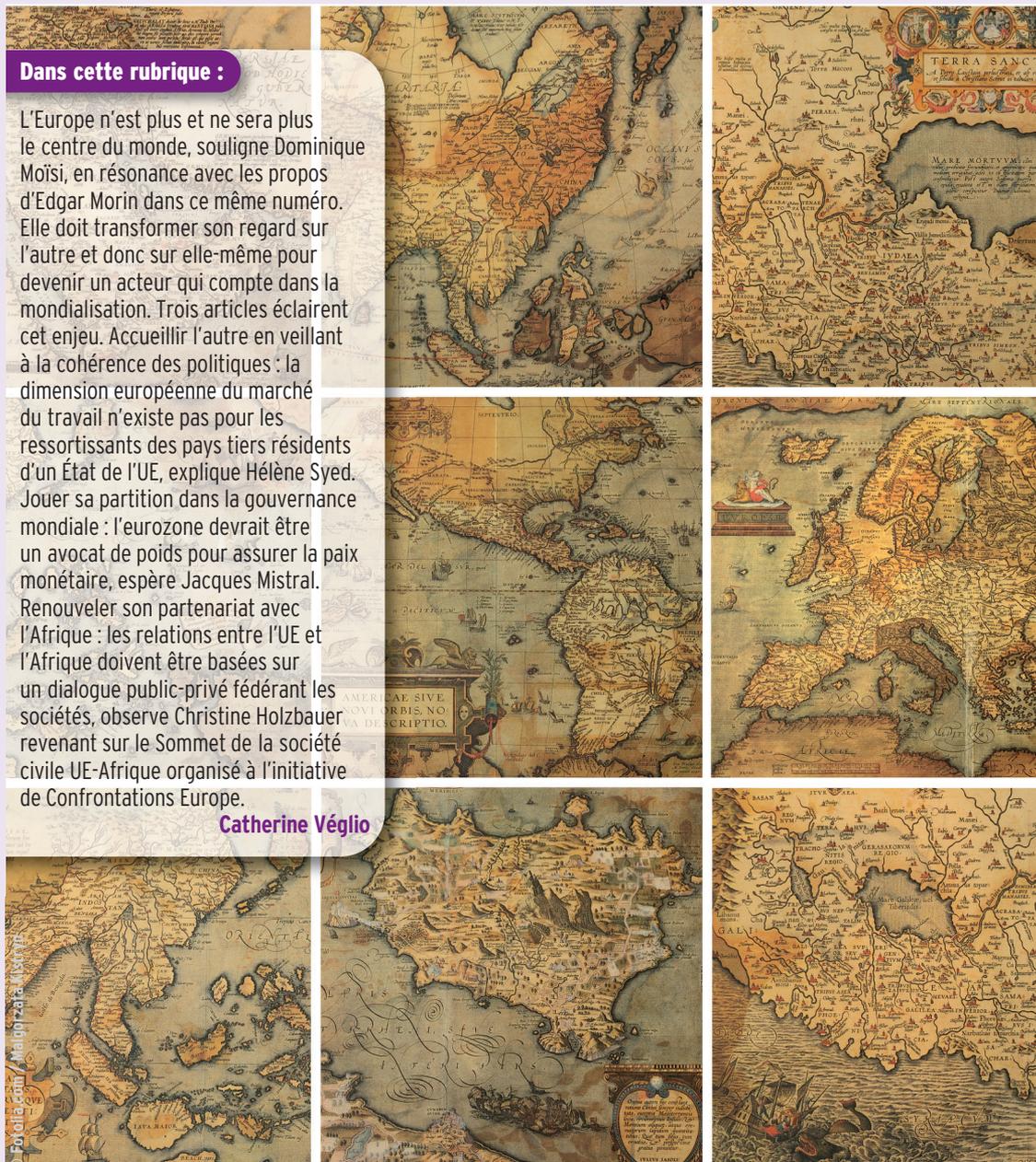
# L'EUROPE SAURA-T-ELLE HABITER LE MONDE ?

Modestie, lucidité, ambition. C'est à partir de ces trois termes que l'Europe doit penser sa relation au monde. De l'équilibre qu'elle saura établir entre eux dans les années à venir dépendra son succès ou son échec, écrit l'expert en géopolitique<sup>(1)</sup> Dominique Moïsi.

## Dans cette rubrique :

L'Europe n'est plus et ne sera plus le centre du monde, souligne Dominique Moïsi, en résonance avec les propos d'Edgar Morin dans ce même numéro. Elle doit transformer son regard sur l'autre et donc sur elle-même pour devenir un acteur qui compte dans la mondialisation. Trois articles éclairent cet enjeu. Accueillir l'autre en veillant à la cohérence des politiques : la dimension européenne du marché du travail n'existe pas pour les ressortissants des pays tiers résidents d'un État de l'UE, explique Hélène Syed. Jouer sa partition dans la gouvernance mondiale : l'eurozone devrait être un avocat de poids pour assurer la paix monétaire, espère Jacques Mistral. Renouveler son partenariat avec l'Afrique : les relations entre l'UE et l'Afrique doivent être basées sur un dialogue public-privé fédérant les sociétés, observe Christine Holzbauer revenant sur le Sommet de la société civile UE-Afrique organisé à l'initiative de Confrontations Europe.

Catherine Véglío



**A**u début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Europe représentait 20 % de la population mondiale, pour un peu plus de 6 % aujourd'hui et encore moins demain. À titre de comparaison l'Afrique qui n'avait que 180 millions d'habitants en 1950 en aura sans doute plus de 2 milliards en 2050 ! Angela Merkel, à la tête de la première puissance économique du continent européen, a sans cesse mis l'accent dans sa dernière campagne électorale sur le fait que l'Allemagne seule, sans l'Europe, avec 1 % de la population mondiale, était en réalité « minuscule ». La démographie n'est pas tout certes, mais elle est un critère important et significatif.

## Modestie

L'Europe n'est plus, ne sera plus le centre du monde. Victime de son suicide au XX<sup>e</sup> siècle, elle a perdu le monopole des modèles. Le flambeau de l'Histoire s'est déplacé de l'Europe vers l'Asie après une parenthèse américaine qui n'est pas pleinement achevée. Accepter le changement intervenu dans l'ordre du monde, en tirer les conséquences nécessaires, cela passe d'abord pour l'Europe par de la modestie. Une modestie qui implique avant tout une transformation du regard sur l'autre et donc sur soi-même.

L'environnement international est devenu dernièrement infiniment plus complexe, incertain et osons le mot, dangereux. L'Amérique s'éloigne, la Russie se rapproche, le Moyen-Orient se fragmente, l'Asie se tend. C'est au moment où les Européens doutent le plus d'eux-mêmes, au moment où ils auraient le plus besoin d'Europe, qu'ils semblent le plus attirés par les sirènes du populisme et la tentation du repli sur soi.

### Lucidité

De tous les défis extérieurs auxquels l'Europe doit faire face aujourd'hui, le plus urgent tient en un nom : « Poutine ». Saurons-nous réagir à ce défi, fixer des limites à ses ambitions ? Y aura-t-il un jour sur les places des villes d'Europe des monuments à la

et de violence, la Russie s'est révélée la digne héritière des méthodes soviétiques et des traditions impériales russes. Les Européens doivent comprendre qu'à l'heure de la force pure, une énergie non polluante, c'est une énergie qui n'accroît pas la dépendance par rapport à des sources non démocratiques d'approvisionnement. Face au chantage russe, l'Allemagne doit repenser sa relation au nucléaire, la France son rejet des gaz de schistes et tous les Européens repenser ainsi leur politique énergétique.

Certes face à ce défi l'Europe n'est pas seule. L'Amérique se tient derrière elle, par sa capacité de dissuasion stratégique, tout comme désormais, par ses ressources énergétiques propres. Mais l'Amérique avec ou sans Poutine n'est

## L'Amérique s'éloigne, la Russie se rapproche, le Moyen-Orient se fragmente, l'Asie se tend...

gloire du nouveau Tsar « À Vladimir Poutine, l'Union reconnaissante », parce qu'il aura été le deuxième père de l'Union européenne après Jean Monnet ! Ce dernier avait donné une mission et une méthode, Poutine lui, redonne un sens, une justification au projet européen. Pourquoi l'Europe ? Parce qu'il existe à l'Est du continent, une puissance anachronique, qui pense le monde en termes de pouvoir de la manière la plus traditionnelle qui soit. Face à Moscou et à son chantage énergétique, l'Europe n'a de chances de pouvoir fixer des limites à Poutine que si elle fait preuve d'unité. Ce n'est pas tant le retour de la Crimée dans le giron russe qui est choquant, c'est la manière dont cela s'est fait. Mélange de mensonges, de ruses

plus tout à fait l'Amérique. Partagée entre la tentation du repli et l'obligation du rééquilibrage de ses efforts vers l'Asie elle porte sur l'Europe un regard plus distancé, même si ses « grandes oreilles » se font plus attentives. En juin, sur les plages de Normandie, on aura beau célébrer un passé héroïque et glorieux, l'émotion bien réelle devant la présence (ultime) des vétérans ne saurait masquer la profondeur du changement. L'Europe devra toujours davantage compter sur elle-même. Elle en aurait en réalité la capacité, en aura-t-elle un jour la volonté ? De l'autre côté de la Méditerranée, « les lignes dans le sable » tracées en 1916 par les Accords Sykes-Picot sont remises en question sous nos yeux. De la Syrie à l'Irak, en passant demain peut-



être par le fragile Liban, c'est tout un équilibre, sans doute artificiel, qui se trouve ébranlé. Face à ce risque de fragmentation du Moyen-Orient, l'Europe est en première ligne. Combien de temps pourra-t-elle se protéger de cette escalade vers le néant qui attire comme un aimant une infime partie de sa jeunesse de confession musulmane ?

Enfin, il y a l'Asie, qui joue à l'Europe d'avant la Première Guerre mondiale. En Mer de Chine, des bateaux de guerre chinois et japonais se livrent à une partie de bataille navale avec irresponsabilité. 2014 pourrait-il être pour l'Asie l'équivalent de ce que fut 1914 pour l'Europe, l'année qui mit fin à une longue période de paix ?

Face à ces défis extérieurs, l'Europe doit faire preuve de lucidité, de volonté, mais plus encore d'ambition.

### Ambition

L'Europe est légitimement fière de son modèle de réconciliation franco-allemande, de son capitalisme à visage humain. Mais elle ne pourra demeurer longtemps un modèle si elle cesse d'être perçue comme un acteur. Elle ne peut se rêver comme une puissance exclusivement civile dans un monde défini un jour comme post moderne, mais qui est le plus souvent pré-moderne. Face aux incer-

titudes grandissantes de l'environnement international, le *soft power* suppose un minimum d'*hard power*. L'Europe certes continue de faire rêver les non-Européens ou les pays européens qui ne sont pas membres de l'Union. Ainsi le 25 mai, quand le vote anti-européen s'exprimera, on peut le craindre, avec force dans des pays comme la France, les Ukrainiens dans leur majorité – si les élections peuvent se dérouler de manière normale – exprimeront un vote pro-européen. Mais on ne saurait prêcher à l'extérieur des valeurs que l'on ne pratique plus chez soi. La montée des populismes remet en cause l'attractivité du modèle européen à l'heure où la Hongrie de Viktor Orban apparaît toujours davantage comme la face noire de l'Europe, l'anti-modèle par excellence au sein d'une Europe qui se cherche et est au risque de se perdre. Autrement dit l'Europe ne peut « vendre » avec fierté son modèle de capitalisme à visage humain, si elle se révèle incapable de le défendre à l'intérieur comme à l'extérieur.

En 2014, le paradoxe européen pourrait se résumer de la manière suivante. Jamais ses citoyens n'ont eu plus besoin de l'Europe, simplement pour exister ou se protéger. Mais jamais aussi l'Europe n'est apparue plus lointaine, froide, anonyme, sinon désincarnée aux yeux de ses citoyens.

Entre le défi intérieur des populismes et celui extérieur de Poutine, l'Europe a pourtant une raison d'être convaincante et claire.

**Dominique Moïsi**

Conseiller spécial de l'IFRI\*

Professeur au

King's College de Londres

<sup>1)</sup> Il est notamment l'auteur de *La géopolitique de l'émotion*, Éd. Flammarion, 2008

\* Institut français des relations internationales

## UE-Pays tiers

# MIGRANTS : UN MARCHÉ DU TRAVAIL EUROPÉEN INEXISTANT

Le droit à la libre circulation des travailleurs non citoyens européens résidents d'un État membre de l'UE est inexistant sur le marché du travail européen<sup>(1)</sup>. Une déficience préjudiciable pour l'UE qui perd en partie de son attractivité dans la compétition mondiale en raison de la segmentation de son marché du travail. Les explications d'Hélène Syed\*.

Si le droit à la libre circulation des travailleurs européens sur un marché du travail européen commun – qui reste certes à construire en termes institutionnels – est l'un des acquis communautaires les plus emblématiques de la construction européenne, celui des travailleurs non citoyens européens résidents d'un État membre de l'UE est inexistant.

Ces derniers, du fait de leur nationalité extra-européenne, ne sont pas autorisés par le régime européen à bénéficier de la liberté de mobilité immédiate sur les marchés du travail européens<sup>(2)</sup>. Ainsi un travailleur indien résidant en France et souhaitant occuper un emploi localisé en Espagne ne dispose d'aucun avantage en termes administratifs d'être déjà installé dans un pays de l'UE pour immigrer. Une procédure d'immigration en lien avec le dispositif national espagnol lui est imposée.

Les choses se compliquent encore en cas de mobilité pendulaire transfrontalière : il est devenu commun de voir des travailleurs français alsaciens employés en Allemagne faire des allers-retours quotidiens entre leurs lieux de résidence et de travail. Pour un citoyen non européen, cela est peu envisageable : il lui faudrait non seulement un titre de séjour dans

le pays de résidence, mais également un permis de travail dans le pays où est situé son emploi, dont l'octroi est conditionné par l'existence d'une résidence dans le pays concerné. Il faudrait donc que le travailleur ait deux résidences, dans chacun des deux pays, pour exercer une mobilité pendulaire transfrontalière.

Ces exemples montrent que la dimension européenne du marché du travail n'existe pas pour les ressortissants de pays tiers, bien que des dispositions aient été prises pour les chercheurs et les résidents de longue durée. Or cette déficience est doublement préjudiciable pour l'UE : tout d'abord, parce qu'elle contrarie la qualité d'adéquation entre offre et demande d'emploi au niveau européen • ensuite, parce qu'il existe un lien étroit entre attractivité d'un espace et possibilité d'y circuler librement. L'UE en voie d'éviction dans la compétition mondiale pour les travailleurs qualifiés perd en partie de son attractivité en raison de la segmentation de son marché du travail.

Soyons raisonnable, il y a des raisons à cela. L'impact de la migration sur les économies d'accueil n'est pas neutre et, au niveau économique, elle pèse sur les salaires ou les dépenses sociales notamment lorsqu'il s'agit de l'immigration de travailleurs peu ou pas

qualifiés. De plus, les compétences sont une source stratégique d'avantage compétitif pour les entreprises et les économies, même entre les États membres de l'UE dont les rivalités restent prégnantes.

## Faire évoluer la *blue card*

Si nous pouvons regretter ce lien faible, nous ne pouvons pas aller trop loin dans les ambitions mais proposons de le renforcer prioritairement pour les travailleurs qualifiés par le biais du dispositif de *blue card* européenne, qui a manqué cette opportunité pendant ses négociations.

Ce dispositif destiné à faciliter l'immigration de travailleurs non européens à des fins d'emploi hautement qualifié est un échec. Le nombre de titulaires de la carte n'est pas à la hauteur des objectifs affichés par la Commission européenne. Ce fiasco est en partie lié à cette absence de lien entre migration et marché du travail européen : être titulaire de la *blue card* ne confère pas de droit à la mobilité immédiate au niveau européen, remettant directement en question la valeur ajoutée européenne par rapport à un dispositif national d'attraction des migrants qualifiés dont on sait qu'ils foisonnent dans l'UE. Mais le dispositif pourrait évoluer et fournir un permis de travail européen à ses titulaires, comme le

souhaitait Franco Frattini, commissaire européen chargé de la Justice et des Affaires intérieures à l'époque des discussions sur le dispositif. Cela permettrait de limiter la segmentation du marché du travail européen et de favoriser une répartition et un redéploiement efficaces des travailleurs qualifiés sur le marché du travail européen. Les perspectives d'un accord à 28 étant faibles, sans doute faudrait-il pousser à une coopération renforcée entre États membres volontaires. Enfin, et plus largement, il faudrait que la nouvelle Commission européenne confère aux économistes davantage de poids dans le domaine de la migration, accaparé par les juristes, afin que ce lien avec le marché du travail soit systématiquement discuté voire renforcé.

Hélène Syed

Chargée de recherche, docteur en économie - *Confrontations Europe*

\* Hélène Syed vient d'obtenir sa thèse avec les félicitations du jury à l'unanimité. Elle s'intitule « *Marché du travail européen, politique européenne de mobilité du travail et contribution d'une politique migratoire européenne rénovée* », et a été soutenue à Lille le 18/12/13.

1) La réflexion se poursuit dans la revue autour de la politique migratoire de l'UE et des migrations. Le numéro précédent a publié un article de Corinne Balleix, à la suite du Conseil européen de décembre 2013.

2) Nous distinguons mobilité immédiate et migration. Le premier terme inclut l'ensemble des déplacements ne concernant pas nécessairement de changement de résidence et n'impliquant pas de procédure traditionnelle d'immigration, contrairement au terme de migration.

## Gouvernance mondiale

# QUEL ORDRE MONÉTAIRE MONDIAL POUR LE XXI<sup>e</sup> SIÈCLE ?

Pour mettre fin au désordre monétaire qui menace l'économie mondiale, l'économiste Jacques Mistral<sup>1)</sup> trace les voies d'une nouvelle coopération internationale. Son joker ? Le DTS, devenu une réalité opérationnelle... Utopie ? Une ambition réaliste, assure l'auteur.

L'embellie conjoncturelle ne doit pas faire illusion, l'économie mondiale est à un tournant dangereux. Après la crise financière de 2007 et la crise des dettes souveraines en Europe, le pire a certes été évité. La création du G20 après la crise financière a été une initiative utile dont on voit maintenant les limites. Le problème actuel provient du fait que nous sommes sortis de ces crises par une méthode non soutenable, l'explosion des dettes publiques et du bilan des banques centrales. L'histoire nous enseigne que la question des dettes internationales est l'une de celles qui peuvent mettre l'économie mondiale en grand péril. Il faudrait à l'avenir une meilleure gouvernance monétaire mondiale : est-ce une utopie ?

Comme le montre toute l'histoire monétaire internationale, celle de la livre, du dollar ou de l'euro, un système monétaire est une construction politique ; il reflète d'abord les réalités géopolitiques du moment, le poids du Royaume-Uni au XIX<sup>e</sup> siècle, celui des États-Unis dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup>, il doit maintenant prendre en compte celui des émergents, de la Chine en particulier. Il exprime aussi une vision dominante de l'économie ; l'étalon-or était le produit de l'économie politique « classique », les changes fixes mais ajustables de Bretton-Woods reflé-

taient des idées d'inspiration keynésienne, les changes flottants sont associés aux thèses friedmaniennes. Quelles sont à ce double titre les options envisageables ?

L'étalon-or, qui a accompagné les succès de la Pax Britannica au XIX<sup>e</sup> siècle, trouve encore dans des esprits nostalgiques un regain d'intérêt aux États-Unis mais il exige la soumission absolue des politiques nationales à l'équilibre externe, il est impensable d'en revenir là. Le Bitcoin n'est pas une monnaie mais un instrument purement spéculatif, une manière de tromper les naïfs à l'ère digitale. Les changes totalement flexibles sont inacceptables par la Chine qui n'entend pas soumettre son développement aux influences erratiques de la politique monétaire américaine comme le Brésil et tant d'autres en ont fait l'expérience. Les changes fixes, enfin, sont incompatibles avec la liberté de mouvement des capitaux, comme on l'a vu à la fin des années soixante. Qu'il faille s'orienter vers une certaine viscosité des mouvements de capitaux pour éviter les emballements ou assèchements trop brutaux, c'est indiscutable ; mais aller plus loin ne serait possible qu'au prix d'une fragmentation et donc d'une contraction de l'économie internationale. Ce n'est pas impossible mais ce n'est pas souhaitable.

## Trouver la paix monétaire

La meilleure solution consiste donc à mettre en œuvre une référence monétaire commune qui assure la sécurité de tous et encadre en particulier la relation entre débiteurs et créateurs. Aujourd'hui, il y a deux grandes monnaies de réserve, le dollar et l'euro. La stabilité de l'euro pendant la crise de la dette prouve que beaucoup de pays excédentaires – la Chine, les pays du Golfe, d'autres pays exportateurs de pétrole... – ne souhaitent pas en revenir à un monde dominé par le seul dollar ; mais si l'euro est une alternative au dollar, il n'en est pas un substitut. Quant au renminbi, il évolue lentement, des expériences sont en cours mais il restera, à vues humaines, largement administré. En bref, il n'y a pas de monnaie nationale prête à prendre la succession de la livre ou du dollar comme pivot du système monétaire international ; il faut donc définir une nouvelle monnaie qui soit en phase avec ce monde multipolaire.

Bien sûr, ni la Chine ni les États-Unis ne sont prêts à s'orienter vers une monnaie mondiale unique comme l'a fait l'Europe lorsqu'elle a été confrontée à ce problème. Ce qui s'impose, c'est une monnaie synthétique. Une monnaie internationale nouvelle avait été proposée par Keynes à Bretton-Woods en 1944 ; mais le



Jacques Mistral vient de publier *Guerre et paix entre les monnaies* (Éd. Fayard, 2014).

« bancor » était une idée incompatible avec la prééminence

absolue de l'Amérique et du dollar à l'époque. Une monnaie synthétique a ensuite été créée dans les années 1960 mais sous une forme atrophiée, l'usage du DTS (droit de tirage spécial) restant depuis limité aux règlements entre banques centrales.

Pour assurer la paix monétaire au XXI<sup>e</sup> siècle, il faut maintenant en faire une réalité opérationnelle pour tous les acteurs de l'économie internationale. Faire aussi du DTS le pivot monétaire de la gouvernance économique mondiale ce n'est pas une utopie, c'est une ambition réaliste, compatible avec la diversité actuelle des capitalismes, reflétant un équilibre entre les principales puissances et en phase avec les idées économiques de la période. Et pour en assurer la promotion, il ne devrait pas y avoir de meilleur avocat que l'eurozone, dès qu'elle aura convaincu ses partenaires et ses peuples qu'elle a définitivement surmonté sa crise interne.

**Jacques Mistral**

*Conseiller de la Brookings Institution (Washington) et de l'IFRI*

<sup>1)</sup> Jacques Mistral a été conseiller économique de Michel Rocard, Premier ministre, et de Laurent Fabius, ministre de l'Économie et des Finances ; directeur central au sein du groupe AXA ; conseiller financier à l'Ambassade de France à Washington. Il a récemment été Professeur à l'Université de Harvard et à l'Université de Nankin.

## Renouveau du partenariat économique UE-Afrique

## LA SOCIÉTÉ CIVILE « EURAFRICAINI »

Réunies par Confrontations Europe et son groupe « UE-Afrique(s) »<sup>1)</sup> avant le 4<sup>e</sup> Sommet UE-Afrique des 2 et 3 avril 2014, 30 personnalités d'Afrique et d'Europe ont pris la parole le 6 mars à Bruxelles, devant 130 participants des deux continents. Elles ont plaidé en faveur d'un renouveau du partenariat UE-Afrique basé sur le dialogue public-privé. Le regard de la journaliste Christine Holzbauer.

**D**epuis la création de son groupe UE-Afrique(s) en juin 2013 à Bruxelles, Confrontations Europe a multiplié les tables rondes afin de réfléchir à l'émergence d'un « dialogue public-privé » entre les deux continents en revisitant, notamment, les accords de partenariat économique (APE). Les relations euro-africaines ont surtout été le fait jusqu'à présent des États. L'ambition de Confrontations Europe, comme l'a rappelé sa présidente Claude Fischer lors de l'ouverture officielle de la conférence, est de sortir de ce cadre strictement institutionnel afin de prendre en compte la voix et l'engagement de l'ensemble des acteurs de la société civile, entreprises comprises. Notant que le

**Des représentants d'entreprises, d'institutions et d'organisations nationales et européennes et experts de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe ont participé à la conférence du 6 mars.**

principal défi dans l'organisation de cette conférence avait été de « travailler en réseaux, dans un dialogue avec les institutions, pour définir de nouveaux modèles de partenariats et de solidarités entre les pays d'Afrique et ceux d'Europe », elle a également exprimé le souhait que « l'avenir de l'Afrique ne soit pas le passé de l'Europe ». Compte tenu du recul des intérêts européens en Afrique face à ceux des pays émergents comme la Chine ou l'Inde, le danger est grand. Au-delà des enjeux stricte-

ment commerciaux, les relations entre l'Union européenne et le continent africain, particulièrement les pays de la zone franc qui continuent d'être fortement liés à la France par le biais de la monnaie, ont besoin d'être repensées. Ce « surgissement » de l'Afrique, comme l'a souligné Philippe Herzog, président fondateur de l'association, n'est pas encore complètement pris en compte. Mais si l'Europe ne veut pas se laisser distancer, il est important qu'elle change rapidement sa vision du

continent, revisite son action en Afrique et les modalités de son intervention au titre du commerce et de la coopération.

## Trois défis au cœur du débat

Lors du Sommet de la société civile du 6 mars, les intervenants ont appelé de leurs vœux l'émergence d'une « société civile eurafricaine », selon l'expression de Catherine Véglio-Boileau, directrice des rédactions de Confrontations Europe. La nécessité de changer radicalement les rapports entre l'Afrique et l'Europe afin de parvenir à engager un dialogue d'égal à égal, fédérant les acteurs publics



**1)** Le Sommet de la Société civile « Dialogue public-privé pour un renouveau du partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest et du Centre » a été organisé par Confrontations Europe et ASCPE-Les Entretiens européens en partenariat avec le ministère français des Affaires étrangères, la Commission européenne et de nombreux autres acteurs européens et africains. Retrouvez le programme complet et toutes les informations sur les travaux du groupe « UE-Afrique(s) » sur [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org).

## LES INTERVENANTS DU SOMMET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**André-Franck Ahojo**, consultant, projet OHADA-IFC Groupe Banque mondiale • **Fabrice André**, directeur Qualité et RSE, Orange Afrique, Moyen Orient et Asie • **Erja Askola**, Trade Affairs manager, DG Commerce, Commission européenne • **Bruno Barroux**, directeur du département Infrastructure et Energie, SEDEP • **Anthony Bouthelier**, président délégué du CIAN • **Olivier Bousige**, directeur adjoint de 2iE Technopole • **Pascal Canfin**, ministre français délégué chargé du Développement • **Alessandro Carano**, conseiller de direction et chef d'unité, département Stratégie, Banque européenne d'investissement • **Hervé Cronel**, conseiller spécial, cabinet du secrétariat général de la Francophonie • **Jean-Christophe Debar**, directeur de FARM • **Mamadou Daffé**, directeur des opérations, et **Soufiana Diarra**, directeur commercial, Banque malienne de solidarité (BMS) • **Fatou Diome**, écrivaine • **Claude Fischer**, présidente de Confrontations Europe • **Erica Gerretsen-Phipps**, chef d'unité adjointe, DG EuropeAid, Commission européenne • **Philippe Herzog**, président fondateur de Confrontations Europe, conseiller spécial du

commissaire européen Michel Barnier • **Christine Heuraux**, directrice Appui à la formation, direction du Développement international, EDF • **Philippe Hugon**, professeur émérite, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense • **Vanessa Jacquelin**, économiste, département Afrique subsaharienne, Agence française de développement • **Jacques Nyemb**, avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP • **Serguei Ouattara**, président de la Chambre de Commerce UE-Afrique • **Roland Portella**, président de la CADE • **Beseat Kiflé Sélassié**, poète et écrivain • **Jean-Michel Severino**, président d'I&P • **Olivier Stintzy**, associé, groupe Edifice Capital, responsable du Fonds Infrastructure PPP Africa • **Mathieu Tankoano**, directeur IGIP-Afrique au Burkina Faso • **Franck Tapsoba**, directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso • **Catherine Véglio-Boileau**, directrice des rédactions, Confrontations Europe • **Lionel Zinsou**, président de PAI Partners • **Simone Zoundi**, PDG de Sodepal-SA, et présidente de la FIAB.

**Des actes complets du Sommet du 6 mars 2014 sont en cours de préparation.**

# LE NE » PREND L'INITIATIVE



Les intervenants de la table ronde sur le financement ont insisté sur le besoin de mobiliser des ressources privées et publiques pour l'investissement productif et la réalisation d'infrastructures.

De gauche à droite : Olivier Stintzy, Soufiana Diarra, Mamadou Daffé, Jacques Nyemb, Alessandro Carano, André-Franck Ahoyo et Bruno Barroux.

et privés avec la participation active des sociétés civiles des pays des deux continents est revenue comme un leitmotiv tout au long de cette journée, très dense : que ce soit dans les propos liminaires des écrivains Fatou Diome et Beseat Kiflé Sélassié<sup>(2)</sup>, ou encore du franco-béninois Lionel Zinsou, ou de l'ancien directeur de l'AFD, Jean-Michel Séverino, grand connaisseur du Sahel.

« C'est l'Europe, aujourd'hui, qui a besoin de l'Afrique », ont insisté ces deux dernières personnalités, très écoutées par ailleurs des décideurs français. Leur connaissance intime du continent africain, à l'instar de la plupart des intervenants invités par Confrontations Europe – nombre d'entre eux sont déjà très engagés à travers des organisations œuvrant depuis de nombreuses années en Afrique (cf. encadré) –, ont permis de focaliser les discussions sur les enjeux économiques et sociaux du partenariat UE-Afrique.

Trois grands défis ont, ainsi, pu être identifiés : le renouvellement des relations commerciales à travers l'enjeu des négociations des accords de partenariat économique ; la coopération active pour

l'éducation, la formation et la mobilité des jeunes sur les marchés du travail ; la création enfin d'une ingénierie financière pour favoriser des investissements d'intérêt mutuel et financer les projets dans les deux filières clés privilégiées par Confrontations Europe, à savoir la filière agro-alimentaire et les infrastructures énergétiques.

## Lettre ouverte aux chefs d'État

L'UE et les pays de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) ont finalement trouvé un compromis pour un APE après dix ans d'atermoiements. L'accord, qui comprend un volet commercial et un volet développement, garantira un accès sans entrave aux marchés européens sur le long terme ; et vice-versa. Une fois en vigueur, il rendra caducs les accords bilatéraux intérimaires conclus avec la Côte d'Ivoire et le Ghana. Avec le Nigéria, ces deux pays ne font pas partie de la liste des pays les moins avancés (PMA). Par conséquent, ils bénéficient déjà d'un libre accès vers le marché européen, sauf pour

les armes. À partir de la signature de l'accord, cette situation sera étendue à tous les pays membres de la CEDEAO sans exception. Le 7 février, les négociateurs de la CEDEAO avaient accepté que l'aide au développement de l'UE, comprise dans le programme de l'accord de partenariat économique pour le développement (PAPED), soit maintenue à 6,5 milliards d'euros, soit 8,5 mil-

## L'APE entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe doit avoir pour priorité l'intégration régionale

liards d'euros en deçà de ce qui avait été demandé initialement. Une clause que le Nigéria a demandé à revoir lors du Sommet de Bruxelles.

Dans une lettre ouverte à tous les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE et d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Claude Fischer, s'appuyant sur les recommandations de la conférence du 6 mars, a insisté sur le fait que l'APE entre la CEDEAO et l'UE ait pour priorité l'intégration régionale, en favorisant la coordination des politiques, des réformes structurelles et la mise en place de politiques communes, notamment dans le secteur agricole. « Le secteur privé, en Europe et en Afrique, doit être consulté et associé à la mise en œuvre de cet accord, en particulier sur le contenu et l'utilisation du PAPED

### À LIRE

Le texte complet de la Lettre ouverte adressée par Claude Fischer aux chefs d'État et de gouvernement avant le 4<sup>e</sup> Sommet UE-Afrique des 2 et 3 avril et la synthèse des recommandations issues du Sommet du 6 mars et établie par Catherine Véglio-Boileau sont en ligne sur [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org).

et sur les réformes structurelles (transition fiscale, amélioration de l'État de droit, harmonisation des droits...) avec l'objectif de renforcer le développement du tissu productif local et la compétitivité des économies africaines », écrit-elle. En clair, les APE doivent favoriser la création de marchés agricoles régionaux et le développement de

filières agro-industrielles locales en commençant par l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les autres propositions de la lettre ouverte portent sur le besoin d'une stratégie de codéveloppement industriel et des coopérations dans l'éducation, la formation et le financement de l'économie. « La mise en place de filières industrielles locales est fondamentale pour maintenir durablement une trajectoire de croissance dynamique », avait souligné Claude Fischer le 6 mars. Un vaste chantier en perspective puisque l'Afrique représente à peine 1 % de la production industrielle mondiale. Et qui mériterait un sommet à lui tout seul, mais sur le continent africain cette fois-ci !  **Christine Holzbauer**  
Journaliste, experte EurAfrique

<sup>2)</sup> Lire en pages 28 et 39 de ce numéro.

Edgar Morin - Mauro Ceruti

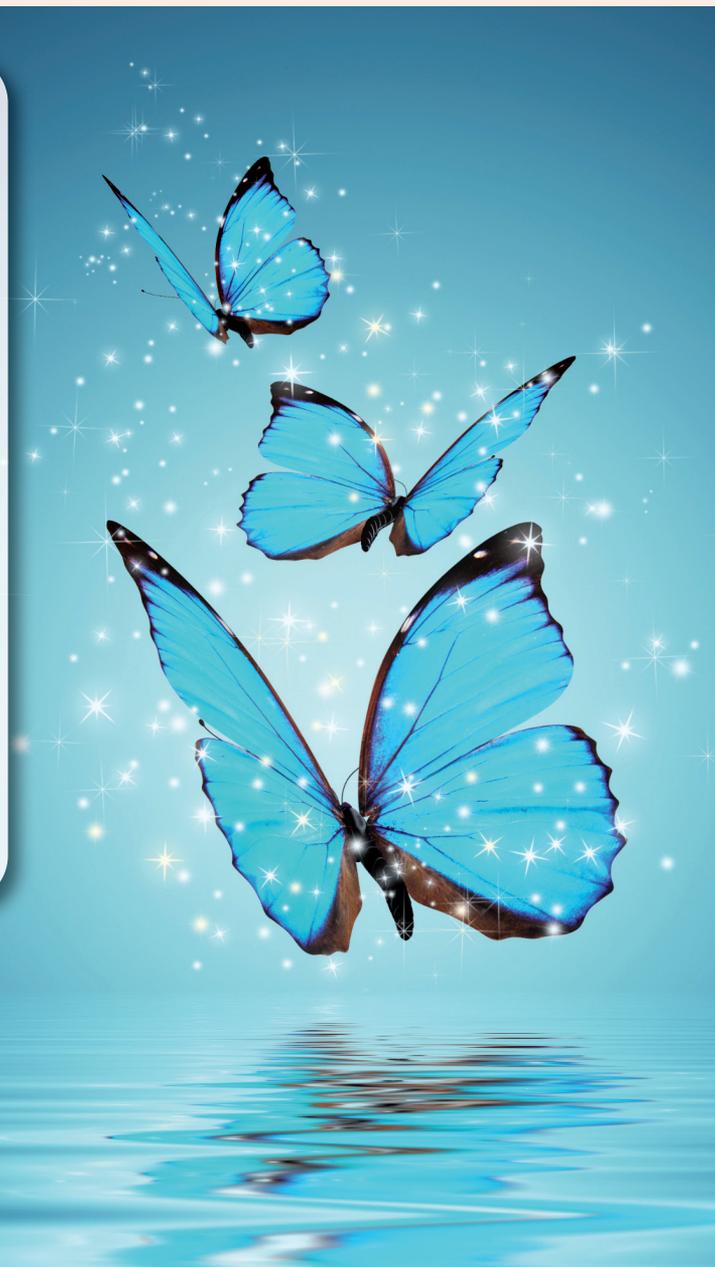
# NOTRE EUROPE : DÉCOMPOSITION OU MÉTAMORPHOSE ?

Ce sont deux esprits frères, philosophes et sociologues, qui proposent ensemble une « *repensée de l'Europe*<sup>(1)</sup> » dans une « *œuvre méditante et militante* ». L'objectif de ce livre est de nous bousculer car « *à la différence de la chenille-papillon, nous sommes dotés d'une conscience* »...

## Dans cette rubrique :

L'Europe doit devenir une « métanation », nous disent Edgar Morin et Mauro Ceruti, un espace accompagnant nos efforts en matière culturelle, politique, sociale, économique et qui nous réunit pour un profond changement. Province du monde, elle doit redéfinir sa place en faisant de son unité dans la diversité une force pour construire un nouvel humanisme, fruit des apports de toutes les parties du monde. Ce message fait sens : la renaissance de l'Afrique et celle de l'Europe sont liées, soulignent les écrivains Fatou Diome et Beseat Kiflé Sélassié. La prise de conscience d'un destin commun riche de nos diversités, issu de rencontres et de coopérations entre les sociétés, sera déterminante pour amorcer la nouvelle métamorphose de l'Europe. C'est pourquoi nous sommes attachés au développement d'initiatives comme le Festival de cinéma *L'Europe autour de l'Europe*. Alain Martin relate la clôture de la 9<sup>e</sup> édition.

Philippe Herzog



**D**écomposition ou métamorphose, tel est l'enjeu qui se présente à l'Europe. Ce message fort ne peut qu'interpeller Confrontations Europe. Déjà en 2002, Philippe Herzog, dressant le diagnostic de la crise du projet européen, dessinait « les voies d'une métamorphose »<sup>(2)</sup>, indiquant la nécessité pour l'Europe de « *repenser son choix de société intérieure* » à la lumière du formidable défi de la mondialisation. C'est bien dans cette « *révolution anthropologique et culturelle* »<sup>(3)</sup> que Morin et Ceruti situent leur propos. Leur appel à une nouvelle métamorphose de l'Europe doit lui fournir l'occasion de contribuer à celle du monde.

L'alerte ne va pas sans message d'espoir. Nous pouvons nous « *sauver tous ensemble* » soulignent-ils en misant sur les capacités génératrices ou régénératrices de l'humanité que l'imbrication des crises planétaire actuelles peut contribuer à réveiller. Tout est là, dans le sursaut et dans « *l'effort décisif* » à fournir. La résonance avec *Europe, réveille-toi !*<sup>(4)</sup> est évidente : dans son livre, Philippe Herzog en appelle à un choc de conscience et à un renouveau culturel. Le retour des démons populistes menace la démocratie et le chômage massif la prospérité et la cohésion des sociétés. L'Europe a besoin d'un nouveau départ<sup>(5)</sup>.

## Notre Europe : décomposition ou métamorphose ?

Edgar Morin  
Mauro Ceruti

## Notre Europe

Décomposition  
ou métamorphose ?

fayard

La source de sa refondation se trouve dans le principe constitutif de son identité, indiquent les auteurs, « le principe de l'unité dans la diversité et de la diversité dans l'unité ». Revenant sur le temps long d'une histoire faite de métamorphoses successives, ils nous montrent que complémentarité et conflictualité forgent l'Europe une et multiple. « L'originalité européenne réside dans la complémentarité et, en même temps, dans la conflictualité des héritages grec, romain, juif et chrétien [...]. L'Europe c'est le droit, mais c'est aussi l'arbitraire, la démocratie mais aussi l'oppression, la dignité humaine mais aussi le racisme, la spiritualité mais aussi la matérialité [...]. La civilisation et la barbarie s'entremêlent dans toute l'histoire de l'Europe. » Les Européens doivent consentir à faire un travail sur ce passé pour renouveler leurs valeurs et contribuer à un « humanisme planétaire ». Nous devons être ainsi capables « d'intégrer » la barbarie « à la conscience européenne », pour en écarter les nouveaux risques. L'expansion européenne dans le monde porte la marque de cette constante ambivalence entre création et destruction. L'Europe a à la fois exercé sa domination sur les autres cultures mais a aussi été capable d'interagir de manière

**Le livre est paru aux éditions Fayard, en janvier 2014.**

féconde avec elles. Porteuse d'une vocation de réconciliation des peuples, « l'Europe a besoin d'une politique de civilisation qui valorise son identité multiple ». Celle-ci fait sens dans une « société-monde » où il faut à la fois « sauver l'unité humaine, préserver la diversité humaine ». Construire son unité dans le respect des diversités reste un défi culturel dans d'autres régions de la planète comme l'Afrique par exemple<sup>(6)</sup>.

### Province et métanation

Pour se donner un avenir dans le monde et contribuer à le bâtir « à la mesure des besoins des individus et des collectivités », il ne s'agit plus pour les Européens de projeter un modèle en le prétendant meilleur. En acceptant l'épreuve de l'altérité, l'Europe doit opérer une double métamorphose, « devenir une province et une métanation ». Province et non plus centre du monde, l'Europe exprimera la conscience des problèmes planétaires en travaillant à devenir « un laboratoire, un creuset et une fondation » capable de renouveler ses deux vocations fondatrices – culturelle et politique – mises en avant par les auteurs. « L'Europe culturelle doit entre-tisser les apports culturels qui lui sont extérieurs [...] l'Europe politique doit

s'assigner la mission [...] de revitaliser, développer et réincarner la démocratie. » Métanation, l'Europe doit redevenir maître de son destin pour éviter un « avenir de désagrégation. » « C'est à la fois la petitesse des nations face à leurs propres problèmes et la petitesse de l'Europe face aux grandes unités continentales qui

estimé et négligé par les dirigeants politiques. Or, comme le concluent les deux auteurs, « dans l'histoire de l'Europe, la pensée a joué un rôle important. Il n'est pas idéaliste ni utopique de supposer qu'aujourd'hui la pensée puisse faciliter l'émergence d'une Europe politiquement unie, jouant un rôle actif dans le reste du

Edgar Morin et Mauro Ceruti



plaident en faveur de la réalisation politique du dépassement national » et celui-ci est le gage d'un « nouveau patriotisme inclusif » mettant à l'abri les nations « des ambitions nationalistes qui ont souvent été pour elles une cause de ruine ».

Pour l'heure, soulignent fort justement Morin et Ceruti, « la mission éducative de l'Europe consiste à former des citoyens qui considèrent cette nouvelle condition comme une rare opportunité ». Ce devoir de pédagogie et d'éducation est considérable et décisif pour l'avenir de l'Europe mais il est largement sous-

monde. La vraie question est de savoir si la culture et l'éducation sont aujourd'hui à la hauteur de cette tâche. »

**Catherine Véglío**  
Directrice des rédactions  
Confrontations Europe

- 1) Ce livre prolonge les précédents ouvrages d'Edgar Morin sur l'Europe : *Penser l'Europe et Barbarie et culture européennes*.
- 2) *L'Europe après l'Europe, les voies d'une métamorphose*, Éd. De Boeck, 2002.
- 3) Andrea Riccardi, « La globalisation, une question spirituelle », Collège des Bernardins, 13/10/2012.
- 4) *Europe, réveille-toi !*, Éd. Le Manuscrit.
- 5) C'est pour l'enclencher que l'association lance, l'« Appel aux Européens de bonne volonté pour un contrat de reconstruction ».
- 6) Lire le compte rendu de l'intervention du poète et écrivain éthiopien Beseat Kiffé Sélassié en p. 39.

## « L'EUROPE DOIT S'OUVRIRE À LA MÉDITERRANÉE »

**Dans leur livre, Edgar Morin et Mauro Ceruti lancent un cri d'alerte : « L'Europe tend à se détourner de la Méditerranée »... Extraits.**

« **L**a Méditerranée est de plus en plus ignorée (...). Dans toute la zone méditerranéenne, les conflits ont aujourd'hui l'atroce apparence de ségrégations religieuses, ethniques et nationales. L'unique remède aux conceptions fermées de l'ethnie et de la nation réside dans le principe associatif. Le destin de l'Europe se joue sur cette alternative : l'association ou la barbarie. Mais ce n'est pas uniquement le destin de l'Europe, c'est aussi celui de la Méditerranée. (...) La Méditerranée

est la ligne sismique où les antagonismes Est/Ouest, Nord/Sud, richesse/pauvreté, vieillesse/jeunesse, laïcité/religion, islam/christianisme/judaïsme... deviennent virulents et mortels (...). Aujourd'hui, l'Europe doit comprendre que la reconstruction du monde arabe et de la Méditerranée est indispensable à sa propre survie. En jetant les bases d'un nouveau « Plan Marshall ». Il est nécessaire que l'Europe contribue à sauver la Méditerranée pour se sauver elle-même. »

## Sommet de la société civile

# « MON EURAFRIQUE, CE SERAIT... »

Le Sommet de la société civile sur le partenariat UE-Afrique, organisé par Confrontations Europe et ASCPE le 6 mars à Bruxelles, a été présidé par l'Ethiopien Beseat Kiflé Sélassié, en lever de rideau des travaux<sup>(1)</sup>. Une femme et un homme de culture pour nous dire leur « EurAfrique »

## Fatou Diome La voie de « l'accord conciliant »

**F**atou Diome précise que sa vie se déroule entre deux réalités socioculturelles et que son idée du lendemain interroge forcément les relations entre sa terre natale et sa terre d'adoption. Observant que la meilleure explication d'un écrivain est son texte, elle lit un long extrait de son livre *Le ventre de l'Atlantique*, terminant ainsi : « *Je cherche mon pays là où on apprécie l'être-additionné, sans dissocier ses multiples strates. Je cherche mon pays là où s'estompe la fragmentation identitaire. Je cherche mon pays là où les bras de l'Atlantique fusionnent pour donner l'encre mauve qui dit l'incandescence et la douceur, la brûlure d'exister et la joie de vivre. Je cherche mon territoire sur une page blanche ; un carnet, ça tient dans un sac de voyage. Alors partout où je pose mes valises, je suis chez moi* ». L'écrivain affirme qu'elle rêve d'abolir les frontières et se dit très

concernée par le dialogue Europe-Afrique, nécessaire à son existence. Dans son « EurAfrique » rêvée, le respect mutuel entre les peuples ne serait plus un simple concept, une sorte d'exhausteur de goût des jolis discours si rarement suivis d'effets. Si le partenariat est une association, en vue de mener une action commune, « nous sommes nombreux à penser, signale-t-elle, que, pour le moment, c'est l'Europe qui mène la danse ». Or si ce partenariat consiste à infliger aux

pays africains des accords soucieux des seuls intérêts de l'Europe, ce n'est plus un partenariat, mais un « contrat léonin ».

Dans son « EurAfrique » rêvée, il s'agirait donc de rendre son sens plein au mot partenariat, afin de sortir des mauvais schémas : exploitant/exploité ; donateur/assisté. La mondialisation et la crise économique actuelle montrent que les problèmes contemporains transcendent les frontières et réclament des solutions collectives. L'avenir du Sud ne se fera pas sans le Nord, et vice-versa. Comme le prouve la tragédie de l'immigration clandestine, l'Europe ne pourra se préserver des difficultés de l'Afrique, qu'en contribuant à les résoudre donc en encourageant son développement effectif. Certes, l'aide humanitaire apaise la

### Il faut instaurer un dialogue d'égal à égal

conscience des donateurs et soulage momentanément les bénéficiaires, mais elle n'est pas la meilleure voie vers l'autonomie. « *Aider quelqu'un, c'est l'aider à ne plus avoir besoin de vous* » insiste l'écrivain.

L'Afrique ne peut pas tout attendre de l'Europe ! Aussi lourds que soient les torts historiques subis, ils ne sauraient être l'excuse permanente face aux défaillances de certains dirigeants africains. Chercher un coupable extérieur assigne aux

**Née au Sénégal et vivant en France, à Strasbourg, depuis vingt ans, Fatou Diome est l'auteur de nombreux romans dont le dernier, *Impossible de grandir*, est édité chez Flammarion. Son premier roman, *Le ventre de l'Atlantique*, sur le thème de l'émigration, a été traduit en vingt-deux langues.**

Africains le rôle de victimes et légitime une condescendance qui favorise tout sauf le respect. Pour Fatou Diome, il est nécessaire de s'affranchir de ce statut de victime historique pour instaurer un dialogue d'égal à égal.

### Priorité à l'éducation

Le développement de l'Afrique, insiste-t-elle, passera par l'éducation et la formation de sa jeunesse. Il n'y aura pas de démocratie pérenne si on ne fait pas de l'éducation une priorité. Pour défendre ses droits et respecter ceux des autres, il faut d'abord les connaître, cela passe par l'éducation. Il est nécessaire de lutter contre la déscolarisation précoce. Ce phénomène concerne les couches sociales les plus défavorisées et plus particulièrement les jeunes filles. Il faudrait instaurer l'éducation obligatoire jusqu'à 16 ans dans tous les pays d'Afrique. Ceux qui quitteraient l'école à 16 ans auraient ainsi un socle commun pour avoir une formation professionnalisante. L'absence d'instruction fait partie des violences faites aux femmes et beaucoup d'autres en découlent. Former les femmes, c'est aussi à



coup sûr améliorer leurs conditions de vie ainsi que l'éducation de leurs enfants. C'est en formant les individus, devenus de véritables acteurs du développement, que l'on vaincra la pauvreté. Face aux carences dans l'éducation, la santé, l'agriculture et d'autres domaines qui demandent une ingénierie pointue, le partenariat Europe-Afrique peut ouvrir de belles perspectives. Espérant que « *les intérêts financiers ne feront pas litière des droits humains* », l'écrivain se plaît à imaginer « *une EurAfrique conciliée et solidaire* », dans la quête d'un bien-être commun. Elle conclut en citant les propos de Léopold Sédar Senghor : « *C'est seulement ainsi que nous pourrions nous sauver ou périr ensemble. Nous sauver en créant une troisième voie, celle de l'accord conciliant* ». C'est selon elle, le chemin pour forger un avenir commun.

**Compte-rendu des interventions : Alexandre Egger, chargé de mission, Confrontations Europe**

<sup>(1)</sup> Les actes complets de cette conférence seront disponibles sur [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org). Lire aussi l'article en pages 34 et 35 de ce numéro.



... a accueilli deux écrivains, la Sénégalaise Fatou Diome et  
... rêvée » et imaginer un avenir commun pour l'Afrique et l'Europe...

## Beseat Kiflé Sélassié La renaissance de l'Afrique et celle de l'Europe sont liées

**B**eseat Kiflé Sélassié souligne d'emblée que la présence d'un Africain de l'Est comme lui, dans une rencontre prévue pour ses « frères et sœurs de l'Afrique de l'Ouest et du Centre », signale d'emblée que l'Afrique est plurielle mais une. Il salue les organisateurs de la conférence de porter ainsi ce message essentiel pour l'avenir du continent noir.

Il insiste aussi sur l'intérêt d'une rencontre de la société civile organisée dans l'esprit de Confron-

tations Europe. Car « la confrontation est la source d'un véritable débat, d'un véritable dialogue, d'un véritable consensus à l'africaine et non pas d'un consensus mou où il faut accepter le plus petit des dénominateurs communs ». C'est par le débat qu'il est possible d'aller vers la construction d'une « Eur-Afrique » non seulement rêvée mais fruit d'« une espérance lucide, éveillée » pour reprendre des termes d'Aimé Césaire.

Le partenariat privé-public est, selon lui, incontournable pour mener à bien des projets : en Afrique, depuis les indépendances, les différentes institutions internationales pourvoyeuses d'aide disent qu'il faut moins d'État, observe-t-il, et dans les pays africains, l'État n'existe pratiquement pas.

Il évoque les crispations identitaires en Afrique, beaucoup plus graves qu'en Europe et devenues sources de conflits alors que l'identité pourrait être une source de richesse. Parlant de la situation au Mali, il interpelle l'assistance : ne doit-on pas dire aujourd'hui que nous sommes tous des Maliens (comme l'avait fait un rédacteur du journal *Le Monde* en septembre 2001 en disant que nous

### ... Nous avons besoin d'une Europe qui réussisse

étions tous des Américains) ? Il rappelle l'immense apport culturel de l'Empire du Mali. Ce dernier a été à l'origine de la première déclaration universelle des droits de l'Homme : c'est la Charte du Mandé de 1236. Dans ce texte, les droits des femmes sont égaux à ceux des hommes et des articles sont consacrés à la protection de l'environnement (la forêt, les lacs et d'autres biens communs auxquels personne ne peut porter atteinte).

#### Unité et diversité

Il souligne que sa lecture du livre de Philippe Herzog, *Europe, Réveille-toi !* entre en résonance avec l'appel « À quand l'Afrique ? » lancé par le grand historien et homme politique burkinabè Joseph Ki-Zerbo<sup>(1)</sup>. Dans le partne-

**Beseat Kiflé Sélassié est poète et écrivain, ancien directeur du Fonds international pour la promotion de la culture de l'Unesco, membre du Comité international Joseph Ki-Zerbo. C'est un spécialiste reconnu d'Arthur Rimbaud.**



nariat rêvé entre l'Europe et l'Afrique, il ne s'agit pas de singer ce que l'Europe a fait (« parfois très bien et parfois très mal »), mais de faire en sorte que les Africains apportent leur propre message. Selon lui, il y a dans la conception africaine de l'universel une dimension qui est beaucoup plus fondée sur le cœur que sur la raison. Et « le cœur dans cette affaire de confiance est tout aussi décisif parce que la raison n'est pas suffisante ».

Joseph Ki-Zerbo insistait sur la nécessité de faire de la mémoire le tremplin vers l'avenir, tout comme Aimé Césaire qui disait : « la voie la plus courte pour aller vers l'avenir est celle qui passe toujours par l'approfondissement du passé ». Se référant au « je est un autre » de Rimbaud, Beseat Kiflé Sélassié remarque que « les autres sont des je aussi ». Cela indique une dialectique incontournable entre l'Europe et l'Afrique.

Selon lui, le moment de crispation qui consiste à dire que la Chine est en train d'envahir l'Afrique doit être complètement dépassé. La Chine a certes des intérêts à défendre, mais sur le terrain, Beseat Kiflé Sélassié estime qu'il serait souhaitable que l'Europe soit plus présente. Car l'Europe est le continent de la diversité. « L'Europe est le

continent qui, après deux guerres mondiales, nous montre ce que signifie marcher ensemble avec un passeport commun, avec une monnaie unique même si cela reste difficile. Tout cela nous sert d'exemple dont nous, Africains, avons besoin. Nous avons besoin d'une Europe qui réussisse. D'une Europe qui ne perd pas trop de temps à parler de choses uniquement négatives, mais d'une Europe qui soit fière de son passé pour renaître parce que la renaissance de l'Afrique passe aussi par celle de l'Europe. Ce n'est pas pour moi une vision rêvée, mais une vision qui me paraît être dictée par les faits. »

Le poète conclut en précisant que la dimension culturelle est une dimension incontournable dans la construction d'une communauté économique, l'économie étant aussi une culture. Il termine en citant Aimé Césaire : « Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l'universel. Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier (le respect des droits de l'homme), riche de tous les particuliers (ce sont le droit des peuples, la diversité...), approfondissement et coexistence de tous les particuliers (l'unité dans la diversité) ».

<sup>1)</sup> Ce livre a été réédité en 2013 : [www.alliance-editeurs.org](http://www.alliance-editeurs.org)

Festival de cinéma *L'Europe autour de l'Europe*

# PRIX SAUVAGE : TOUTE LA LUMIÈRE SUR NOS OBSCURITÉS

Neuf films en compétition prétendaient au Prix Sauvage et à son jeune alter-ego, le Prix Luna, lors du 9<sup>e</sup> Festival *L'Europe autour de l'Europe*. Au fil des séances, ce fut une montée en puissance, un enchevêtrement de thèmes, de techniques, de procédés discursifs et de pays filmés. Mais, au bout du compte, comment désigner le bon Sauvage ?

**L'***Europe autour de l'Europe*<sup>(1)</sup> est un de ces festivals sensibles qui proposent des sélections croisées, un regard sur la diversité de l'Europe, donc. Dans ce cadre, le jury présidé par le cinéaste polonais Krzysztof Zanussi remettait le 13 avril 2014 le Prix sauvage à *Dom över död man/The Last Sentence*, du réalisateur suédois Jan Troell. Un prix décerné à l'unanimité, avec deux mentions spéciales à *The Gambler* de Ignas Jonynas, cinéaste d'origine lituanienne et *The Enemy Within* du Grec Yorgos Tsemberopoulos. De son côté, le jeune jury du prix Luna récompensait *The Gambler* et donnait sa mention à *Free Range* de l'Estonien Veiko Õunpuu. Retour sur un palmarès

<sup>1)</sup> Pour en savoir plus sur ce festival qui a proposé un mois de cinéma européen du 12 mars au 13 avril 2014 en plein cœur de Paris : [www.evropafilmakt.com/2014](http://www.evropafilmakt.com/2014).



Irena Bilic, directrice et fondatrice du Festival, entourée de Krzysztof Zanussi, président du jury du Prix Sauvage (avec l'écharpe), de Pierre Arlaud, président du jury d'étudiants et de jeunes professionnels Prix Luna et de l'équipe du Festival.

de quatre films sombres et contrastés, et quelques films écartés du podium.

### Le palmarès

Désigné Prix Sauvage 2014, *The Last Sentence/Dom över död man* évoque parfois dans sa forme l'art

d'un graveur, voire la manière noire. Portraits en clair-obscur, pluie tombant au crépuscule lors des discussions emportées des protagonistes, apparitions spectrales des femmes disparues : le noir et blanc utilisé par Jan Troell sublime le parcours de Torgny Segerstedt,

opposant suédois aux exactions hitlériennes, dans un pays qui tentait de conserver sa neutralité, alors même que ses voisins norvégiens et danois étaient envahis par les troupes allemandes en 1940. « *Nous sommes responsables de ce que nous disons mais aussi de ce que nous ne disons pas !* » : il écrira ainsi plus de 10 000 articles. Avant de gifler (d'un journal !) son ancien ami membre du gouvernement qui choisit la tempérance, Segerstedt lâche : « *je ne connais qu'une seule chose qui ne meure pas : la réputation d'un homme mort* ». Un film sur les convictions et les ami-

## LES QUATRE TENTATIONS : QUELQUES AUTRES FILMS EN COMPÉTITION

### I. Tu ne respecteras ni ton père ni ta mère, ni l'image

Luis López Carrasco ne prend pas de gants : comme dans un catalogue de bourdes du cinéma, il monte bout-à-bout, floute, malmène l'image et le son, baisse le volume, introduit bruit de masse et longs plans déconstruits, tandis que ses acteurs d'un week-end s'adonnent à tous les excès d'une soirée plus que festive. Le jeune réalisateur d'*El futuro* veut ici dépeindre l'évolution de la génération des années 80, de ceux-qui-ont-fait-la-révolution.

### II. Tu n'auras pas d'autre cinéma que « vérité »

Le cinéma-vérité à la française n'a pas été tout à fait éclipsé par les liaisons dangereuses entre documentaire et fiction : Gilles Deroo et Marianne Pistone signent *Mouton*. La description du quotidien du jeune homme passe par de (très) longs plans-séquences. Le découpage, l'introduction d'un changement de style au moment du drame auraient pu sauver le film...

### III. Tu adoreras les images d'un autre

Sous-titrer *Visions of Reality* le parcours d'une certaine Shirley à l'intérieur des peintures d'Edward Hopper, voilà qui ne manque pas de culot, lorsque l'on sait que tout est faux et re-construit minutieusement dans les cadrages de l'artiste ! On cite - pour faire court - Hitchcock, Wenders ou Jarmuch, on rappelle le sens cinématographique d'Hopper. Le procédé fonctionne, évidemment : c'est brillant.

### IV. Tu filmeras (proprement) le danger de l'Image

*A Thousand Times Good Night/Tusen ganger god natt* d'Erik Poppe peut laisser plus perplexe : coproduction norvégienne-suédoise-irlandaise, elle ne raccroche pas nettement à l'un de ces pays, l'image est léchée et les tourments intérieurs d'une femme photo-reporter en terrain hostile en sont moins convaincants.

A. M.

## TANT DE DÉBATS...

Impossible de se faire ici l'écho de tous les débats qui suivirent la plupart des films, mais on ne saurait trop conseiller aux spectateurs des prochaines éditions de rester assis après le générique de fin : dans un esprit festivalier, c'est l'occasion d'entendre un auteur ou son représentant exprimer sa vision et le contexte de la création, et de confronter nos questions et nos remarques. Qui a pu repartir de l'une de ces séances sans des informations utiles sur le pays de réalisation, sans avoir mieux saisi les intentions de l'auteur ? Y. Tsemberopoulos a ainsi décrit longuement la situation économique et sociale extrême et difficile de la Grèce dans laquelle s'inscrit son film. Jan Troell a parlé du personnage historique au cœur du film et de la Scandinavie, ainsi que de son propre rapport à l'image et au travail de Bergman. Entendues aussi à la sortie de la salle, les réflexions très contrastées sur le premier film (*El Futuro*), pour ne citer que lui, démontrent bien l'intérêt d'une vraie... confrontation.

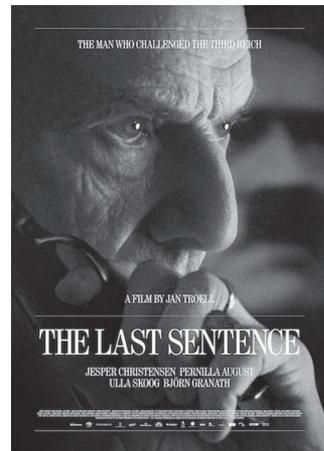
A. M.

tiés (ou pas) en politique, qui s'appuie sur l'abondante documentation regroupée par la secrétaire du publiciste. Segers-tedt meurt en mars 1945 à Göteborg, et après s'être interrogé – « j'ai écrit dans le sable, n'est-ce pas ? » –, prononce une question : la dernière phrase qui donne son titre au film. Mention à *The Gambler/Losejas* qui décrit la dérive d'un joueur invétéré, membre d'une équipe d'ambulanciers-secouristes : pour se refaire une santé (financière), il organise des paris sur la mort, dossiers médicaux à l'appui. Lorsque les vies de ses proches entrent en jeu, le film, déjà mené tambour battant, atteint une dimension plus grave et plus personnelle encore.

Mention également à *The Enemy Within/O Eχθρός Mov* : Yorgos Tsemberopoulos séduit avec l'histoire (apparemment) simple d'une famille grecque. Le film bascule ensuite et nous plonge dans la perplexité du choix d'une vengeance personnelle : sa mise en place, ses conséquences, introduisant dans le récit quelques personnages ambigus.

Si la forme sophistiquée de *The Last Sentence* nous donne à penser avec la distance imposée par un sujet historique, les deux autres films sont effectivement

remarquables pour leur niveau de connivence avec le spectateur. Si nous ne nous projetons pas forcément dans le comportement excessif et suicidaire d'un joueur maladif, nous



aurions pu – qui sait ? – figurer parmi les parieurs de la petite équipe ; de même, chacun pourrait être réveillé cette nuit par la lampe torche d'un agresseur, connaître le désastre qui marque *The Enemy Within*. Dans les deux cas, comment aurions-nous réagi ?

Dans les fauteuils confortables de *l'Entrepôt*, durant la projection, lors du débat ou au sortir de la salle, nous pouvions énoncer mentalement ou démontrer que ce comportement extrême n'est pas celui que nous adopterions. « Vraiment ? » semblent questionner les deux réalisateurs.

## Et l'Europe dans tout cela ?

L'autre intérêt de ces films, c'est de nous transporter ailleurs, dans tous ces pays dans et « autour de l'Europe », comme ici en Grèce, en Lituanie ou en Suède. Les caractéristiques des sociétés ainsi « visitées » sont bien présentes, quelle que soit l'universalité des thèmes ; mieux, elles leur donnent une assise, une cohérence, nous plongent avec réalisme dans le quotidien et les remises en questions de nos voisins européens. Tout Lituanien ou Grec qu'ils soient, Kostas (*The Gambler*) ou Vicentas (*The Enemy...*) nous touchent d'autant plus dans notre fibre intime qu'ils sont « sur le fil », qu'ils commettent l'irréparable, qu'ils chutent.

Un dernier souhait ? Que cette mise en lumière de l'ensemble des films sélectionnés puisse jouer son rôle dans le combat difficile que mènent réalisateurs, producteurs et distributeurs pour rendre ces films visibles, après que projecteurs du Festival s'éteignent.

Lumière et obscurités... c'est aussi la question : comment marcher dans ou vers la lumière, sans observer et prendre en compte toutes nos obscurités ?

**Alain Martin**  
Journaliste et écrivain

## L'Europe de la paix, de la fraternité et de la liberté

Partenaire du Festival, Confrontations Europe s'est impliquée avec L'AAFEE dans les soirées-événements de la 9<sup>e</sup> édition placée sous le thème « Lumière et obscurités » : 100 ans après le début de la Grande Guerre et dix ans après la Grande réconciliation de l'Europe avec son Est et son Centre, nous avons consacré quatre soirées à ces moments forts de notre histoire.

Avec la Fondation Hippocrène et le soutien de la Fondation La Poste, la lecture de lettres de poilus et les chants de leurs femmes, avant la projection du documentaire *Juste avant l'orage* de Don Kent, ou de la correspondance entre Stefan Zweig et de Romain Rolland avant le film italien *Les hommes contre* de Francesco Rosi, nous ont replongés dans l'émotion et la douleur, et renforcé notre volonté de consolider la paix et la fraternité, si fragiles en ces temps de crise. Deux autres soirées – tout aussi émouvantes – ont salué les retrouvailles de la Pologne avec la civilisation européenne, à laquelle elle avait si grandement œuvré : avec la redécouverte de *Blanc*, un film de la trilogie de Krzysztof Kieslowski, et, plus surprenant, la découverte d'un documentaire *Nous filmons le peuple !* de la jeune cinéaste Ania Szczepanska, à la recherche de l'histoire de son pays à travers les relations contradictoires entre ses grands artistes et le pouvoir dans la période 1971-1981, et leur engagement pour accompagner la lutte du peuple pour sa liberté.

À montrer absolument aux jeunes générations qui s'interrogent sur le sens de l'Union européenne ! Dans un contexte marqué tout à la fois par l'ouverture au monde et la tentation de repli national, les valeurs de la paix, de la fraternité et de la liberté chèrement acquises doivent être renouvelées pour mieux être préservées.

**Claude Fischer**  
Présidente de L'AAFEE\*

\* L'Association des amis du Festival *l'Europe autour de l'Europe*. Voir La Lettre de L'AAFEE parue à la veille du Festival présentant ces soirées-événements : [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org) ou [www.evropafilmmakt.com](http://www.evropafilmmakt.com).

## VIE DE L'ASSOCIATION

### Projet pour un contrat de reconstruction

# LES 180 SIGNATAIRES DE L'APPEL

Michel AGLIETTA, Michel ALBERT, Nicole ALIX, Edmond ALPHANDERY, Antoine ARJAKOVSKY, Loïc ARMAND, Jean-Pascal ARNAUD, Nicola ARRIGONI, Grace ATTARD, Jean-Claude AUGÉ, Laurence AVIRAGNET, André BABEAU, Ognjen BABIC, Jean-Paul BAILLY, Jacques BARROT, Franco BASSANINI, Marie-France BAUD, François BENOIT-CATTIN, Alain BERGER, Jérôme BIGNON, Irena BILIC, Joachim BITTERLICH, Philippe BODSON, Marie-France BOUDET, Irina BOULIN-GHICA, Patrick BOULTE, Pierre-Louis BOUTONNAT, Patrick BOUYSSÉ, Alain BRAVO, Roger BRIESCH, Philippe BUSQUIN, Pierre CALAME, Jean-Marie CALANDREAU, Jeanne-Marie CAMBOLY, Vittorio CAMPIONE, Monique CASTILLO, Jean-Marie CAVADA, Mauro CERUTI, Georges CHABERT, Benoît CHANTRE, Caroline CHEVASSON, Christian CHOLLET, Christophe CLERGEAU, Liliane COCOZZA, Bertrand COLLOMB, Carole COUVERT, Françoise CROUÏGNEAU, Charles D'ANGELO, Bernard DACHY, Pierre DAURES, Viviane DE BEAUFORT, Christian DE BOISSIEU, Henri DE CASTRIES, Dominique DE CRAYENCOUR, Jacques DE LAROSIERE, Edouard DE LENCQUESAING, Augustin DE ROMANET, Michel DE VIRVILLE, Geneviève DEBAYLES, Jean-Pierre DEBAYLES, Patrick DECHIN, Philippe DELAUNOIS, Bernard DELBECQUE, Michel DELEBARRE, Jean-Paul DELEVOYE, Michel DERDEVET, Claude DESAMA, Bernd DOHNERT, Eric DOMB, Corinne DUGUAY, Bernard DUHAMEL, Jean-Claude EUDE, Roger FAIST, Bénédicte FAUVARQUE-COSSON, Jacky FAYOLLE, Elisa FERREIRA, Claude FISCHER, Nicole FONTAINE, Emmanuel FOREST, Nicolas FOURNIER, Joachim FRITZ-VANNAHME, Jean GANDOIS, Jean-Marie GIANNI, Martine GIRAUDY, Robert GOEBBELS, Antoine GODBERT, Hervé GOURIO, Marcel GRIGNARD, Jean-François GUEDON, André-Jean GUERIN, Antoine GUGGENHEIM, Michèle GUYOT ROZE, Anton HANNA, Philippe HARDOUIN, Agnès HENRY, Philippe HERZOG, Ghislaine HIERSON, Bernard HOUSSET, Leszek JESIEN, François JEGARD, Bahadır KALEGASI, Boguslaw Benoît KAPKOWSKI, Michal KURTYKA, Serge LABORDERIE, Philippe LAGAYETTE, Jean-Claude LAHAUT, Xavier LARNAUDIE-EIFFEL, Frédéric LAVENIR, Claude LE GAL, Philippe LE GUEN, Martine LE MALET, Daniel LE SCORNET, Notis LEBESSIS, Christophe LEFEVRE, Jean-Robert LEONHARD, Martine LEVY, Rolf LINKOHR, Fabrice LORILLON, Dominique LOUIS, Anne MACEY, Henri MALOSSE, Olivier MARTY, Henry MARTY-GAUQUIE, Marc MATHIEU, Philippe MAYSTADT, Dominique MAZIERE, Philippe MAZUEL, Michel MELE, Francis MER, Giles MERRITT, Eric MESTDAGH, Gérard MESTRALLET, François MICHAUX, Laurent MINGUET, Jacques MISTRAL, Brigitte MOLKHO, Christian NIBOUREL, Kalypso NICOLAIDIS, Michel PEBEREAU, Jean PEYRONY, Jean-François POUPARD, Bernard PRADES, Pierre PRIGENT, Odile QUINTIN, Andrea RICCI, Jacques RICHIER, Judith ROCHFELD, Maria-Joao RODRIGUEZ, Cyr-Igael RONDOT, Jimmy ROZE, Franca SALIS MADINIER, Pierre SELESKOVITCH, Edouard SIMON, Marie-Suzanne STRZALKO KRZYZANOWSKI, Thierry SUEUR, Yvon THIEC, Renaud THILLAYE, Jean-François TROGRLIC, Alain TURC, Tania TURQUIN - SPICANOVIC, Carlos TRIAS PINTO, Noëlle URI, Henrik UTERWEDDE, Ieke VAN DEN BURG, Joost VAN IERSEL, Emmanuel VAN INNIS, Pierre VAYSSE, Bernadette VERGNAUD, Riccardo VIAGGI, Jérôme VIGNON, Rémy WEBER, Martin ZAIMOV...

25 avril 2014

LISEZ ET SIGNEZ LE TEXTE DE L'APPEL SUR [WWW.CONFRONTATIONS.ORG](http://WWW.CONFRONTATIONS.ORG)

## Carole Ulmer, candidate aux Européennes



Quand l'UDI-Modem lui propose la deuxième place sur la liste ouverte à la société civile de la circonscription du Nord-Ouest, Carole Ulmer accepte, enjouée et déterminée. Notre jeune directrice des études – elle a 32 ans – aime se confronter au débat politique : elle a affûté ses armes à Confrontations Europe depuis quatre ans ! Elle y côtoie les meilleurs économistes, des patrons, des syndicalistes, des élus, et en particulier les députés européens du Club Europe@Work. Elle connaît les dossiers difficiles de l'Union économique et monétaire, ceux de la rénovation du marché intérieur, du budget européen... Nul doute que Carole serait une excellente eurodéputée !

Claude Fischer

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à *Confrontations Europe La Revue*

Nom, Prénom : .....

Profes. qualité : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Fax : .....

E-mail : .....

*Confrontations Europe La Revue* (4 numéros par an) ..... 28 €

Bulletin à envoyer avec votre règlement à l'ordre de *Confrontations Europe* à l'adresse suivante : *Confrontations Europe*, 227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris

### CONFRONTATIONS EUROPE LA REVUE

227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris. Tél. : 00 33 (0) 1 43 17 32 83. Fax : 00 33 (0) 1 45 56 18 86. Courriel : [confrontations@confrontations.org](mailto:confrontations@confrontations.org). Internet : [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org).  
Directeurs de la publication : Claude Fischer, Philippe Herzog.  
Directrice de la rédaction : Catherine Véglio-Boileau. Chefs de rubrique : Carole Ulmer (Conjoncture et Politiques européennes), Anne Macey (Emploi, Entreprise, InduServices), Marie-France Baud (Financement de l'économie), Claude Fischer (L'Europe en devenirs), Catherine Véglio-Boileau (L'Europe et le monde), Philippe Herzog (Société et civilisation), Claude Fischer (Vie de l'association). Secrétaire de rédaction : Juliette Aduayom. Réalisation : C.A.G., Paris. Impression : S.I.P.E. - ZI des Radars, 10 ter, rue Jean-Jacques Rousseau, 91350 Grigny.  
© Illustration de couverture : Alex Mac / Fotolia.com.  
Commission paritaire n° 0409 P 11 196. N° ISSN : 1955-7337



La revue bénéficie du soutien de la Commission européenne



## RESPONSIBLE DEVELOPMENT ASKING MORE FROM CHEMISTRY

*Asking the right questions leads the way to more responsible chemistry.*

"How can we be an active, responsible contributor to society? By innovating each day in order to protect resources, reduce waste and improve safety. Solvay blazes a path for chemistry directed towards tackling society's greatest challenges."

*Mechelle Engemann, Sustainable Development Manager - Winder (USA)*



**SOLVAY**

asking more from chemistry®

**Banquiers  
D'UNE IDÉE**



QUELLE  
**IDÉE?**

**une  
FINANCE  
utile à  
TOUS**

**Bonne  
idée!**